



Repositionnement géopolitique des puissances influentes
en Asie Orientale
au lendemain de la crise financière asiatique

Mémoire de géopolitique

du Capitaine de Frégate Mostafa EL ALAMI
(Royaume du Maroc)

Sous la direction de

Madame NIQUET Valérie
Professeur universitaire
Directeur de recherches à l'Institut des Relations Internationales et
Stratégiques (IRIS)

Juin 2001

FICHE DE PRESENTATION

- 1 Titre du mémoire : Repositionnement géopolitique des puissances influentes en Asie Orientale au lendemain de la crise financière asiatique.
- 2 Capitaine de Frégate EL ALAMI Mostafa -Royaume du Maroc-.
- 3 11 juin 2001
- 4 Division B, groupe B5
- 5 Mémoire de géopolitique

6 RESUME : Zone traditionnellement instable, l'Asie Orientale est en train de connaître des développements sécuritaires fort inquiétants, accélérés par la crise financière asiatique. Des repositionnements intéressants sont mis en évidence et une course à l'exercice de la puissance sur la région est engagée sans merci, surtout par la Chine. La présence américaine dans cette zone augmente la tension certes, mais entretient un certain équilibre que la plupart des pays admettent même en le contestant. Les Etats-Unis maintiennent cet équilibre par un jeu de puissance à la fois militaire, économique et diplomatique de façon parfois contradictoire, souvent ambiguë suscitant une grande méfiance. Continueront-ils à entretenir cet équilibre ? Voudront-ils le rompre ? Le pourront-ils et à quel prix ? A travers une étude des enjeux, aussi bien historiques que présents, des équilibres des forces et les différentes politiques extérieures des puissances régionalement influentes, on essaiera de fournir des réponses à ces interrogations.

7 Mots clés: Asie Orientale, Etats-Unis, Chine, Japon, Russie, Corée, ASEAN, Crise asiatique, Développement-sécurité, armée chinoise, stratégie chinoise.

SOMMAIRE

Partie I :

L'Asie "Pacifique" ou l'Asie belliqueuse ?

Les enjeux régionaux

Les conflits classiques

Les conflits récents

Partie II :

La crise asiatique comme facteur aggravant l'instabilité

La dualité développement-sécurité des pactes régionaux

La crise asiatique ou la désillusion

Partie III :

Equilibre des forces dans la région

Les replis stratégiques

Modernisation des équipements militaires par la Chine

Course aux armements dans d'autres pays

Partie IV :

L'attitude américaine face au développement sécuritaire régional.

Chine: menaces ou gesticulations

Repositionnement américain dans la région

Les nouveaux enjeux américains dans la région

CARTE DE LA REGION ETUDIEE DE L'ASIE ORIENTALE*



* Source ENCARTA 2001.

INTRODUCTION

« Les efforts militaires sont tellement difficiles que nous devons les éviter quand c'est possible...Les Etats doivent poursuivre leurs objectifs commerciaux, non par démonstration de la force militaire, encore moins par la violence, mais par la recherche de l'avantage mutuel ».

Telle est la vision régionale de l'amiral Alfred T. MAHAN dans « The problem of Asia »* au début du siècle dernier. A l'aube de ce siècle, cette citation reste pourtant plus que jamais d'actualité dans cette région du monde ?

L'étude qu'on se propose de mener dans ce mémoire aborde l'Asie Orientale dans sa composante maritime, là où les puissances dominantes se livrent à une concurrence sans merci pour asseoir leurs influences. La lutte s'annonce difficile car de par ses caractéristiques propres, cette zone ne s'y prête pas facilement.

En effet, cet ensemble présente trois caractéristiques principales : son poids, sa diversité et son instabilité.

Son poids est à la fois démographique et économique.

Démographique car elle est peuplée à elle seule par un tiers de l'humanité au sein duquel la Chine représente plus de la moitié.

Economique car son Produit Intérieur Brut approche celui des Etats-Unis et les échanges commerciaux y connaissent un grand développement.

La grande diversité de cette zone prime dans beaucoup de domaines :

✓ Une diversité de la nature, caractérisée par une grande variété climatique, topographique, végétale...etc, qui diffèrent beaucoup entre le Nord et le Sud (la Sibérie et l'Indonésie).

✓ Une diversité religieuse : Le Bouddhisme, le Christianisme, l'Islam et d'autres cultes avec des variantes différentes pour chacun d'entre eux.

✓ Une diversité politique où coexistent démocratie (Japon, Taiwan), autocratie(Chine, Corée du Nord et Vietnam) en passant par des démocraties en développement(Singapour et Thaïlande), des dictatures molles(Malaisie) ou encore des dictatures à l'idéologie peu précise(Birmanie).

✓ Une diversité économique très importante, si l'on compare les rapports des produits intérieurs bruts par habitant des pays de la région (Japon 41000\$, le Cambodge 300\$), on constate que certains pays sont cent fois plus riches que d'autres avec toute une gamme intermédiaire.

* Alfred Thayer MAHAN, The problem of Asia, Sampson-Low and Marston, 1900, p162.

Enfin, cette zone est profondément instable pour des raisons diverses que la guerre froide avait figées pendant plus de quarante ans et que sa fin transforme en menaces ou en conflits.

La Chine avec le peu de moyens dont elle disposait et la menace soviétique qui la préoccupait, ne pouvait exprimer ses ambitions de puissance sur la région. Sa croissance économique des dernières années, ainsi que la modernisation de ses armements la libèrent de cette réserve.

La crise financière asiatique qui a éclaté l'été 1997 et la situation politique et sociale qu'elle a engendrée dans les pays les plus touchés, a éveillé quelques velléités territoriales notamment en mer de Chine. De même qu'elle a nourri de nouvelles menaces telles que des mouvements séparatistes, ethniques ou religieux, elle a développé de nouvelles formes de criminalité (drogue, piraterie, trafic d'armes et prise d'otages) et a réveillé des nationalismes religieux ou culturels.

Ces problèmes sont exacerbés par le manque de système de sécurité collective, laissant régner une logique d'équilibre de force entraînant une course acharnée à l'armement. Les structures de concertations existantes ont montré leurs limites. L'équilibre régional est assuré par une puissance étrangère, les Etats-Unis.

Si la plupart des pays de la zone leur reconnaissent ce rôle et voient en eux un garant de leur sécurité, il n'en est pas de même pour ceux qui considèrent la région comme leur sphère naturelle d'influence. Il en découle alors un jeu d'alliances et de politiques étrangères très complexe et bien souvent ambigu.

Quels sont les tenants et les aboutissants de cette situation ? Quelle vision chacune des puissances s'en fait-elle ? Dans quelles mesures le statu quo pourra-t-il être maintenu ? Quels sont les facteurs qui pourraient dégrader cette situation ?

Pour examiner ces questions, nous nous proposons de comprendre la situation générale, de voir les répercussions de la crise asiatique sur la stabilité de la région, d'analyser son équilibre des forces et essayer de placer dans ce contexte les repositionnements des puissances influentes face à ces développements.

Partie I : L'Asie "Pacifique" ou l'Asie belliqueuse ?

1.1 Les enjeux régionaux

Les enjeux régionaux dans cette partie du monde sont très importants. On peut en citer plusieurs ; humains, historiques, culturels...etc. Ceux qui revêtent une importance prédominante dans notre étude, sont palpables et concernent les domaines économique et stratégique.

1.11 Les enjeux économiques

Jusqu'aux premières décennies du 20^{ème} siècle, l'Asie de l'Extrême-Orient était encore perçue comme lointaine, à la périphérie d'un monde sous domination européenne et américaine depuis le siècle dernier.

Riches en matières premières, les pays de la région les échangeaient contre des produits manufacturés sans en tirer un quelconque avantage particulier. Les comptoirs de commerce et les entreprises industrielles qui y ont été installés par les occidentaux depuis le 19^{ème} siècle, n'ont rien changé à leur réalité économique qui continuait à obéir à une logique de domination et d'exploitation. Une exception cependant à cette règle, le Japon. L'industrialisation de ce pays a en effet commencé pendant les années 20. A la fin des années 30, il comptait déjà parmi les pays techniquement les plus avancés du monde.

Après la seconde guerre mondiale, les pendules avaient été remises à l'heure. Le potentiel industriel du Japon a été fortement endommagé. La Chine maoïste chassa les entreprises occidentales vers Hongkong et Taiwan. La Corée dévastée par la guerre fratricide finit par être divisée. Ce qui confère à cette région une image d'épuisement ou de sous développement total.

Ce panorama pessimiste n'est plus reconnaissable à partir des années 80. Le Japon hautement développé, rivalise avec les Etats-Unis dans beaucoup de domaines industriels. Il représente à lui seul 16 % de l'économie mondiale. La Corée du Sud, Hongkong, Taïwan et Singapour dits Nouvelles Economies Industrialisées (NEIs) connaissent une réussite économique sans précédent avec une croissance soutenue de 7 à 8 % sur de longues périodes. L'Indonésie, la Thaïlande la Malaisie et les Philippines ont réalisé des performances économiques sans commune mesure avec les autres pays en voie de développement. Ils ont su réduire leur dépendance en matières premières et en produits agricoles tout, en augmentant leurs capacités de production industrielle. La Chine malgré sa fermeture idéologique, n'est pas restée indifférente à

ces succès économiques. Elle a fini elle aussi par s'ouvrir, quoi que de façon très mesurée, sur le monde de la technologie, le commerce et les investissements étrangers. Les résultats furent impressionnants et sa croissance a dépassé celle de tous les pays de sa région.

Les produits nationaux bruts de tous ces pays ne cessent d'augmenter et avec eux, le niveau de vie et d'éducation de leurs populations, ainsi que le nombre et la qualité de leurs infrastructures. Les gouvernements ont procédé à des investissements importants dans les secteurs vitaux à l'épanouissement de l'économie. Beaucoup d'efforts ont été consentis en infrastructures ; routière, ferroviaire, aérienne et maritime. Le secteur de l'énergie est renforcé et les moyens de communication fortement développés.

Ces pays sont cités en exemple en matière de développement par les organismes financiers internationaux tels que le Fonds Monétaire International (F.M.I) ou la Banque Mondiale. On évoque cette réussite sous l'appellation de « Miracle asiatique ».

Au début des années 90, cette région du monde représente déjà 21 % de la production mondiale et 31 % de sa population. Toutes deux vont en s'accroissant. Une remarque cependant mérite d'être soulignée. A l'exception du Japon, il ressort que ces pays considérés individuellement, ont soit une démographie importante avec un faible PNB ou à l'inverse une population peu importante avec un fort PNB.

Il en découle, que c'est dans une approche régionale qu'il convient de rechercher la force économique de cette partie du monde. Le PNB de cet ensemble dépasse celui des cinq pays les plus riches d'Europe (Allemagne, France, Royaume Uni, Italie et Espagne).

Une question cependant s'impose : Dans cet ensemble régional dont les différences sont très importantes d'un pays à l'autre, quel est le moteur qui anime cette économie ?

A la considérer de près, trois sources principales semblent la nourrir. La première est naturelle, c'est l'exploitation des matières premières telles que l'étain, le caoutchouc, les huiles comestibles, le pétrole brut et le gaz. La seconde est humaine, sous forme de main d'œuvre bon marché dont la qualité ne cesse de s'améliorer. La dernière est intellectuelle et se traduit par un développement technologique dont le niveau varie d'un pays à un autre.

Ces facteurs font de cette région une destination privilégiée des investisseurs. Mieux encore, une multinationale qui ne s'est pas investie en Asie Orientale de façon significative, ne peut pas se définir à juste titre comme une entreprise globale. Toutes les prévisions établissent un rattrapage économique de l'Europe par cette région vers 2010. En terme de parité de pouvoir d'achat, ceci devrait survenir plutôt. Cet optimisme, parfois exagéré, encourage les gens à créer de nouvelles richesses, au lieu de préserver leurs acquis et à prendre des risques souvent démesurés. Nous reviendrons sur ce point lors de l'étude de la crise asiatique.

La croissance crée de l'emploi. Celui-ci permet l'accès à la consommation et accélère de ce fait la production locale. Le cercle vertueux est alors bouclé et va en s'élargissant englobant ainsi des tranches de plus en plus importantes de la société.

Toute cette alchimie de mesures et d'initiatives conjuguées, aussi bien de la part des entrepreneurs que de celle des dirigeants et la réussite qui en découle, a fait mériter aux pays de cette région l'appellation de « tigres » ou de « dragons » avec tout ce que ces analogies comportent comme sens.

Les pays du tiers monde et de l'Europe de l'Est, ont érigé ce modèle comme une véritable idéologie. Il sait concilier en faveur d'une croissance économique, le contrôle des libertés autres que celles du marché, en prônant une direction énergique des affaires, une stabilité politique et une cohésion sociale. En somme un pacte implicite entre dirigeants et administrés dont la finalité est le développement économique et social. Le prix en est, les quelques restrictions démocratiques dont la perception chez les citoyens n'est pas toujours évidente. N'est-il pas vrai que « la démocratie sans développement n'est qu'un leurre ? ».

A la lumière de ce qui précède, il s'avère que la zone de l'Asie-Pacifique représente des potentialités économiques très prometteuses. Un modèle économique nouveau qui a fait ses preuves et imposé ses principes. Mais ce modèle comporte aussi beaucoup de failles. Sans aller jusqu'à le condamner complètement, il nécessite certains réaménagements dont l'urgence s'est fait ressentir au lendemain de la crise financière qui a frappé la région en 1997. Ces réformes doivent commencer par poser les fondements d'une régionalisation réelle de l'économie. L'Europe constitue dans ce domaine un excellent exemple à suivre.

La course effrénée vers une croissance aveugle, a engendré certaines négligences volontaires ou conjoncturelles qu'il conviendrait de combler pour ne pas avoir à subir leurs méfaits plus tard. On pourrait en citer ici, la mauvaise répartition des dividendes de la croissance, la négligence des Droits de l'Homme, la détérioration de l'environnement, la croissance démographique et la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles vitales.

Si ces carences ne laissent pas indifférents les pays occidentaux, ceux-ci n'en demeurent pas moins attachés aux pays de l'Asie Orientale par des liens historiques, économiques, stratégiques ou humains. Alors qu'ils redoutaient leur ascension au début des années 90, la perspective de leur effondrement à la suite de la crise asiatique les a beaucoup inquiétés. La mondialisation de l'économie, la globalisation de son marché ainsi que la libéralisation des mouvements financiers, ne pouvaient laisser sereins des acteurs économiques même apparemment indépendants. L'interdépendance de cette économie, laissait planer beaucoup de zones d'ombre quant aux retombées de la crise asiatique sur l'économie mondiale.

1.12 Les enjeux stratégiques

Les enjeux stratégiques dans cette région sont à la fois multiples et complexes. Nous n'allons en étudier que les plus importants dont l'évolution pourrait ébranler la stabilité apparente de cette zone.

Si la Russie possède d'immenses territoires en Asie Pacifique, leur population y reste réduite et n'excède guère cinq millions d'habitants.. Les plus importants économiquement se trouvent au Sud et sont concentrés le long de la frontière mandchourienne de la Chine : Région « Oblast » de l'Amour, province « Kray » de Khabarovsk et province maritime de Vladivostok. Plus au Nord, on trouve plus isolées la Yakoutie et la région de Magadan et enfin les deux régions de Sakhaline et du Kamtchaka.

L'« Oblast » de Magadan a une importance stratégique toute particulière de part sa proximité du détroit de Béring et donc des Etats-Unis(Alaska). Celui ci se trouve à 45 nautiques de large entre le cap Dejnev et le cap du Prince de Galles, et se réduit à 2 nautiques entre les deux îles Diomède, frontière russo-américaine depuis 1867. Militairement, la situation des territoires russes n'est pas très favorable. La côte méridionale de l'Alaska, est prise dans les glaces pendant 9 mois de l'année jusqu'aux latitudes 49°. Les premières grandes bases du district militaire russe se trouvent nettement au sud de ces latitudes (Petropavlovsk, Sovietskaya Gavan et Vladivostok). Ce qui les laisse relativement absents de la mer de Béring en particulier et de l'océan Pacifique d'une façon générale. La mer d'Okhotsk gelée aux deux tiers de l'année et fermée par les détroits du Japon et les îles Kouriles, ne constitue pas une situation stratégiquement favorable pour la Russie. Cependant, cet espace maritime fermé, reste facile à défendre et stratégiquement important en cas de conflit intercontinental. Ce qui ne lui confère pas un avantage stratégique pour exercer une réelle influence dans la région de l'Asie Orientale.

Il apparaît clairement que dans cet espace immense, aride, dépeuplé, économiquement sous développé et compte tenu des facteurs conjoncturels, il serait permis de penser que la Russie, malgré l'intérêt qu'elle porte à la région, n'est et ne sera pas dans un avenir proche en mesure d'y jouer un rôle important.

L'intérêt stratégique pour la Chine dans cette région est d'une toute autre nature. Il représente à la fois une importance économique, idéologique et stratégique tant ces trois facteurs sont interdépendants.

Le cœur de la stratégie chinoise est la défense de son régime politique, surtout depuis qu'il est idéologiquement isolé. Ensuite vient la défense « rapprochée » de son territoire comprenant les régions périphériques de la République Populaire de Chine. Ces régions périphériques se composent de toute sa façade maritime, Taiwan et l'ensemble des archipels situés en mer de Chine orientale et méridionale dont beaucoup se trouvent sous la souveraineté d'autres pays. On reviendra sur ce point en

détails lorsqu'on traitera des conflits régionaux. En dernier ressort, la Chine tend à s'imposer comme puissance internationale reconnue en dehors du cadre régional. Sa stratégie pour ce faire, n'est plus exclusivement continentale mais également maritime. Elle se donne donc les moyens de développer ses capacités de projections de forces sur mer au même titre que les autres grandes puissances. Les Chinois parlent de défense d'intérêts vitaux du pays le long des côtes. Ceci reste plausible si on considère qu'ils veulent établir une défense du territoire ainsi que la protection des voies de communication maritimes dont dépend principalement leur approvisionnement en énergie. En réalité, leurs ambitions territoriales et leur volonté à repousser sans cesse leur ligne de front, laissent penser qu'il s'agit là d'une stratégie sinon offensive au moins participative dans l'exercice de la puissance à l'échelon régional.

En fait, l'enjeu stratégique régional pour la Chine est de combler progressivement le vide laissé par les autres puissances, partager le contrôle de la région en laissant percevoir une image de puissance à travers un savant et prudent dosage politico-économico-idéologico-militaire. Elle tente de « vaincre sans combattre » et de « persuader » l'ennemi au lieu de le « détruire », conformément aux préceptes de Sun Zi dans « l'art de la guerre ».

Le Japon lui, de par sa localisation, sa configuration géographique et la faible étendue de son territoire, constitue un cas particulier au point de vue sécuritaire dans la région. Une approche géostratégique concernant ce pays s'impose surtout si on considère sa sécurité indépendamment de la stratégie américaine dans cette partie du monde. Ce qui suppose une évolution du statut d'autodéfense à celui de défense autonome.

Le Japon en effet, reste dans ces conditions un territoire très vulnérable. Quatre menaces potentielles sont à considérer : Deux venants du Nord et deux autres du Sud. Celles du nord proviennent de la Russie et de la Corée du Nord. Celles du sud, soit directe et proviendrait de la Chine, soit indirecte, menaçant les voies d'approvisionnement par les crises répétitives dans certains pays d'Asie de Sud-Est.

La menace russe serait due aux contentieux territoriaux avec ce pays. Elle est d'autant plus sérieuse qu'il n'y a pas de recul stratégique entre les deux pays. Le détroit de La Pérouse (Soya), entre Hokkaido et Sakhaline est large de 40 kilomètres et celui de Nemuro, entre Hokkaido et Kunashiri ne l'est que de 7 kilomètres. Le centre de gravité de la Russie reste cependant très loin. Si l'on considère le potentiel nucléaire russe encore opérationnel en mer d'Okhotsk, cette menace revêt un caractère tout à fait sérieux. D'autant plus, que la fermeture pour la Russie de ses principales bases navales en mer Baltique et dans la mer Noire, suite à l'indépendance des pays Baltes, de l'Ukraine et de la Géorgie, constitue un regain d'intérêt pour ses bases sur les seules mers qui lui sont encore utiles : Celle de Barents, d'Okhotsk et du Japon.

La menace coréenne elle, est très différente. Elle résulte du régime nord-coréen qui a développé et essayé des missiles « Taep'o-dong » dont la portée

l'emmènerait sans difficultés sur le Japon. Si ce pays se dote d'une industrie nucléaire militaire comme il semble le vouloir, il représentera un danger potentiel pour le Japon. D'autre part, en cas de réunification des deux Corées comme cela semble s'annoncer, à en juger par les derniers signes de détente affichés, les Japonais pensent que cela se ferait à leur détriment. En effet, la réunification ferait de la Corée un pays fort, économiquement, militairement et vouant une haine historique envers le Japon. Il se trouve que c'est aussi le pays le plus proche du Japon y compris par son centre de gravité. Le détroit de Corée n'est qu'à une quarantaine de kilomètres de l'île de Tsushima et les frontières maritimes font l'objet de contestations entre ces deux Etats. Cet état de fait inquiète sérieusement Tokyo qui en tient compte dans sa politique de sécurité*.

Le problème des voies d'approvisionnement se pose depuis de nombreuses années et va en s'aggravant avec les bouleversements que connaît cette région. Il a commencé avec la crise de la Grande Malaisie en 1963, en passant par la guerre du Vietnam, le retrait britannique de Singapour, la chute de l'Indochine, ...etc. Il continue par les difficultés que connaît l'Asie du Sud-Est au lendemain de la crise économique. Ce problème reste latent tant que les Américains continuent d'assurer la sécurité des voies de d'approvisionnement du Japon, indispensables à sa survie. Il sera certainement d'actualité si cela venait à changer.

Finalement, la menace chinoise est une réalité avec laquelle le Japon doit compter et ne semble pas l'ignorer. Elle présente beaucoup de similitudes avec la menace coréenne et pourrait y être très liée.

La Chine se revendique comme la Puissance régionale et entend exercer cet ascendant sur tous les pays de la région. Les seuls pays proches qui le contesteraient sont, le l'Inde et le Japon. Ce dernier économiquement beaucoup plus riche, a du mal à l'admettre. Il admet cependant plus aisément que la Chine possède, et les ingrédients et les atouts pour cette puissance mais plus difficilement son exercice. La Chine faisant parti du club des cinq a un avantage fortement symbolique. Ce qui a amené le Japon à revendiquer sa place (tout comme l'Allemagne d'ailleurs) comme membre du conseil de sécurité. La Chine est aussi une puissance nucléaire dont la menace reste potentielle alors que le Japon est « autocensuré » dans ce domaine. Il reste cependant capable de l'acquérir si les barrières psychologiques et institutionnelles viennent à sauter. En attendant le Japon reste tributaire de la protection américaine qui se fait au détriment de sa diplomatie et aussi au gré des intérêts américains dans la région. Les relations entre la Chine et Taiwan ne sont pas pour détendre le Japon qui craint toute évolution de cette relation quelque en soit la direction. Si un conflit venait à éclater entre les deux à ses portes(Ryukyu), il n'en sera pas épargné à cause de toutes les

* Des propos tenus dans ce sens par Monsieur Atsuyuki Sassa, Ancien directeur général du bureau de sécurité du Premier ministre japonais lors d'une conférence organisée par l'Association de Presse France-Japon, à Paris le 24 novembre 2000 à l'Académie Diplomatique Internationale.

interférences qu'il pourrait engendrer et les mouvements de populations taiwanaises qui fuiraient une occupation chinoise. En cas de réunification, le Japon deviendrait contigu à la Chine et le voisinage en serait difficile à cause du contentieux concernant les îles Sankaku. Dans ce cas, la supériorité stratégique de la Chine sur le Japon deviendrait incontestable grâce au contrôle effectif d'une bonne partie des voies de ravitaillement de ce dernier. La Chine deviendrait alors la puissance régionale du pacifique. Ce qui ne séduit pas particulièrement le Japon.

Les pays qui constituent l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique ou l'ASEAN*, se trouvent à la croisée des chemins de plusieurs facteurs qui leur confèrent une position stratégique particulièrement sensible en Asie Orientale. En effet ils sont à la croisée de deux océans : Pacifique et Indien, de deux systèmes économiques : libéral et semi-dirigé, de deux systèmes politiques : démocratique et autocratique, de deux attitudes stratégiques : neutralité et engagement et finalement à la croisée des chemins- proprement dits- d'approvisionnement de la région. Il est aussi important de souligner toutes les différences qui caractérisent les pays de cette association et qui sont d'ordres, géographique, historique, démographique, religieux, linguistique, politique, économique et autres. Ce qui en fait une association très fragile. Sa raison d'être peut être considérée beaucoup plus comme défensive que naturelle. Défensive économiquement pour faire face aux grands ensembles économiques qui se sont constitués à travers le monde. Défensive stratégiquement en déclarant sa neutralité vis à vis des problèmes idéologiques entre les grandes puissances, origine des affrontements qui ont secoué cette région notamment celui de l'Indochine. Ce conflit, risquait de déborder à tout moment quand L'ASEAN a fait suite à l'OTASE*. Elle a partiellement réussi à atteindre l'objectif économique, alors que sa neutralité déclarée était plus difficile à assumer. Sa politique de sécurité s'était heurté d'emblée, aux intérêts particuliers des pays la composant. La Malaisie est restée liée à la Grande-Bretagne, Singapour bienveillant à l'égard des Etats-Unis, l'Indonésie s'opposant aux bases étrangères, la Thaïlande et les Philippines, directement impliquées dans le conflit indochinois aux côtés des Etats-Unis. En outre, dès sa création, elle a fait l'objet de sévères critiques de la part de l'URSS, de la Chine et du Nord Vietnam. En fait, il y avait une neutralité avec un penchant évident envers les occidentaux. Avec le désengagement britannique de cette zone, la doctrine Nixon annonçant entre d'autres mesures le retrait américain du Vietnam, l'ASEAN change d'orientation et commence à établir des relations avec les Etats socialistes de la région.

* Association of South-East-Asia Nations.

* Organisation du Traité d'Asie de Sud-Est. Créée sur l'initiative des Etats-Unis en 1954, elle a vite montré ses limites et ses carences : Elle est principalement militaire, les Américains y privilégiaient le dialogue bilatéral au dialogue au sein de cette association, les volets social et culturel y étaient quelque peu négligés.

La fin de la guerre froide, la dissolution du Pacte de Varsovie, le départ des russes du Viêt-nam ainsi que celui des Américains de leurs bases aux Philippines, laissent un vide stratégique très inquiétant pour les membres de l'ASEAN. Ce qui appelle l'association à de nouvelles responsabilités sécuritaires. La prise de conscience sur ces responsabilités est générale comme en témoigne le débat public et les déclarations des dirigeants politiques. Un sentiment diffus d'insécurité transparaît à travers cette nouvelle attitude, alors que pendant longtemps, ce sujet a été occulté. La nature des rapports stratégiques avec les grandes puissances se pose en termes différents, de même que celle des rapports entre ses membres, dans une zone dégagée de l'ancien carcan bipolaire et qui assiste au repositionnement de nouveaux postulants à l'exercice de la puissance dans la région.

La protection des pays de l'ASEAN est-elle aussi bien assurée que par le passé ? Sinon, quel serait le mode le plus adéquat pour l'assurer ? L'allègement du dispositif américain ne pourrait-il pas encourager des interventions extérieures ? Ce dispositif avait deux avantages : il exerçait un effet dissuasif sur les puissances extérieures et garantissait la stabilité régionale.

La Chine représente ici l'incertitude majeure : le manque de lisibilité de sa politique régionale contribue à générer un climat de doute et de méfiance préjudiciable à la prospérité. La modernisation actuelle de sa Marine de guerre et ses prétentions à imposer son règlement au conflit des Spratleys, augmentent ces inquiétudes et laissent présager de difficiles négociations.

Le Japon tributaire de la sécurité des détroits d'Asie de Sud-Est pour l'approvisionnement de ses matières premières, appliquerait-il des mesures de défense active si celle-ci vient à être menacée ? L'émergence de la piraterie et du trafic de drogue dans la région sont les signes avant-coureurs d'insécurité dans ces détroits.

L'ASEAN dégage une impression de grande prudence. Elle est dans une position attentiste alors que des contraintes sécuritaires deviennent de plus en plus pesantes dans un environnement stratégique qui ne lui est plus favorable. Les timides propositions de coopération régionale dans le domaine stratégique, se sont heurtées à l'opposition de la Chine qui n'admet aucune initiative qu'elle ne soit pas en mesure de contrôler.

Si on observe l'Océan Pacifique à partir du pôle nord, on remarquerait qu'il forme presque un triangle sphérique, dont le sommet est situé au niveau du détroit de Béring, l'arc droit longeant les côtes de l'Asie Orientale, l'arc gauche les côtes américaines* et dont la médiane est située le long du méridien 170° Ouest. Au niveau du sommet -altitude 65° Nord- nous avons d'un côté les côtes américaines et de l'autre les côtes russes. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne vers le Sud suivant la médiane,

* La façade pacifique comprend les trois Etats de Washington, d'Oregon et surtout de Californie dans lesquels les régions de Seattle, de San Francisco et de Los Angeles, San Diego constituent des zones de très fortes croissances économiques.

on constate que les deux continents s'écartent et on s'enfonce au cœur du pacifique. On rencontre alors la mer de Béring presque aussi large que la méditerranée, largement contrôlée par les Etats-Unis et fermée par les 900 nautiques des îles Aléoutiennes, américaines aussi, avec un ensemble de bases aéronavales. Ensuite, on trouve les îles Hawaï abritant deux importantes bases aéronavales, Midway et Pearl Harbor, magnifiquement situées au cœur du pacifique nord, points d'appui avancés de la III^e Flotte américaine. Plus loin on rencontre les Iles Marshall à l'Est, la République de Palau à l'Ouest, le « Commonwealth des îles Mariannes » au Nord et les « Etats fédérés de Micronésie » au Sud : Archipels administrés sous forme d'un mandat de l'ONU. Dans cet ensemble se situent les deux importantes bases de Wake et surtout celle de Guam, point d'appui essentiel de la VII^e Flotte du Pacifique occidental, constituant un territoire à part. Enfin, les Samoa orientales, situées dans le Pacifique sud, américaines depuis 1899.

Dès lors on constate que l'espace maritime américain du Pacifique est très étendu et par conséquent le souci de sa défense, constitue aussi une défense avancée des côtes des Etats-Unis.

La raison d'être des bases aériennes et navales américaines en Extrême-Orient (Subic Bay et Clark aux Philippines, Okinawa, Ryukyu, Sasebo et Yokosuka au Japon, celles de la Corée du Sud, pour s'en tenir qu'aux plus importantes), répond au souci de défense avancée de cet espace maritime

« La doctrine Nixon » établie en 1969, est venue modifier cette logique de défense. Celle-ci consiste en effet à un repli stratégique, reconsidérant ce que les Etats-Unis estimaient être leur périmètre de sécurité. Au lieu d'une concentration massive en Asie Orientale pour assurer cette sécurité, ils se limiteront dorénavant à la défense du Pacifique et donc la défense avancée des Etats-Unis. Celle-ci devant s'appuyer sur les seules îles nécessaires à cet effet et dont la plupart leur appartiennent. Ils devaient la traduire par le retrait total des forces stationnées dans certains pays (La Corée du Sud, le Vietnam du Sud, la Thaïlande et Taiwan) et la réduction de leurs effectifs dans d'autres (Le Japon). Ce qui constituait un important bouleversement stratégique dans la région.

En réalité la « doctrine Nixon » n'était pas totalement appliquée de par le changement du contexte stratégique. Elle est matérialisée actuellement après maints changements par un maintien des troupes américaines au Japon, la réduction de leur effectif en Corée du Sud et l'évacuation des bases des Philippines.

En terme de géopolitique américaine, ceci revient à un revirement de la théorie de Mackinder, qui prêche la nécessité du maintien de l'équilibre du continent asiatique pour le maintien de la puissance maritime américaine, à celle de Mahan qui elle insiste sur l'importance du contrôle des points clés à la périphérie de ce continent.

D'un autre côté, comme nous l'avons souligné plus haut, de par l'indépendance des pays Baltes et de l'Ukraine, l'intérêt pour la Russie dans cette région ne peut aller que grandissant et le vide laissé est rapidement comblé par la

Chine. Il en découle un regain d'intérêt stratégique américain. Les Etats-Unis sont alors amenés à revoir le rôle stratégique du Japon dans la région. Son statut de protégé était à l'origine de sa puissance économique. Peut-être le temps était-il venu pour lui de prendre en compte une partie des charges militaires qui pèsent sur les Etats-Unis dans la région ? Est-il apte à l'assumer politiquement ? Les pays de la région lui reconnaîtraient-ils ce rôle ? Les réponses à ces questions lorsqu'elles ne sont pas négatives, restent très difficiles à formuler.

Ce regain d'intérêt stratégique dans la région, réveille des conflits latents qui se retrouvent d'actualité, traduisant ainsi de façon claire les repositionnements des acteurs locaux. On peut classer ces conflits en trois catégories : Classiques, idéologiques et hégémoniques.

Les premiers sont les fruits de revendications territoriales en rapport avec l'Histoire. Les seconds traduisent des comportements idéologiques excessifs pouvant provoquer des affrontements. Les derniers expriment la volonté de certains pays – notamment, la Chine- à jouer un rôle prépondérant dans la région et en contrôler les richesses mais aussi les comportements.

1.2 Les conflits classiques

Dans ce chapitre, on va se limiter à considérer les litiges maritimes, pour l'importance qu'ils ont sur la sécurité immédiate de la zone étudiée. Leurs évolutions transforment considérablement la donne stratégique. Les plus sensibles persistent entre le Japon et la Russie sur Sakhaline et les Iles Kouriles, et le plus important de tous, qui pourrait embraser cette région s'il est amené un jour à éclater, le conflit taiwanais sur la souveraineté de la Chine sur cette île.

1.21 Causes

A- Litige sur Sakhaline et les Kouriles

La question des Kouriles et de Sakhaline est très ancienne, mais le problème de leur appartenance remonte au XIX^e siècle, lorsque à la fin de l'ère Meiji, les Japonais ont défini leur territoire. Ces îles étaient inhabitées.

L'avancée soviétique aux Kouriles en 1945 relève des accords de Yalta. Les Américains avaient obtenu des soviétiques d'attaquer le Japon et leur avaient promis en contre partie la cession des territoires conquis. Les Russes se sont alors emparés de la Mandchourie et du Nord de la Chine, mais aussi des îles du Nord d'Hokaido, des Kouriles et de Sakhaline. Leur idée consistait à occuper Hokaido pour obtenir une partition du Japon à la mode allemande. L'intérêt russe pour ces îles est surtout stratégique puisqu'elles ferment la mer d'Okhotsk qui a retrouvé une importance toute particulière avec la dislocation de l'union soviétique. Economiquement, elles sont

riches en ressources halieutiques et renferment quelques minerais précieux. Politiquement, ces petites îles pourraient raviver le nationalisme ou les revendications autonomistes comme en Tchétchénie. Ce dont les Russes ne veulent apparemment pas.

Pour les Japonais ces îles sont importantes pour rééquilibrer la balance géostratégique avec la Chine, outre les considérations de sensibilité nationale.

B- Le conflit sino-taiwanais :

Le début de ce conflit ne remonte réellement qu'au dix-neuvième siècle, lorsqu'en 1887, Taiwan reçoit le statut de province de l'Empire chinois. Auparavant et pendant deux siècles, un contrôle relatif a été exercé sur l'île par le continent sans la défaire de sa souveraineté. En 1895, le Japon occupe cette province (Traité de Shimonoseki) pendant cinquante années durant lesquelles cette province connut un grand développement économique. En 1945 elle revient à la Chine. D'insurrection en répression et de transfert en duplication de pouvoir national entre l'île et le continent, la première vraie crise éclata en 1954. L'île de Quemoy ayant été bombardée par la République populaire de Chine, un Traité de défense mutuelle a alors été signé entre Taiwan et les Etats-Unis d'Amérique et ratifié en 1955 sous le nom de la « Résolution de Formose ». Le conflit est alors sorti de ses frontières naturelles pour évoluer dans une dimension devenue internationale. Il devient aussi un conflit idéologique mettant en relief la divergence des systèmes politiques choisis par l'île et par le Continent.

1.22 Historique :

A- Litige sur Sakhaline et les Kouriles

L'histoire des îles entre la Russie et le Japon a commencé au milieu du dix-neuvième siècle. Le traité d'amitié russo-japonais signé à Shimoda en 1855 a défini les frontières des deux pays entre l'île d'Etorofu(japonaise) et Urop(russe). Le territoire Sakhaline était occupé par les peuples des deux pays. En 1875, par le Traité de Saint Petersburg, le gouvernement Meiji a récupéré les Kouriles en échange de Sakhaline. Le Traité mentionnait 18 îles à partir de Urop Nord. Les quatre îles méridionales étaient incontestablement japonaises. En 1905, le Traité de Portsmouth conclu à la fin de la guerre Russo-japonaise, cédait la moitié sud de l'île Sakhaline au Japon. Durant la seconde guerre mondiale, le Japon et l'Union soviétique avaient signé un traité de neutralité. Le 8 août 1945, deux jours après le lancement de la bombe atomique sur Hiroshima, l'URSS a violé cette neutralité en déclarant les hostilités au Japon à la fin de la guerre. Ils occupèrent alors l'île de Sakhaline et toutes les îles des Kouriles y compris les quatre îles méridionales. Le Traité de paix de 1951, signé à San

Francisco, fait renoncer le Japon à sa souveraineté sur les territoires occupés, sans pour autant en reconnaître la souveraineté soviétique. Ce dernier n'a pas été signé par l'Union Soviétique.

Le Japon n'a pas cessé de revendiquer les îles du Sud, cédées par le traité d'amitié de Shimoda suite à des négociations pacifiques. Les Soviétiques d'abord et les Russes par la suite, en font une carte de pression politico-diplomatique. Tantôt ils promettent de les restituer en contre partie de concessions diplomatiques, tantôt ils durcissent leurs positions les concernant. Lors de la dernière visite en Russie du Premier ministre japonais fin 2000, ce dernier a évoqué le retour de celles-ci au Japon. La réponse du président Poutine était immédiate agressive et tranchante : Elles sont et resteront russes.

B-Le conflit sino-taiwanais :

Taiwan est peuplé de malais et de polynésiens jusqu'au milieu du dix-septième siècle, où elle devient une destination des émigrés fuyants l'occupation mandchoue. Historiquement, la première intervention de la Chine à Taiwan remonte au dix-septième siècle quand les Mandchous la conquièrent pour mettre fin aux prétentions du général Coxinga qui voulait restaurer la dynastie Ming à partir de l'île. Peu intéressés par cette dernière, les Mandchous n'en contrôlent que sommairement l'Ouest pour y interdire l'immigration et ce jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle lorsqu'elle devient province chinoise en 1887. Néanmoins, la communauté de culture se renforce pendant ce temps et profitant du caractère clairsemé de la population autochtone, les immigrants chinois, y imposent des valeurs continentales. Les revendications actuelles de Pékin sur l'île, sont fondées sur cette appartenance culturelle. Il est à noter cependant que :

- ✓ Taiwan a pendant trois siècles été une tribune servant à la dissidence chinoise pour revendiquer le pouvoir sur le Continent et prêcher l'unification (de Coxinga à Tchiang Kai-shek).

- ✓ Les cinquante années d'occupation japonaise ont beaucoup marqué la configuration de l'île et la culture de ses habitants créant une rupture avec la Chine. Ainsi, le centre de gravité de l'île s'est déplacé vers le nord face au Japon et 58% de la population taiwanaise parle japonais en 1942.

En 1945, lorsque la Chine a repris possession de l'île, elle s'est empressée à y imposer le mandarin et instauré un étroit contrôle politique. Une première insurrection s'est manifestée le 28 février 1947 et fût durement matée.

A la fin de 1949, lorsque les troupes nationalistes étaient complètement battues, le gouvernement nationaliste de Tchiang Kai-shek, s'installa à Taiwan et Taipei devient le siège du gouvernement de la République de Chine. Ce qui restait de leurs troupes, s'est replié sur Hainan, Formose et diverses petites îles. En mars 1950, Hainan fût reprise et l'intervention américaine après le déclenchement de la guerre de

Corée, évita à Formose de subir le même sort. Les nationalistes menaient alors des actions de guérilla contre les îles à proximité du continent.

La première vraie crise est survenue lorsque la République de Chine Populaire bombarda en septembre 1954, l'île de Quemoy. Celle-ci fût réglée car elle était défendue par les Américains qui proposèrent à la République Démocratique de Chine, comprenant Taiwan et les îles Pescadores, un Traité de défense mutuelle. Ce Traité exclut les autres îles côtières peu peuplées et jugées trop vulnérables et difficilement défendables. Ce développement était perçu par la Chine communiste comme un raidissement de la situation et déboucha sur l'invasion de l'île Yikiang (Tachen), deux mois plus tard, les îles Tachen furent évacuées par les nationalistes avec l'aide de la VIIème flotte américaine en 1955.

La seconde crise éclata quatre années après, lorsque Pékin entama une campagne de propagande pour « libérer Taiwan », suivie du bombardement contre Quemoy. La VIIème flotte fut renforcée et défendit la garnison nationaliste en s'approchant jusqu'à la limite des eaux territoriales chinoises autrefois de trois nautiques. Elles furent quelques jours après étendues par Pékin à douze nautiques. La crise s'est apaisée d'elle-même trois mois après son éclatement.

Quatre années plus tard, les troupes communistes sont massées sur la côte de Fujian sous prétexte que les nationalistes s'appêtent à débarquer sur le Continent. Les Soviétiques les assurent de leur appui et cette crise apparaît comme une manifestation de la guerre froide. Depuis, les deux parties observent un statu quo qui évolue lentement vers une unification sous des conditions difficilement admissibles par les uns ou par les autres. En fait c'est une sorte de mythe entretenu par les deux parties à des fins purement politiciennes. S'il peut être interprété comme un assouplissement des positions des deux parties, il doit être considéré avec beaucoup de prudence. Taiwan n'a en aucun moment abandonné son penchant à l'indépendantisme tout comme la Chine continentale n'entend pas faire beaucoup de concessions pour la récupération de l'île. Les positions oscillent entre la volonté de rapprochement et celle de fermeté.

Les années 80 connurent des évolutions internes dans la politique de Taiwan et donnèrent naissance à un mouvement identitaire taiwanais de souche. Ce dernier exaspéré par l'exercice du pouvoir sans partage du Guomindang, développe le contre mythe de l'indépendance de Taiwan. Lee Teng Hui qui accède au pouvoir en 1988, décide que Taiwan ne rompra plus systématiquement ses relations diplomatiques avec tout Etat reconnaissant la République populaire de Chine. Il répondit en 1990 à la proposition de solution de Deng Xiaoping de 1983, « Un Etat, deux systèmes », en proposant « un Etat, deux gouvernements ». En 1992, un consensus semble s'être établi autour de la proposition communiste mais des divergences persistent sur l'interprétation de ses termes.

Le poids grandissant des taiwanais de souche au sein du Guomindang et les ambitions politiques du président Lee, inversent cette tendance et l'orientent vers une

voie indépendantiste. La visite de Lee aux Etats-Unis en 1996, a été mal vécue par le Continent et lors des élections qui le portent à la présidence, les communistes se sont livrés à des manœuvres militaires bloquant la navigation dans le détroit et effectuant des tirs de missiles balistiques à proximité des villes portuaires principales de l'île. Une nouvelle crise en est née. Les Américains y ont réagi en envoyant deux porte-avions en mer de Chine pour rappeler la loi votée par le congrès américain en 1979 par laquelle les Etats-Unis se disent concernés par la sécurité de l'île. Ils ont toutefois mis en garde Taiwan de toute provocation à l'égard de la Chine. En 1998, le président Lee se prononce pour des relations « d'Etat à Etat » avec la Chine. Celle-ci a alors réagi en considérant officiellement l'île comme une province en rébellion et rompt ses relations diplomatiques avec les pays qui l'ont reconnu comme Etat.

Actuellement, les indépendantistes sont encore au pouvoir et par conséquent les possibilités de dialogue se sont encore réduites.

1.3 Les conflits récents

Les conflits récents sont principalement de deux natures : idéologique ou hégémonique. Les derniers retranchements du communisme nourrissent les premiers, alors que l'évolution du contexte géopolitique et stratégique régional réveille les seconds. Il est à noter que lorsque la Chine n'est pas directement concernée par ces conflits, son spectre n'en est pas bien loin.

1.31 Conflit idéologique

Le vrai conflit idéologique sinon l'unique de la région est celui qui a opposé des années durant, par Corées interposées, et qui continue à le faire, deux visions du Monde par des puissances qui ont opté pour des systèmes diamétralement opposés. Notamment la Chine et les Etats-Unis.

Conflit coréen

La séparation de la Corée demeure, à l'orée du 21^e siècle, l'une des rares survivances des conflits idéologiques dus à la guerre froide.

Depuis la guerre de Corée de 1950 à 1953 déclenchée par l'agression du Nord contre le Sud, la situation est pratiquement figée sur la ligne de l'armistice de Panmunjom. Avant sa chute, l'Union Soviétique a reconnu la Corée du Sud en 1990. En 1991, les deux Corées sont admises à l'ONU et conclurent un Traité de coexistence pacifique. Au rythme actuel où vont les timides tentatives de rapprochement, les deux Corées semblent encore loin de la réunification au moins pour les 5 années à venir. Cette éventualité est rendue plus aléatoire par l'écart croissant du niveau de

développement entre les deux pays (PIB du Nord représente 5% de celui du Sud) ainsi que par le positionnement nord-coréen face à cette réunification. Ce positionnement rigide et peu enclin au dialogue direct avec son voisin, (il a eu plus de rapprochement Etats-Unis-Corée du Nord qu'entre les deux Corées) peut engendrer un conflit entre les deux antagonistes. Il peut également déboucher sur un conflit avec le Japon qui est constamment harcelé par les tirs d'essai des missiles balistiques. Le comportement chinois et américain est très difficile à prévoir en cas de crise de ce genre. Les Etats-Unis étant liés avec la Corée du Sud et le Japon par des accords de défense et la Chine n'a pas intérêt à avoir sur ses frontières une présence américaine fort encombrante. Pour les Américains, il y a encore vingt ans, la Corée du Nord était considérée un « Etat terroriste » ou un Etat aventurier capable d'entreprendre les pires initiatives sans trop se soucier des conséquences aussi bien sur lui-même que sur le reste de la région. La preuve en est les incursions fréquentes en Corée du Sud de ses commandos ou de ses sous-marins, ainsi que l'entretien et l'entraînement de certains mouvements très douteux sur son territoire. Mais elle ne constituait ni une réelle menace militaire et encore moins une menace nucléaire. Le développement récent du missile balistique « Taep'o-dong », d'une portée variant entre 1000 et 7000km, a considérablement modifié la donne. D'ores et déjà, la Corée du Nord menace directement le Japon mais peut également atteindre les Etats-Unis. Elle est soupçonnée de s'être lancée dans un programme de développement de l'arme nucléaire qu'elle n'est pas encore en mesure de produire, notamment pour des problèmes de miniaturisation. Elle peut mener une guerre biologique étant donné que sa technologie reste facilement accessible et elle en possède déjà le vecteur. Ses forces armées, fortes de plus d'un million de soldats et bénéficiant d'un traitement de faveur, n'hésiteront pas à exécuter les pires missions qui leur seront ordonnées.

La situation intérieure de ce pays est très grave. La population est sous-alimentée, et l'aide humanitaire qui parvient au pays ne lui est distribuée qu'en très faible quantité. Le régime se survit à lui-même. En octobre 1998, Kim Jong Il a succédé à son père après trois ans de deuil officiel. Toutefois, de nombreuses défections au plus haut niveau semblent dévoiler des turbulences internes qui peuvent faire douter de l'avenir du régime. Et c'est ce qui joue en faveur d'une thèse suicidaire de la part de ce pays et de ses dirigeants. Même s'il ne représente pas un danger militaire significatif, hormis ces missiles balistiques, tout risque de dérapage d'un régime en difficultés n'est pas à exclure. Le salut de la sécurité régionale, se trouverait dans la volonté des pays concernés par cette région à l'aider à trouver des solutions à ses problèmes. C'est apparemment les solutions que les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud semblent avoir choisi. En dépit du soutien de la Chine, qui préfère une Corée divisée éloignant de ses frontières les « forces hostiles », le pays reste relativement isolé sur la scène internationale. Des tentatives pour nouer des dialogues de coopération ont été entreprises par certains pays sur lesquelles on reviendra dans la dernière partie de ce mémoire. Après le changement de la présidence aux Etats-Unis

qui commençaient à se rapprocher considérablement de ce pays, le Président George W. BUSH, semble (à tort) changer de politique en retirant sa reconnaissance à ce pays.

Pour se protéger, le Japon a mis sur orbite à ce jour, quatre satellites de surveillance orientés vers la Corée du Nord.

Pour sa part, la Corée du Sud, depuis l'accession à la présidence de Kim Dae-jung en 1997, a infléchi sa position en proclamant la « séparation du politique et de l'économique » dans ses rapports avec le Nord. La reprise des contacts directs, en avril 1998 intervient alors que des centaines de techniciens sud-coréens travaillent sur le site de la centrale nucléaire de Yongbong, construite en application de l'accord de Genève* de 1994 avec un financement international.

Paradoxalement, même si aucun résultat tangible n'a été atteint par ces mesures d'assouplissement, excepté l'autorisation de visite de quelques familles du Nord à leurs parents au Sud, la conjoncture dans la péninsule laisse un certain répit à la Corée du Sud, alors qu'elle traverse une crise économique et sociale aiguë. Celle-ci n'a ni le besoin, ni la prédisposition à un affrontement avec le voisin du Nord.

Une réunification rapide pourrait survenir à la suite d'un effondrement du régime nord-coréen. Elle s'annonce coûteuse et génératrice d'autres conflits actuellement latents. D'une part le litige frontalier avec la Chine sur l'île de Shindo, sur le parcours de la ligne frontalière (le Chenal central ou l'une des deux rives) et sur le Mont Paektu (actuellement sous administration conjointe Chine-Corée du Nord). D'autre part les litiges maritimes opposant la Corée à la Chine et au Japon.

1.32 Conflits hégémoniques

Le regain d'intérêt stratégique dans la région, a éveillé un certain nombre de conflits latents qui pour certains pays traduisent des revendications nationales légitimes, alors que d'autres se laissent trahir par leurs tendances hégémoniques de contrôle et d'exercice de puissance sur cette région.

Les revendications sur les îles de la mer de Chine de Sud, représentent l'ensemble de ces revendications à la fois nombreuses et complexes car impliquant pratiquement tous les pays riverains avec comme acteur principal la République Populaire de Chine.

Revendications sur les îles de la mer de Chine du Sud

La mer de Chine du sud, occupe une surface d'environ 1,44 millions de km², bordant la Chine, le Vietnam, la Malaisie, le Brunei, les Philippines et l'Archipel indonésien. C'est une mer profonde, d'où émergent des centaines d'îles ou de récifs

* Arrêt du programme nucléaire et remplacement par des énergies classiques, reprise des relations Etats-Unis - Corée du Nord, et du dialogue entre les deux Corées

regroupés en archipels coralliens. La Chine revendique la quasi-totalité des archipels de cette région et les cartes de la RPC englobent la mer de Chine méridionale dans ses frontières à l'exception des eaux territoriales des pays riverains. Les contentieux portent principalement sur six archipels, les Paracels (Xisha), les Spratleys (Nansha), les Pratas (Dongsha), le banc de Macclesfield (Zhongsha), l'îlot Scarborough (Huang-yen en Chinois) à environ 150 miles au sud-est du banc de Macclesfield, et l'îlot de Tseng-mu, l'île la plus au sud, située à environ 20 miles de la côte de Sarawak.

La République Populaire de Chine y voit un terrain d'affirmation de sa puissance régionale, moins contraignant que celui de Taiwan. Pékin y adopte une attitude ambivalente en affichant une volonté de négocier tout en continuant à renforcer régulièrement sa présence navale et à occuper de nouveaux îlots. Les riverains y répondent par l'acquisition de matériels militaires faisant de cette région l'une des plus armées du monde.

A l'origine, petites îles sans importance abritant les pêcheurs lors de leurs campagnes annuelles, les Paracels et surtout les Spratleys sont devenues les enjeux d'une rivalité entre sept Etats et ont donné lieu à deux conflits armés en 1974 et en 1988. Bien que les affrontements qui s'y sont déroulés jusqu'à ce jour aient été de faibles intensités, certains observateurs craignent qu'un conflit d'une ampleur plus marquée n'éclate à terme.

Les îles Paracels (îles Xisha en chinois, îles Hoang Sa en vietnamien) sont situées à environ 200 kilomètres au sud-est de l'île chinoise de Hainan et à environ 200 kilomètres de la côte vietnamienne à la hauteur de Da Nang. Si leur superficie totale ne dépasse pas trois km² elles sont toutefois dispersées sur une zone d'environ 30 000 km².

Elles sont revendiquées par la Chine, Taiwan, et le Vietnam. Les revendications de Taiwan sont plus déclaratoires qu'actives et par principe concernent les mêmes espaces maritimes que la Chine revendique. Celle-ci a déjà proclamé sa souveraineté sur tout le groupe des Paracels à la suite d'une revendication territoriale éphémère des Philippines en 1956. Les Paracels sont encore aujourd'hui occupées par la Chine et continuent d'être avec les îles Spratleys, une source de tension permanente dans la région.

L'archipel des Spratleys (îles Nansha en chinois, îles Truongsa en vietnamien) est situé presque en plein centre de la mer de Chine méridionale, à 300 kilomètres à l'ouest des Philippines, à 450 kilomètres à l'Est du Vietnam et à 800 kilomètres au sud de l'île chinoise de Hainan. Il est composé de plus de cent îles, îlots, récifs, atolls et bancs de sable couvrant une très grande superficie dans la mer de Chine méridionale. De toutes les disputes maritimes en Asie de l'Est, le problème des îles Spratleys est sans doute le plus complexe et potentiellement le plus explosif. La

mention « zone dangereuse » inscrite sur les cartes de navigation internationale autour de ces îles atteste de la réalité d'une situation ; politique et juridique presque insoluble.

Les années 80 ont vu une véritable course à l'occupation des îles Spratleys. La Chine, Taiwan, le Vietnam et les Philippines ont tous des revendications globales. La Malaisie et Brunei ont quant à eux des revendications territoriales. Tous ces pays, sauf Brunei, maintiennent une présence armée dans l'archipel.

Aujourd'hui la Chine occupe sept îles et récifs ; le Vietnam dix-neuf, les Philippines sept, la Malaisie trois et Taiwan une.

L'île de Pratas : situés à 160 kilomètres de la côte chinoise et à quelques 240 kilomètres au sud-ouest de Taiwan, les récifs Pratas (îles Dongsha en chinois) ne font pas l'objet d'un conflit territorial actif.

Le banc de Macclesfield : groupe d'îles au sud-est des Paracels.

L'île de Scarborough : à environ 150 miles au sud-est du banc de Macclesfield.

L'île de Tseng-mu : la plus au sud des îles de la mer de Chine situé à environ 120 miles des côtes du Sarawak.

L'importance de la mer de Chine du Sud en tant que passage stratégique est incontestable. A travers elle, les voies maritimes permettent l'acheminement du pétrole et d'autres ressources importantes de l'Asie du Sud-Est vers le Japon, la Corée et la Chine. Ces voies de communication maritimes représentent également un intérêt stratégique pour les Etats Unis, qui les utilisent pour le transit de ses forces entre l'Océan Pacifique et l'Océan Indien pour le golfe Persique. Elle compte le plus grand nombre de détroits internationaux au monde, dont certains sont parmi les plus importants : les détroits de Malacca et de Singapour, le détroit de la Sonde, le détroit de Lombok et le détroit de Macassar.

Les îles qui en émergent font l'objet de convoitise pour trois raisons principales : L'intégrité territoriale par revendications historiques, l'importance de ressources sous-jacentes et l'importance stratégique des îles Spratleys.

La zone des Spratleys présente un intérêt évident pour son potentiel en ressources énergétiques, particulièrement en hydrocarbures sous-marins. La bordure australienne de la mer de Chine méridionale s'est révélée très riche en pétrole ; la Malaisie, Brunei et, dans une moindre mesure, les Philippines tirent des revenus considérables de l'exploitation du pétrole offshore.

La question des ressources sous-jacentes n'est donc probablement pas étrangère aux revendications permanentes des pays concernés. Ce qui laisse peu d'espoir de voir se dessiner un règlement pacifique sur la souveraineté des îles ou un accord sur l'exploitation conjointe des ressources sous-jacentes. En 1995, une enquête effectuée par l'institut russe de recherche géologique a estimé que le plateau continental des Spratleys contiendrait plus de 70% de gaz naturel et plus de 6 milliards de barils de pétrole. Les médias chinois qualifient souvent la mer de Chine du sud de " deuxième golfe Persique ". Par conséquent, tant que la question territoriale ne sera pas

résolue, les ressources sous-jacentes des îles demeureront des richesses potentielles et retarde le développement économique de la zone.

De tous les intervenants, la Chine présente les revendications les plus historiques. En fait, la Chine réclame le territoire de toute la mer de Chine méridionale. L'argument chinois est que les Spratleys furent découvertes par des navigateurs chinois au 1^{er} siècle avant Jésus-Christ, pendant le règne de la dynastie Han. La Chine prétend que les Spratleys furent intégrées administrativement à la province de Quandong, sous les dynasties Ming et Qing. L'accord sino-français de 1888, interprété par la Chine comme lui accordant les Paracels et les Spratleys, lui sert également d'argument historique important.

Entre 1956 et 1975, le Vietnam du Nord appuya la Chine communiste dans ses revendications sur les Spratleys. La Chine avait d'ailleurs proclamé sa souveraineté sur les îles dans sa législation sur le droit de la mer de 1958 et le fit encore à la suite de l'invasion des Paracels en 1974. Mais après l'invasion des Paracels par les troupes chinoises en 1974 et la victoire communiste à Saigon en 1975, le Vietnam revendique de nouveau ces îles. Durant les incidents navals de 1988 et de 1989, la Chine réitéra officiellement, et à plusieurs reprises, sa souveraineté sur les îles.

La position du Vietnam est également fondée sur des revendications historiques ; mais celles-ci ne remontent qu'au XIX siècle. Le Vietnam revendique les Spratleys et les Paracels sur la base de décrets formulés par la monarchie vietnamienne au début du XIX siècle. La position du Vietnam se base aussi sur le droit successoral consécutif au départ des Français d'Indochine en 1954. Le 1er juin 1954, la République du Vietnam réaffirme sa souveraineté sur les Paracels et les Spratleys.

La position de Taiwan est semblable à celle de la Chine, puisque les revendications historiques de Taïpei sur les îles sont les mêmes que celles de Pékin. En décembre 1946, les troupes du Guomindang, furent les premières à occuper une île des Spratleys. Une garnison nationaliste est implantée à Itu Aba (île Taiping en chinois) ; l'unique île en possession de Taiwan depuis 1947, fut la première garnison permanente dans les Spratleys.

Sur la longue liste des actes officiels qui ont été écrits au fil des ans concernant les Paracels et les Spratleys et publiés à Hanoi en 1979, la première mention de Spratleys n'apparaît qu'en 1951. Pendant la session plénière de la Conférence de San Francisco, le Premier ministre vietnamien déclare le 7 septembre 1951 que " Comme il faut franchement profiter de toutes les occasions pour étouffer les germes de discorde, nous affirmons nos droits sur les îles Spratleys et Paracels qui, de tout temps, ont fait partie du Vietnam ". Mais les revendications de Saigon sont restées purement verbales jusqu'en 1973. Dans un Livre Blanc pour la République démocratique du Vietnam, en 1982, celle-ci proclame : "en 1956, des unités navales de l'administration de Saigon ont repris les archipels de Hoang Sa et Truong Sa des mains des troupes françaises qui partaient."

Les revendications des Philippines ne sont pas basées sur une argumentation historique puisque, selon l'interprétation des Philippines, ces îles n'appartiennent à aucun pays. Les Philippines considèrent néanmoins que les Spratleys sont situées sur son plateau continental ; ce que les spécialistes remettent en question étant donné la fosse sous-marine qui les sépare de l'île de Palawan. En 1968 trois îlots dans la zone de Kalayaan(terre de liberté, ainsi baptisé par Manille en 1956), ont été occupés par les Philippines prétextant que malgré les revendications chinoises et vietnamiennes de longue date sur ces îles, celles-ci étaient terra nullius et par conséquent ouvertes à l'appropriation libre par occupation. Elles continuèrent à occuper des îles jusqu'en 1971, lorsque des incidents les opposèrent à Taiwan alors qu'elles s'apprêtèrent à débarquer des troupes sur l'île d' Itu Aba sous domination taiwanaise. Un quatrième îlot fut pourtant occupé avant 1974. Durant les années 1980, les Philippines ajoutèrent quatre îles aux trois qu'elles occupaient déjà et en 1987, le gouvernement philippin reconfirme sa position selon laquelle Kalayaan faisait partie du territoire philippin. La Malaisie revendique la partie des Spratleys se trouvant sur son plateau continental au large de Sabah, depuis 1979. Cette zone inclurait une douzaine de récifs et d'atolls dans la partie méridionale des Spratleys. A l'heure actuelle, on estime que la Malaisie occupe trois récifs situés dans sa Zone Economique Exclusive. La nouvelle, rendue publique par un journal malais a provoqué une condamnation indirecte par la RPC sans qu'il y ait eu de démarche diplomatique. Le 14 septembre 1983, le ministère chinois des Affaires étrangères rédige une déclaration réaffirmant la souveraineté de son pays sur l'archipel, laquelle " ne saurait être violée sous aucun prétexte, par aucun pays ". La Malaisie n'est pas citée et les choses en sont restées là. Elle est le dernier pays à militariser la mer de Chine du Sud en envoyant environ 20 commandos occuper Terumbu Layang Layang (Swallow Reef) le 04 septembre 1983. En 1986, elle avait aussi occupé militairement deux autres îles, Mantanani et Permatang Ubi. Une piste était en construction à Layang Layang.

Les revendications de Brunei quant à elles, ont trait à la délimitation de la ZEE avec la Malaisie dans la zone extrême sud des Spratleys. Cette délimitation est considérée comme un héritage de la Grande Bretagne. Brunei n'occupe donc aucune île et ses revendications sont plutôt pacifiques et concernent uniquement l'île Louisa.

Depuis la fin des années 80, les conflits pour la délimitation des espaces océaniques en mer de Chine méridionale occupent le premier plan des préoccupations de sécurité en Asie du Sud-Est. Ces questions maritimes alimentent les rivalités régionales, dictent les politiques de défense des Etats riverains et apparaissent comme les principales menaces à la paix dans la région. La Chine en est l'acteur principal. Sa menace est une réalité, mais elle est sans nul doute exagérée. Les Spratleys demeurent hors de portée des Migs chinois et la logistique de Pékin est encore insuffisante pour appuyer une action prolongée des forces navales aussi loin de Hainan. Il est donc possible d'en déduire que pour la Chine, ces conflits qui l'opposent à l'ensemble des

pays de la région sont davantage une expression de sa puissance sur la région que des prétextes de confrontation. Ceci d'ailleurs ne constitue pas sa première priorité.

Cependant cela n'exclut nullement la poursuite ou l'accroissement de tensions locales. Des affrontements ponctuels sont concevables en raison de l'enchevêtrement des diverses garnisons présentes dans l'archipel des Spratleys. Déjà, pour montrer leur force et leur détermination, certaines garnisons n'hésitent pas à s'affronter sporadiquement par des tirs de harcèlement. En l'absence d'un cadre dans lequel puissent se régler ces conflits, l'instabilité demeure et va en s'accroissant.

Après avoir passé en revue le panorama des enjeux régionaux, qu'ils soient stratégiques, économiques, historiques ou idéologiques, il apparaît combien difficile de parler d'une Asie Orientale « pacifique ». Le seul conflit qui reste peu probable dans la région est celui que l'on craignait le plus il n'y a pas si longtemps : Celui qui opposerait les Etats-Unis à ce qui reste de l'ex Union Soviétique. La Russie cependant, se découvre beaucoup d'intérêt dans cette région, surtout en Mer d'Okhotsk. Quant à la Chine, sa volonté de puissance régionale est ouvertement affichée et entend l'assumer jusqu'au bout et par tous les moyens dont elle dispose. Elle entretient avec tous les pays de la région des liens conflictuels mais avec des intensités différentes et très savamment dosées. Beaucoup de conflits régionaux sont latents mais certains d'entre eux inquiètent. Celui opposant la Chine à Taiwan se trouve au premier plan. Celui qui opposerait les deux Corée ou la Corée du Nord au Japon si les problèmes de cette dernière ne trouvent pas des solutions convenables ou si son régime se trouve menacé. Les conflits de la mer de Chine de Sud pèsent par leur complexité et par le nombre des acteurs qui y sont impliqués. Leur probabilité de déboucher sur des affrontements à moyen terme reste très faible.

Le désengagement relatif des Américains de cette région ne les laisse pas indifférents. Ils suivent les évolutions régionales avec beaucoup de vigilance. Ils n'hésitent pas à rappeler leur rôle de « gardien de l'équilibre régional », dans cette partie du monde à la fois importante pour leur sécurité et leur économie mais grandement instable. Le président Bill Clinton n'a pas hésité à la qualifier de « présentement la plus dangereuse du globe » en mars 2000 et que nous qualifions par opposition à l'appellation américaine relative à l'océan « pacifique » de potentiellement belliqueuse.

Les fabuleuses croissances économiques réalisées entre 1985 et 1997 ont su calmer les esprits aussi bien à l'intérieur de ces pays, qu'au niveau des relations entre eux mettant ainsi en veilleuse un certain nombre de velléités au profit d'un développement économique et social considérables. La crise économique de juillet 1997 est venue mettre à mal cet équilibre et a abandonné cette région à son instabilité naturelle faisant d'elle la proie de bouleversements internes et de tensions externes considérables.

Partie II : La crise asiatique comme facteur aggravant l'instabilité

Croissance exponentielle, développement industriel accéléré, hausse régulière du niveau de vie, consensus social : cet « âge d'or » du Sud-Est asiatique est révolu.

Si les investissements productifs directs du Japon ont rendu possible la première phase du décollage économique des « dragons » dans les années 80, leur mode de croissance a été ensuite façonné – et finalement vicié – par d'importants apports de capitaux nomades à la recherche d'investissements à hauts rendements dans les marchés émergents.

Les flux de capitaux publics et privés du Nord vers ces pays ont été multipliés par trois depuis 1990, pour atteindre environ 300 milliards de dollars en 1996. L'Asie Orientale était le premier bénéficiaire de ces flux qu'elle a mis à profit pour se confectionner un équilibre géo-économique, et géopolitique régional.

A l'image du Japon qui a toujours représenté un modèle pour beaucoup de ces pays, les pactes régionaux sont tous motivés par la dualité : Développement-Sécurité.

2.1 La dualité développement-sécurité des pactes régionaux

C'est le Japon au lendemain de la seconde guerre mondiale, qui par la force des choses se trouve « contraint » à mettre en œuvre ce modèle de pacte avec les Américains. Ils assurent sa sécurité, alors qu'il s'investit exclusivement à développer son potentiel économique. Tous les pactes régionaux ne s'inscrivent pas nécessairement dans cette même logique, le cheminement historique y amenant reste complètement différent. Mais l'on retrouve cette constante « Développement-Sécurité », d'une manière avouée ou discrète au cœur des pactes régionaux. Pour la mettre en évidence, on commence par étudier le cas du Japon et le contexte de son développement économique. Ensuite on abordera l'ASEAN et son évolution progressive, d'un instrument au départ exclusivement économique, vers un statut de plus en plus stratégique.

2.11 Le développement économique du Japon

En août 1945, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le Japon est une nation épuisée et lasse. Elle capitule en acceptant les conditions des Alliés. Elle fut placée sous leur contrôle, principalement celui des Américains pendant six ans. Le Général Douglas Mac Arthur, était chargé par le président Harry Truman, de restructurer ce pays. Il a alors entrepris diverses réformes dans les domaines ; politique, social et économique. Il dota le pays d'une nouvelle constitution libérale* – sur mesure- dès 1946. Celle-ci érige en droit la liberté de réunion, de parole et de religion. Pour les ouvriers, elle garantit la liberté à s'organiser en syndicats et à faire grève. Les femmes ont vu leurs libertés s'élargir (droit au vote). Il dissout les deux ministères ayant supporté l'effort de la guerre : les ministères de la guerre et de la marine. Il démobilise plus de 6 millions d'hommes, puis s'attaque au potentiel et matériel militaire : les stocks sont détruits et les usines d'armement commencent à être démantelées. Les grandes familles ayant dirigé les groupes industriels ou « Zaibatsu » sont évincées. Enfin, l'administration est épurée en écartant environ 200 000 personnes des postes de responsabilités.

Les activités industrielles d'armement redémarrent dès 1947, au travers de l'opération « Roll up ». Celle-ci consiste pour Mc Arthur à rapatrier au Japon tous les matériels militaires déployés lors de la seconde guerre mondiale, pour les reconditionner en vue d'un éventuel affrontement avec les pays communistes, surtout après le Traité d'alliance entre l'Union Soviétique et la Chine en 1950. L'envahissement de la Corée par le Nord marque le début d'une période de tension qui était à l'origine de la reconstitution de la capacité industrielle militaire du Japon. En fait, c'est l'économie japonaise tout entière qui redémarre. Cette situation transforme le pays en un vaste chantier travaillant au profit des troupes américaines qui combattent en Corée.

En 1951, le Traité de Paix de San-Francisco, met fin officiellement à l'état de guerre entre les Etats-Unis et le Japon et entérina le rétablissement de ce dernier dans sa « souveraineté » sous certaines conditions. Il est à noter que ce Traité n'a pas été signé par l'Union Soviétique, l'Inde et la Chine. Le Japon se consacre alors à sa reconstruction économique sous la protection américaine. En contre partie il autorise le stationnement des forces américaines sur son territoire et renonce à l'emploi de ses forces armées. Il renonce en outre à ses annexions en l'occurrence la Corée, Formose et les Kouriles. Même au prix de ces concessions, cet accord n'était pas pour lui déplaire. La situation régionale ne manquait pas d'effervescence et le Japon était trop essoufflé pour faire face à un conflit régional. En plus, par ce Traité, il assure la

* La nouvelle constitution attribuant à l'empereur un rôle purement symbolique, le Premier ministre étant désigné par le Parlement bicaméral dont il est issu. Les Etats-Unis voulant empêcher la renaissance d'un Japon militariste et belliciste, l'article 9 de la Constitution stipule le renoncement du Japon à la guerre comme moyen de régler des conflits. L'influence américaine est très nette dans les nouvelles structures démocratiques dont le Japon doit se doter : Outre la constitution ; il y a l'introduction ; d'un enseignement démocratisé, une relative autonomie locale, une législation syndicale proche de celle des Etats-Unis, un Code civil garantissant les libertés individuelles et l'égalité des sexes, une réforme agraire hardie basée sur la redistribution des terres confisquées aux propriétaires absents.

sécurité -par les Américains- des routes maritimes de ravitaillement et de commerce extérieur, traversant des régions de conflits permanents.

Les Etats-Unis quant à eux, veulent par ce Traité s'assurer de leur contrôle sur cette partie du monde face à l'ennemi communiste pour lui verrouiller le pacifique et s'aménager en cas de conflit un théâtre périphérique.

Entre 1952 et 1957, le Japon a procédé à sa stabilisation politique en regroupant au sein du Parti Libéral Démocratique(PLD), des tendances conservatrices face au Parti Socialiste Japonais(PSJ).

Sous le gouvernement Kishi (février 1957-juin 1960), le PLD conjugue des thèses économiques dirigistes, favorables à la base électorale populaire, tout en cherchant à renouer avec les valeurs du Japon traditionnel.

La majorité conservatrice peut s'appuyer sur une forte croissance économique : le PNB augmente de 150 % en termes constants sur la décennie. Cette croissance était stimulée par des structures dynamiques (incitation aux investissements et à l'innovation, contrôle de la Concurrence, cartellisation de l'économie, rôle du MITI (Ministère de l'Industrie et du Commerce Extérieur - "conseillant les entreprises et contrôlant le volume des importations").

Au niveau social, le Japon entre dans l'ère de la consommation de masse en adoptant les modes occidentaux.

Au plan international, tout en restant dépendant des Etats-Unis avec le renouvellement régulier du traité nippo-américain, le Japon accède à l'ONU en décembre 1956, normalise ses relations avec l'Union-Soviétique -le problème des îles Kouriles restant en suspens- et renforce ses liens bilatéraux en Asie de l'Est.

Entre 1962 et 1972, devenant la troisième puissance économique mondiale, le Japon progresse au rythme le plus élevé de son histoire, doublant son PNB tous les cinq ans. Cette "décennie du miracle économique", malgré une croissance irrégulière, semble faire du Japon une société formée d'une seule classe moyenne, avec un taux d'épargne exceptionnellement élevé. Mais la relation traditionnelle entre les trois pôles du pouvoir japonais, PLD, milieux d'affaires et haute Administration, se modifie sensiblement avec l'émergence d'entreprises moins liées à l'Administration, spécifiquement au MITI.

La croissance suscite toutefois des déséquilibres environnementaux, urbanistiques, (un tiers de la population vit sur 1 % du territoire) ou relatifs à la protection sociale. En réaction, se développent une critique du modernisme et l'exacerbation de la fierté nationale. La contestation, au plan électoral, se traduit par une érosion constante du PLD, l'apparition de mouvements féministes luttant contre la discrimination entre les sexes ainsi que des mouvements estudiantins prêchant des valeurs traditionnelles. On assiste par ailleurs à la montée en puissance des groupes de pression comme la Ligue des PME et les coopératives agricoles.

Sur le plan extérieur, le Japon subit des accusations de protectionnisme de plus en plus vives de la part des Occidentaux. Inquiet du rapprochement sino-américain et craignant un retournement d'alliances, le Japon décide d'approfondir ses relations avec la Chine. La période se caractérise plus généralement par l'essor d'une "Diplomatie tous azimuts", sous-tendue par les intérêts économiques bilatéraux. En Asie, le Japon tente d'améliorer une image ternie par le souvenir du Japon militariste et expansionniste de la période 1931 -1945, en instituant un système de réparations, puis en octroyant une aide publique au développement (APD) croissante. La normalisation des relations avec la Corée du Sud, dans un contexte de montée du péril communiste en Asie, est opérée en 1965.

A partir de 1972, le Japon traverse une crise commerciale due à une limitation « consentie » de ses exportations vers les Etats-Unis, mais aussi, à la crise inflationniste induite par le premier choc pétrolier. Ses importations du pétrole du moyen-oriental sont de 78%.

Ceci se traduit par une crise politique interne, doublée d'un sentiment d'insécurité extérieure, lorsque le Japon n'est informé que quelques heures à l'avance de la visite de Nixon à Pékin.

Le rétablissement économique s'opère à partir de 1975 et il est spectaculaire. Il s'appuie sur une politique d'économies d'énergie qui, à long terme, fait du Japon le pays à l'industrie la plus économe en énergie du Monde.

Le succès économique nourrit un sentiment de supériorité croissant. Le terme de "maladie anglaise", désigne le déclin des pays occidentaux à cause des excès supposés de leur sécurité sociale et leur cosmopolitisme. La politique extérieure du Japon se caractérise à cette période par un relatif début d'autonomie à l'égard des Etats-Unis. La preuve en est, qu'après le premier choc pétrolier, le Japon adopte officiellement les thèses arabes à l'égard d'Israël. Il élargit sa vision géopolitique au bassin Pacifique, maintenant un équilibre entre l'ASEAN - à l'origine très réservée à son égard- et l'Indochine communiste. Il entretient à un moment donné, des relations très amicales avec la Chine populaire : Un traité de paix et d'amitié signé en 1978 comprend une clause anti- hégémonique dirigée explicitement contre l'URSS. Mais la guerre sino-vietnamienne de 1979 refroidit ces relations et, face à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique, le Japon réaffirme son appartenance au camp occidental : La politique extérieure reste inscrite dans un cadre d'action multilatéral.

Le gouvernement conservateur s'est stabilisé au pouvoir pendant sept ans grâce à un programme ultra libéral d'orientation qui est mis en œuvre. Il s'est fait accompagner d'«une réforme administrative », consistant à la privatisation d'une partie des services publics, la lutte accrue contre les déficits, la révision à la baisse du système d'aide sociale, la dénonciation des "privilèges excessifs des fonctionnaires", la modernisation et la rationalisation de l'administration. Il s'en est émergé un néo-nationalisme caractérisé notamment par le dépassement officiel du seuil de 1 % du PNB consacré jusqu'alors à la défense nationale.

Le rétablissement économique se traduit par un excédent record de sa balance commerciale évaluée à 96 milliards \$ en 1987 ; à partir de cette date, la réévaluation du yen fait obstacle à une hausse continue de ces excédents. Le pays est devenu la première puissance financière mondiale et, à partir de 1988, les dix premières banques mondiales sont japonaises

Ces succès suscitent des réactions anti japonaises en Europe et aux Etats-Unis, dénonçant la fermeture du marché nippon. Le Japon a répondu par l'établissement d'obstacles non tarifaires, et surtout par une politique d'investissements directs à l'étranger très agressive. Mais des difficultés sociales et économiques nouvelles se profilent à la fin des années 1980 : le vieillissement démographique, l'essor de l'économie spéculative aboutissant à la formation d'une bulle qui éclate en 1989, le creusement des inégalités à l'intérieur de la classe moyenne japonaise, l'apparition d'un certain hédonisme, notamment dans la jeunesse, à contre-courant de l'éthique traditionnelle du travail. En même temps il s'opère une réaction néo-traditionaliste dans une partie de la population. Des évolutions sont également perceptibles dans le domaine extérieur. Le Japon semble accepter des responsabilités internationales plus grandes dans le cadre du "Nouvel ordre mondial". Des casques bleus nippons ont ainsi été envoyés au Cambodge puis au Mozambique.

L'évolution politique depuis 1993 a illustré l'accession au gouvernement d'une coalition PLD-PSJ présidée par un socialiste. Ce qui n'était pas arrivé depuis 1948.

Le "miracle japonais" depuis 1945 s'est ainsi construit sur des bases opposées de celles sur lesquelles s'était bâtie la puissance japonaise après 1931, la puissance économique et commerciale se substituant à la puissance militaire et coloniale. Mais les thèmes traditionnels de l'ancien Japon réapparaissent de façon récurrente, et pas seulement à l'aile droite du PLD.

A la mort d'Hiro-Hito en 1989, la cérémonie officielle se confondait avec la célébration propre au culte shinto, pourtant théoriquement restreint à la sphère privée. Le deuxième élément caractéristique de l'histoire du développement japonais, a été sa capacité à surmonter les chocs successifs : Guerre froide, tensions sociales de l'après-guerre, chocs pétroliers, le yen fort. Le concept d'harmonie et, sous-jacent, celui d'identification sociale par le groupe, apparaît très prégnant dans la mentalité japonaise, d'où les inquiétudes actuelles face à une progression des inégalités sociales et la montée d'un chômage pourtant encore faible (3,5 %). La relation entretenue avec la période militariste - dont la condamnation n'a jamais été clairement effectuée - est ainsi ambiguë. Ce qui explique les difficultés des autres pays asiatiques à être convaincus par les déclarations japonaises exprimant des regrets pour le rôle joué durant la seconde guerre mondiale, à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire de la fin du conflit. L'opinion publique reste en général hostile aux options militaristes, mais il y a quelques évolutions sur lesquelles on reviendra lors de l'étude du statut d'autodéfense du Japon.

L'analyse de Paul Krugman* porte sur deux points principaux : l'existence d'un modèle japonais pour le reste de l'Asie et les implications du ralentissement de la croissance économique (inférieure à 1 % au début des années 1990). Selon Krugman, le miracle japonais qui peut-être envisagé dans le cadre d'une hypothèse de recomposition de l'espace mondial autour de l'Océan Pacifique, d'après le schéma précisément établi par le Japon, dès les années 1970, derrière la notion de "Bassin Pacifique", n'est ainsi plus d'actualité. Les scénarios établis il y a encore une dizaine d'années, selon lesquelles le PNB global japonais dépasserait celui des Etats-Unis au début du 21^{ème} siècle semblent dépassés. C'est cependant un succès remarquable pour la seule nation non blanche, ayant pu parvenir à un objectif de rattrapage du niveau de développement de l'Occident, alors que les fondations de la reconstruction économique, n'ont été réalisées qu'en 1945. Elle-même se considère parfois comme un possible interlocuteur privilégié entre l'Occident et les pays en développement. En fait, il semble à présent que la croissance japonaise ne devrait plus être très fortement supérieure à celle des autres économies développées, soit des taux annuels maxima de 3 % (ce qu'on constate d'ailleurs depuis la reprise économique amorcée en 1995). Non seulement le PNB global japonais n'atteindrait plus le niveau américain qu'en 2047, s'il suivait le rythme de croissance postérieure à 1973, mais le PNB par habitant japonais - selon des perspectives de croissance plus faibles mais plus réalistes - pourrait ne jamais rejoindre le niveau américain. En 1992, son PNB par habitant représentait ainsi 83 % de celui des Etats-Unis (55 % seulement en 1973), et son PNB global 42 % de celui des Etats-Unis (27% en 1973). Il se pourrait donc que nous assistions à la fin de l'exception japonaise au sein des économies développées. On peut par ailleurs ajouter qu'aujourd'hui certaines spécificités de l'économie nippone (chômage très faible, emploi à vie dans les grandes entreprises, protectionnisme pour certains marchés comme celui du riz) commencent à être remises en cause, étayant l'hypothèse d'une remise en cause des caractéristiques de la société japonaise. Concernant enfin l'idée d'un modèle japonais qu'auraient suivi notamment les NPI* asiatiques, non seulement le modèle de développement, mais aussi les rythmes de croissance, ne sont pas comparables à ceux du Japon. Là encore, la voie de développement économique japonaise montre ses spécificités.

En conclusion, il apparaît que la stabilité du Japon et sa croissance économique, sont le fruit d'un Traité de sécurité dont le bien fondé était la lutte contre le communisme dans une région particulièrement sensible. Ce pays a su tirer grand profit de la situation et a fini par constituer une menace d'une toute autre nature vis à vis de ses protecteurs : la menace économique. L'attitude américaine est très ambiguë face à cette menace et tend par tous les moyens de la neutraliser. A partir des années 90, un harcèlement contre le modèle japonais de développement déconcerte les

* KRUGMAN, Paul, « The myth of Asia's Miracle », Foreign Affairs, N° 6, novembre-décembre 1994.

* Nouveaux Pays Industrialisés

dirigeants nippons. Confronté à une sérieuse crise économique, le Japon n'a d'autre choix que d'écouter les Américains prêcher la doctrine libérale « célébrant les marchés libres de tout contrôle, qui semble avoir permis aux Etats-Unis de distancer tous leurs rivaux économiques dans les années 90 »*, au risque de mettre en cause sa cohésion sociale.

La réussite économique du Japon, a constitué pour les pays de l'Asie du Sud-Est un modèle de développement qu'ils ont tenté de suivre tant bien que mal. Les données conjoncturelles sont loin d'être identiques. De même que les données historiques et socioculturelles. Cependant, il était à l'origine d'un décollage économique fort appréciable qui a séduit beaucoup d'investisseurs et suscité l'admiration de plusieurs pays en voie de développement. Ce décollage s'est opéré au sein d'une association fondée en 1967, au départ à vocation économique et sécuritaire, elle évolue progressivement vers un double objectif : économique et stratégique actif : l'ASEAN.

2.12 L'ASEAN outil économique et stratégique

Après la seconde guerre mondiale, un vaste mouvement de décolonisation est enclenché en Asie du Sud-Est. L'héritage politique de la colonisation a marqué durablement les futurs membres fondateurs, la principale transformation induite par la colonisation concerne la création d'états centralisés là où on dénombrerait une multitude de petites royautes ou de sultanats.

Ce découpage à l'occidentale entraîne pour les Etats nouvellement indépendants des situations nationale et internationale très fragiles. Sur le plan national, il n'y a pas de sentiment d'identité nationale au sein de la population ; au niveau international la victoire de Mao Ze Dong en Chine inquiète. Ce contexte général d'instabilité va inciter les pays occidentaux, notamment les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, à organiser l'Asie du Sud-Est.

Pour commencer et sur l'initiative des Etats-Unis, l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud Est ou l'OTASE a été créée en 1954. Institution à vocation principalement militaire, elle s'appuie sur un réseau de bases américaines pour contenir la montée communiste. Elle comportait également un volet culturel et économique moins importants. Cette organisation n'a pas réellement fonctionné car elle ne répondait pas aux attentes des pays de la région. Les Américains y favorisaient la Thaïlande et le dialogue bilatéral avec ses membres, aux accords au sein de l'organisation elle-même.

En 1961, la Déclaration de Bangkok est signée le 1^{er} août par les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie pour créer l'Association de l'Asie de Sud Est Asiatique(ASEA). La Malaisie semble cette fois-ci y jouer un rôle principal. Son but

* Déclaration de M. Shozaburo Nakamura ex ministre de la justice du Japon et révoqué depuis cette déclaration.

était de libéraliser l'économie régionale. En 1962, Singapour s'y adjoint quand les signataires déclarent vouloir élargir les domaines d'application à l'enseignement, la recherche et au tourisme. Elle n'a pas montré plus d'efficacité que l'OTASE et la présence américaine en était à peine masquée. Ce qui la laisse temporairement en veilleuse.

Cette fois-ci, ce sont les Philippines qui proposent la création d'une conférence régionale dite MAPHILINDO au nom de ses participants : La Malaisie, Les Philippines et L'Indonésie. Les divergences sont cependant trop fortes et le projet est rapidement abandonné au profit d'un retour à l'ASEA. Une nouveauté cependant par rapport à la première : une dimension politique rendu indispensable à cause de la guerre d'Indochine. Cette même guerre dont la violence et les répercussions aussi bien économiques que sécuritaires sont tellement fortes que l'ASEA s'est montrée trop petite pour y faire face. Une structure plus large est devenue indispensable. Celle-ci fut créée par la Déclaration de Bangkok le 8 août 1967. Dénommée l'ASEAN, elle regroupe l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie et Singapour. Son but est de renforcer la stabilité économique et sociale et de préserver la sécurité régionale. L'option stratégique choisie est celle de la neutralité de l'Asie du Sud-Est. Elle se traduit dans la Déclaration par un paragraphe concernant les bases étrangères qui ne peuvent être que temporaires et ne doivent pas servir contre un Etat régional. Cette attitude est due à deux facteurs principaux. Le premier est d'ordre interne et tient compte de toutes les différences des pays membres eux même. Le second est d'ordre externe et dû à la virulence des critiques des pays communistes de la région (l'URSS, la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord), à l'égard de cette association, tout comme à l'égard des précédentes. Le choix de la neutralité était judicieux car en 1971, lorsque les Etats-Unis se sont retirés du Vietnam, L'ASEAN changea d'orientation et commence à établir des relations avec ces pays.

La Déclaration de concorde et le Traité d'amitié de Bali signés en 1976, marquent un tournant dans la vie de cette institution. Elle fait passer pour la première fois le domaine de la sécurité avant celui de l'économie. Cette Déclaration pose comme principe, la recherche de solutions pacifiques aux différends entre ses membres. Cependant, le cadre normal des discussions est celui des relations bilatérales. Le Traité d'amitié complète cette Déclaration en ouvrant le dialogue aux pays non-membres. Simultanément, l'économie s'ouvre aux grandes puissances.

Après la chute du mur de Berlin et le début des retraits russes et américains de cette région, l'éventualité de voir ce vide stratégique comblé par la Chine inquiète l'ASEAN. En réponse, elle crée le Forum Régional de l'ASEAN (ARF)* en juin 1993 qui lui confère sa vraie dimension sécuritaire régionale. Une année plus tard, elle signe le Traité de Bangkok créant une « zone libre d'armes nucléaires ». En fait, La politique de l'Association est de favoriser le maintien de la sécurité régionale grâce à

* ARF : Asian Regional Forum.

un réseau de relations très ouvert. C'est ainsi qu'elle a admis au sein de l'ARF, outre ses membres ; le Japon, la Chine, l'Union Européenne et la Russie. L'absence de la Corée du Nord et de Taiwan constitue une lacune en raison des facteurs de crise que représentent ces pays. La volonté de l'Association de se concilier les bonnes grâces de la Chine constitue une limite à l'efficacité du Forum. L'ASEAN y relance l'idée de faire de l'Asie du Sud-Est une zone de paix et de neutralité. Les résultats obtenus sont limités, mais des mesures de confiance sont quand même adoptées.

En 1995, la sécurité économique reprend le pas sur les autres préoccupations de l'ASEAN. La concurrence de l'Union Européenne et de l'ALENA* suggère l'idée de la création d'une "Zone de libre échange de l'ASEAN" (AFTA)[¶] dont la mise en place est programmée pour 2002 (sauf pour le Viêt-nam).

Il est à noter que la création de l'ASEAN ne s'est pas accompagnée de structures solides de dialogue. Les chefs d'Etats sont restés en retrait des travaux et ne tiennent leur premier sommet qu'en 1976. Cinq autres sommets ont suivi jusqu'en 1995 et des rencontres annuelles informelles se sont instaurées depuis. La dernière s'est tenue au mois de novembre 2000 à Singapour. Seule une conférence des ministres des affaires étrangères est tenue annuellement depuis la création de l'Association. A partir de 1976, une conférence des ministres chargés de l'économie est également créée mais son action est paralysée par le mode de scrutin au consensus qui ne débouche pas sur des résultats spectaculaires. Cette légèreté des instances reflète l'attachement des pays membres à leur souveraineté et le manque de volonté politique pour toute idée d'intégration. Ces instances restent pour la plupart des espaces de concertation et de coordination. L'Association était confrontée à deux questions majeures pour sa sécurité : la crise cambodgienne et les revendications chinoises en mer de Chine du Sud surtout que la Chine connaît un fort réarmement.

Dans la crise cambodgienne, l'Association a été guidée par sa ferme opposition au Viêt-nam qui était considéré comme la menace majeure dans la région. Dès qu'il montra ses velléités d'intervention au Cambodge, il provoqua une sorte de soudure politique chez les membres de l'Association contre lui. L'ASEAN refusa de reconnaître la République populaire de Kampuchéa (pro-vietnamienne) proclamée en janvier 1979 et exigea le retrait des troupes vietnamiennes.

L'Association a pris une part très active à la recherche d'une solution à ce conflit, en dépit des positions parfois très divergentes de ses membres. Elle a acquis à cette occasion une certaine cohésion diplomatique et s'est donnée une image de groupe régional responsable. Cependant, elle a démontré ses limites comme organisation régionale. D'une part, ses différentes initiatives ont été le fait de l'Indonésie plus que de l'Association elle-même. D'autre part, le règlement de ce conflit dans le cadre d'une Conférence internationale, a démontré que l'Association avait été incapable de le régler seule. Finalement, comme on l'a mentionné, elle craint

* ALENA : Association de Libre Echange Nord-Américaine.

¶ AFTA : ASEAN Free Trade Area .

fort que le vide occasionné par le retrait des deux puissances de la guerre froide, soient comblé par la Chine.

Pour combler ces lacunes, l'Association créa le Forum régional de l'ASEAN en juin 1993. Elle acquiert ainsi sa véritable dimension d'organisation de sécurité. L'Association signe, dans la lancée, le Traité de Bangkok créant une " zone libre d'armes nucléaires ".

Initialement, le désir de regroupement des pays d'Asie du Sud-Est était un réflexe sécuritaire face à la montée du communisme dans cette région. La protection apportée par les Etats-Unis a amené les pays de l'ASEAN à privilégier la stabilité économique qui leur permettait de prospérer. L'évolution sécuritaire régionale des années 70, a réveillé le réflexe originel de l'association et lui a fait jouer un rôle dans l'apaisement des crises régionales. Ainsi, elle a joué un rôle important dans le règlement de la crise cambodgienne en prônant la fermeté envers le Vietnam et en élaborant un plan de paix sous l'égide des Nations Unis avec création d'une force multinationale en 1981. C'est aussi grâce à l'ASEAN et à la France qu'a pu être tenue la conférence internationale de Paris sur le Cambodge. Celle-ci a réuni toutes les parties prenantes au conflit et a abouti, malgré toutes les difficultés aux accords de paix.

La seconde crise est celle de la mer de Chine du Sud. Elle est à la fois complexe et tentaculaire car engageant beaucoup de protagonistes comme cela a été présenté plus haut. Elle constitue un foyer de crise potentielle susceptible d'éclater à tout moment impliquant plusieurs pays de l'ASEAN. L'Association y propose, comme seule réponse, un " code de conduite régional qui mettra en place les fondations d'une stabilité à long terme ". La Chine quant à elle réfute tout dialogue avec ou au sein de l'Association. Elle opte pour des négociations bilatérales entre elle et les pays concernés, qui ne remettent pas en question sa souveraineté sur les territoires contestés. L'éventualité d'une exploitation commune des ressources naturelles reste admise. Les autres puissances régionales à savoir le Japon et les Etats-Unis se gardent bien d'intervenir dans ces conflits pour ne pas s'aliéner -pour si peu- la Chine. Reste à l'ASEAN d'élaborer une diplomatie plus subtile- à défaut d'autres moyens- pour faire accepter à la Chine une cohabitation qui tient compte des intérêts des autres pays.

D'ores et déjà, l'ASEAN a démontré ses limites comme organisation sécuritaire régionale. La crise cambodgienne a été réglée grâce à des initiatives essentiellement indonésiennes conjuguées aux efforts français plutôt que par ceux de l'ASEAN comme organisation. Quant à la crise des Archipels, son rôle de médiateur remis en question d'emblée par la Chine, augure de son incapacité à lui trouver des solutions durables.

L'Association a également établi de véritables relations extérieures à partir de 1977. Aujourd'hui, elle traite avec 10 partenaires : Australie, Canada, Corée du Sud, Etats-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande, Union européenne, Chine, Inde et Russie. Dans

son souci constant d'équilibre, l'accession du Pakistan au statut de partenaire est à l'étude. Ces relations s'établissent sur la base d'un dialogue entre un membre pilote et un ou plusieurs partenaires et alternent politique et économie.

Le Japon son premier partenaire commercial, bénéficie d'une relation forte assortie, cependant, d'une garantie de " politique pacifique " et de l'affirmation formelle de ne pas devenir une puissance militaire. La volonté japonaise de contribuer à la paix et d'être une force stabilisatrice en Asie a grandement amélioré ses relations avec l'Association. Il a notamment appuyé ses initiatives dans le conflit cambodgien. En retour, il est invité à l'ARF.

Les Etats-Unis, deuxième partenaire commercial, sont surtout la puissance stratégique majeure. Le dialogue ne s'est amélioré qu'à la dissolution de l'OTASE (en juin 1997), les Américains ne voyant pas d'un bon œil une association qui affichait une politique neutraliste au moment où ils luttent contre la montée du communisme. L'Association reste économiquement dépendante de ce puissant partenaire pour financer ses projets, attirer les investisseurs ou stabiliser les cours des matières premières. L'Union européenne : troisième partenaire commercial, elle a marqué l'aspect formel de ses relations en procédant à l'échange de représentations. En 1980, un accord de coopération économique a été signé portant sur l'octroi mutuel du statut de la nation la plus favorisée, la protection des investissements et l'accès réciproque à leurs marchés respectifs. Un dialogue politique a accompagné cette première démarche. En 1996, l'ASEAN a pris l'initiative d'un sommet Europe-Asie : ASEM * à Bangkok pour équilibrer la relation Asie-Etats-Unis. Bien que ces réunions informelles se soient poursuivies (en alternance entre l'Asie et l'Europe), les relations restent troublées par des problèmes comme l'attitude vis-à-vis du Myanmar ou la question de Timor. Les autres relations sont moins fortes. Un dialogue commercial existe avec l'Inde. Des relations " consultatives " sont menées avec la Chine. La Russie est par ailleurs comme les deux précédents, partenaire du dialogue depuis 1996.

Que ce soit en terme politique ou économique, la question d'une architecture régionale, touche de très près l'Association. En fait, les deux domaines sont liés par la volonté des Etats-Unis d'élargir le champ de compétence de l'APEC*. Ceux-ci cherchent à persuader leurs partenaires, que la prospérité et l'accroissement des échanges sont les meilleurs gages de stabilité. Cette association pour la coopération économique est, donc, de plus en plus utilisée par les Américains à des fins politiques. Le désir de faire accepter tous les Etats de la façade Pacifique au sein de l'APEC, cherche à déplacer le centre de gravité de l'ASEAN vers les Etats-Unis. L'ASEAN ne serait alors, qu'un membre parmi les autres et n'aurait qu'un poids relatif. C'est ce qu'a exprimé le Premier ministre de Malaisie en refusant de se rendre au sommet de l'APEC à Seattle en 1993. Néanmoins, la région a toujours besoin de l'appui

* ASEM : Asia-Europa-Meeting.

* APEC : Asia Pacific Economic Cooperation.

américain pour maintenir la stabilité, en particulier face à la montée en puissance militaire de la Chine. Les Etats asiatiques réalisent une grande part de leur commerce extérieur avec les Etats-Unis. Ceux-ci sont, par ailleurs, les plus gros investisseurs dans la région.

L'ASEAN est face à un véritable dilemme dont une issue possible pourrait être sa dissolution dans un ensemble plus important. Elle pourrait, cependant, survivre en montrant sa cohésion et sa détermination à être un acteur majeur de la région.

Cette démonstration pourrait passer par des réponses appropriées aux défis tels que ; La volonté d'une cohésion interne, les relations avec la Chine notamment au sujet de la piraterie maritime et d'une structure de dialogue global au sujet des revendications territoriales. Il s'agit pour l'Association de s'affirmer comme un acteur soudé à la ligne politique unique. Or, il existe des dérives tendant à faire éclater la cohésion de l'ensemble. En 1995, l'Indonésie a signé un traité bilatéral avec l'Australie, ce qui dénote d'un manque de confiance dans les structures multilatérales en cours d'élaboration. Par ailleurs, la question du Timor Oriental vient perturber les relations entre l'Indonésie et les autres membres. Le Portugal a obtenu que l'Union Européenne accorde une aide aux Organisations Non Gouvernementales du Timor Est. Ce déplacement d'un différend bilatéral vers un plan multilatéral contrarie fortement l'Association.

La Chine exploite ces failles entre les différents membres. Elle refuse tout dialogue avec l'Association dans le cadre de la crise de la mer de Chine du Sud. Elle prend un soin particulier à n'entretenir que des relations bilatérales afin de conserver une position dominante. Il manque à l'ASEAN une diplomatie commune et efficace. Celle-ci ne peut voir le jour en l'absence d'une politique commune. Or l'élargissement récent ne contribue pas à la renforcer face à la Chine.

La question de la piraterie en mer de Chine est révélatrice des déficiences d'une association sans véritable politique. La lutte n'est pas coordonnée alors que seule une forte coordination permettrait d'endiguer ce fléau. En effet, les bandes de pirates sont bien organisées et bénéficient d'une " cécité bienveillante " de la Chine, dont les ports abritent parfois les navires piratés puis abandonnés. Les différents membres de l'Association possèdent, pourtant, des Marines qui pourraient agir efficacement si un minimum d'intégration existait.

Le bilan de l'ASEAN en presque 35 ans est assez modeste. Les acquis en matière de sécurité demeurent limités et les divergences à résoudre, nombreuses. L'Association a réussi à maintenir la stabilité dans la zone grâce à son action dans la crise du Cambodge. Elle a su endiguer la tourmente communiste par une politique neutraliste malgré l'opposition des Etats-Unis. Elle est parvenue à neutraliser la zone par le Traité de Bangkok créant une zone libre d'armes nucléaires. Cependant, elle reste un acteur d'envergure limitée. Son action dans la crise cambodgienne n'a pu être efficace que grâce au relais de la communauté internationale et de l'Union européenne, en particulier. Sa réponse au coup d'état de juillet 1997 reste trop timide pour forcer

Hun Sen à respecter les règles de la démocratie. Par ailleurs, la création de l'ARF démontre l'impuissance de l'Association face à la Chine dans le domaine de la sécurité. Le Forum lui permet d'impliquer les Etats-Unis dans la sécurité régionale, sans que cela ressemble à un appel au secours.

Cependant, malgré ses faiblesses, l'ASEAN reste la seule organisation régionale active. Elle s'implique de plus en plus dans le domaine de la sécurité. Ce domaine ayant été longtemps occulté à cause de sa sensibilité, les nombreux problèmes qu'il pose et le manque d'intégration des membres. L'ASEAN se rend finalement à l'évidence que dans la région, la dualité sécurité-développement reste un tout indissociable. Maintenant, Il faudra suivre de près les suites qui seront données au projet de « l'Initiative d'intégration de l'ASEAN » (IAI)^{*}, lancé au dernier sommet de Singapour 2000. Le salut de l'ASEAN dépend incontestablement de la volonté d'intégration de ses membres.

2.2 La crise asiatique ou la désillusion

A compter des années 80, les performances économiques de plusieurs pays de cet « Angle de l'Asie » étonnent les observateurs et fascinent les milieux financiers.

Des Occidentaux, des hommes d'affaires aux hommes d'Etat, naïfs ou cyniques, en sont venus à admettre que, comme ceux de Pékin, les dirigeants de Singapour, de Kuala Lumpur et de Djakarta, n'avaient peut-être pas tort de prétendre que leurs méthodes de gouvernement si peu démocratiques, étaient en harmonie avec les « valeurs asiatiques ». Ces valeurs à l'origine de tous leurs succès économiques, en ont fait des « tigres » ou des « dragons » et sont à l'origine de cet essor qualifié de « miracle ». Dès juillet 1997, cet édifice s'est effondré par ce qui a été convenu d'appeler « la crise asiatique ». C'est au départ une crise financière subite qui a secoué cette partie de l'Asie avant de se transformer en crise économique, politique et sociale allant même jusqu'à menacer la sécurité régionale.

2.21 De la crise financière à la crise économique et sociale

Comme on l'a expliqué précédemment, la forte croissance économique des pays de l'Asie du Sud-Est, ont fait affluer des capitaux très importants à la recherche d'investissements rentables. Par définition, ces flux de capitaux sous formes d'investissements boursiers et prêts bancaires à court terme, portent à des niveaux très élevés ; les taux d'investissements nationaux, la croissance, l'accumulation du capital, et l'endettement. Autant d'éléments à l'origine du fameux « miracle » asiatique.

Mais, fait classique aussi, ces capitaux gonflent des bulles financières endogènes dans des marchés aux débouchés productifs limités.

* IAI : Initiative for ASEAN Integration.

Ce phénomène a été particulièrement marquant en Thaïlande, épice initial de la crise, où, du secteur surinvesti de l'immobilier et d'un affaiblissement du système bancaire détenant un nombre important de créances douteuses, les investissements nets étrangers sont passés de 2.5 milliards de dollars en 1994 à 4.1 milliards en 1995, et la dette à court terme de 29 à 41 milliards. Le recul de la Bourse et du secteur immobilier thaïlandais en 1996, ont chuté de 40%.

Après des années d'euphorie spéculative, en grande partie stimulée par l'afflux de capitaux étrangers, la bulle financière a fini par éclater, provoquant une déflation qui pourrait bien compromettre les fondements déjà fragiles de la stabilité politique et sociale de la région.

En effet, la débâcle financière asiatique déclenchée en juillet 1997 – un choc structurellement comparable à la crise mexicaine de 1994, mais de plus grande ampleur – remet en cause le modèle de développement qui a permis à certains pays du tiers-monde d'accéder à une précaire modernité.

Les pays d'Asie du Sud-Est sont victimes de l'internationalisation de leurs économies et de leur intégration aux flux mondiaux de capitaux, qui, durant la dernière décennie, ont contribué à leur développement accéléré, bien qu'inégal.

Au début de l'été 1997, à Bangkok, un prêt immobilier calamiteux tourne mal. Cet incident déclenche une réaction en chaîne : un effondrement des finances, combiné avec le retrait précipité des investissements étrangers.

Au mois de juillet, le gouvernement décide de faire flotter le Baht. En 3 mois, celui-ci perd 40% de sa valeur comparée au dollar.

La Crise s'étend à la Malaisie, à Hongkong, à la Corée du Sud et jusqu'à l'Indonésie, tandis que les investisseurs, pris de panique, continuent de retirer leurs fonds.

On parle d'une région où l'activité économique avait explosé une croissance à 2 chiffres durant 2 décennies et qui comptait depuis 1990 pour 40% de l'expansion économique mondiale.

En automne 1997, les dirigeants occidentaux étaient loin d'imaginer que, la petite Thaïlande allait déclencher la plus grave crise économique mondiale depuis les années 30. C'est la mondialisation financière elle-même qui est remise en question.

Depuis que cette dernière s'est imposée dans l'économie mondiale, les débâcles se sont succédé à un rythme accéléré : krach boursier de 1987, crises des monnaies européennes puis mexicaine de 1994, crise des pays émergents d'Asie en 1997 et de la Russie en 1998.

Cette crise est sans aucun doute la plus grave par sa profondeur et par le nombre de pays qu'elle frappe. Après avoir démarré en Asie du Sud-Est, elle a déstabilisé le Japon, puis s'est généralisée à d'autres pays émergents comme la Russie et le Brésil.

Elle a profondément affecté l'économie mondiale, y compris les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne. Il s'agit d'une crise systémique globale car elle ne se

réduit pas à un accident financier, mais touche les ressorts profonds de la croissance mondiale.

Ce modèle vertueux a imposé pour 3 raisons principales :

D'abord, un épuisement des lignes de spécialisation des pays émergents se manifestant par une surproduction des biens à faible valeur ajoutée (textile, électronique notamment),

Ensuite, la surévaluation des monnaies nationales ancrées au dollar américain, qui s'est fortement apprécié en 1996,

Enfin, la défaillance des systèmes bancaires et financiers émergents.

Dès le début de l'année 1998, la Corée du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie, toutes 3 au bord de la faillite, se voient obligées de s'adresser au Fonds Monétaire International (FMI) et à des consortiums de banques occidentales afin d'obtenir des lignes de crédit.

La productivité du travail a été ces vingt dernières années, dans ces pays, extraordinairement élevée. La perspective d'un chômage de masse était inconnue dans une région où, malgré l'exode des campagnes vers les villes, on manquait jusque-là de mains d'œuvre. Pour la seule Thaïlande, en 2 ans, entre le début 1997 et la fin 1998, le nombre de chômeurs a triplé, passant de 700 000 à 2 millions. En Indonésie, on passait de 2,5 millions de chômeurs au milieu de l'année 1997 pour atteindre, à fin de la même année 13.5 millions, soit 14.7% de la population active.

D'après le bureau international du travail, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté serait passé de 11% à 40% de la population depuis le début de la crise. Un grand problème se pose dans ces pays où il n'existe ni couverture sociale, ni indemnités, ni assurance et où la perte d'un emploi signifie un rejet immédiat à la rue ou un retour difficile à la campagne dans sa famille d'origine. De sérieuses crises politiques et sociales éclatent simultanément et auxquelles plusieurs de ces pays se trouvent confrontés du jour au lendemain. Pour bon nombre d'observateurs, la fin du miracle asiatique a été également perçue comme la remise en cause d'un certain rééquilibrage géo-économique, mais aussi géopolitique en Asie Orientale. On peut résumer les conséquences de la crise en Asie du Sud-Est sur les puissances influentes dans la région de la façon suivante :

- Une réaffirmation de l'hégémonie américaine,
- Une nouvelle respectabilité accordée à la Chine,
- Le défi du leadership lancé au Japon.

La crise asiatique est survenue à un moment où les Etats-Unis étaient préoccupés par leurs problèmes internes : l'affaire Lewinsky, la succession de Clinton et autres problèmes ou tout au moins, c'est l'explication que l'on veut trouver au manque de réaction américaine au déclenchement de cette crise. Faits significatifs, ils n'ont pas apporté de contribution dans le package d'aide de 17 milliards de dollars établi par le FMI et accordé à la Thaïlande, en août 1997. A titre de comparaison le

Japon, s'est engagé à hauteur de 4 milliards et la Chine a débloqué 1 milliard de dollars. Les Etats-Unis ont réagi après coup en accordant une aide à l'Indonésie de 3 milliards et de 5 milliards de dollars à la Corée. Mais sont restés largement en deçà de l'aide apportée par le Japon.

Bien que la contribution américaine au FMI et à la Banque mondiale soit la plus importante parmi les Etats membres, elle ne représente que 18% du total des fonds par rapport notamment aux 30% de contribution de l'ensemble des pays de l'Union européenne.

En tant que consommateurs de dernier ressort, les Etats-Unis sont le moteur du redressement économique de l'Asie. C'est bien une croissance américaine soutenue, allant de pair avec celle, plus modeste, de l'Europe qui a empêché l'économie mondiale de sombrer dans une crise internationale en 1998. Néanmoins le déficit commercial des Etats-Unis, en ce qui concerne les biens et les services, a atteint le record absolu de 167 milliards de dollars en 1998, dont les 75% avec l'Asie.

La crise a plongé le Japon dans une situation fort inconfortable pour les raisons suivantes :

Tout d'abord, le Japon est le premier partenaire commercial et le premier investisseur dans la région ;

Ensuite, c'est le modèle japonais de développement et son adoption dans la région qui est mis à mal, du moins en partie, dans la crise asiatique.

Troisièmement, le Japon se trouve lui-même dans une phase de transformations dont l'aspect économique s'accompagne d'une mutation sociale et politique. Finalement, les liens du Japon avec l'Asie du Sud-Est et son action par rapport à la crise, s'inscrivent dans le contexte de ses rapports avec les Etats-Unis – ce qui limite son autonomie d'action – et de ses responsabilités en tant que deuxième économie mondiale.

L'enjeu économique pour le Japon est de taille. En 1995, 2 ans avant la crise, les banques japonaises, avec un total de 88 milliards de dollars, étaient responsables de 42% des prêts accordés dans les 4 principaux pays de l'Asie du Sud-Est : L'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines. Malgré une baisse du niveau de ces prêts à 36% en 1996, le Japon est resté le principal bailleur de fonds dans cette région.

En revanche, la crise asiatique a indirectement placé la Chine dans une position de force en Asie Orientale pour trois raisons principales :

D'abord, l'état de fragilité où se trouvent les pays frappés par la crise s'est traduite par une perception de puissance –toute relative- à l'égard de la Chine qui n'en a pas souffert. Elle est relativement peu exposée aux aléas du commerce international : ses exportations ne représentant que 5% de son PIB par rapport à 37% pour la Thaïlande, 80% pour la Malaisie et 30% pour l'Indonésie. Perception qu'elle a entretenue par certaines actions qui ont conforté sa position dans la région.

Ces actions revêtent trois formes :

✓ Les dispositions demandées à la Chine pour contribuer à la sortie de la région de cette crise, ont été, toutes proportions gardées, minimales mais accomplies. A titre d'exemple, il lui a été demandé de ne pas dévaluer sa monnaie par crainte de provoquer un cycle de dévaluations compétitives, qui aurait eu pour effet d'affaler complètement ces économies déjà trébuchantes. Ce qui a joué en faveur de son prestige.

✓ Sa contribution à soulager ses voisins sinistrés dans le cadre du programme du FMI, par l'apport d'un milliard de dollars au profit de la Thaïlande, et de l'Indonésie a été inattendue et très apprécié surtout par ces pays en détresse.

✓ Enfin, Hongkong a été épargné par la crise -ce qui fût interprété tout au moins par la Chine- comme conséquent à son récent retour et sa protection par la mère Patrie.

Les investissements directs européens en Asie orientale, proches des 80 milliards de dollars, étaient comparables à ceux des Etats-Unis ou du Japon. C'est sans doute les banques européennes qui ont été le plus touchées par la crise. A la fin de l'année 1998, le montant des prêts accordés par les banques et les institutions financières européennes, s'élève à 365 milliards de dollars, était plus élevé que ceux du Japon et des Etats-Unis réunis.

L'Australie est sans doute celui qui avait le plus à perdre de la crise asiatique. En 1995, 65% des exportations australiennes étaient destinés à l'Asie en général, dont 15.6% pour les Pays de l'Asie du Sud-Est, chiffre en nette augmentation par rapport aux 7.5% 10 ans plutôt. C'est pour cela que l'Australie a apporté la même contribution que celle de la Chine, soit un milliard de dollars pour le package du FMI destiné à la Thaïlande et à l'Indonésie.

Pendant la crise, le dollar australien a connu une dévaluation compétitive semblable à celle de Singapour et de Taiwan, de 15% pour le premier semestre 1998, ce qui a rendu les exportations australiennes plus attractives sur le marché mondial et compenser le manque à gagner dû à la crise.

Les économies de l'Asie de l'Est sont reparties. C'est du moins ce que semblent indiquer les récentes statistiques. Le rétablissement des marchés des changes et la remontée rapide des Bourses sont révélateurs du jugement favorable que portent les investisseurs sur la région.

La croissance est assurément revenue. Singapour mène le train avec 10%, suivie par la Malaisie 7%, l'Indonésie, La Thaïlande, les Philippines et le Vietnam 5%.

Cette relance est surtout alimentée par d'importants programmes d'investissements publics combinés à des politiques monétaires accommodantes.

Plutôt que de réorganiser son industrie, la Thaïlande, qui connaît un boom touristique, semble choisir une voie intermédiaire qui pourrait en faire la Floride de l'Asie, et n'a pas saisi l'opportunité d'un recentrage sur les transferts de technologie et les produits à haute valeur ajoutée.

La priorité est davantage politique dans l'archipel indonésien, qui regroupe les deux -cinquièmes de la population de la région et en est revenu à la simple exploitation de ses ressources naturelles. Le problème du Timor et l'issue du référendum d'autodétermination ont pesé lourd sur ce vaste archipel qui a relégué au second plan les réformes engagées sous la tutelle du FMI.

Singapour, se porte bien et conduit sagement ses ajustements, mais reste tributaire de l'évolution de ses voisins, même si cette île-Etat élargit son horizon.

En conclusion, l'Asie Orientale semble aujourd'hui entamer une miraculeuse sortie de crise. Les valeurs asiatiques traditionnelles ont été à l'origine de l'essor de cette région et c'est à elles qu'on a amputé son effondrement. Cependant ce sont très probablement ces mêmes valeurs et la force des liens qu'elles ont tissés au sein de la société qui ont adouci les conséquences tant économiques que sociales de cette crise et qui ont permis d'amorcer beaucoup plutôt que les prévisions les plus optimistes, cette sortie de crise. Les dommages économiques et sociaux ont certes été dramatiques, mais ces valeurs ont permis de les surmonter tant bien que mal en limitant les dégâts. Il n'y a pas eu d'effondrement politique ou social majeur. En revanche, grâce à cette crise, la région a connu une accélération du processus de démocratisation pour certains pays et d'importantes réformes structurelles ont été mises en place par d'autres. Sans cette crise cela aurait été difficile à réaliser. La région renoue avec des taux de croissance qui sans être spectaculaires restent très satisfaisants selon la Banque Mondiale. N'empêche que des incertitudes planent toujours sur les systèmes financiers de cette région qui ont encore besoin de réformes fondamentales.

2.22 Conséquences politiques de la crise sur certains pays de la région

Dans certains pays, la crise a produit des conséquences politiques importantes et ce sont ceux là qui ébauchent une bonne sortie de cette crise. Dans d'autres, les résistances dans la classe politique entraînent sinon une stagnation, parfois des aggravations de la situation économique et sociale créant de graves tensions politiques internes.

Ainsi, en Thaïlande, la crise a permis une transition décisive qui conduit à une autonomisation plus grande du champ politique par rapport à la sphère économique et militaire. Depuis 1997, le pouvoir s'est stabilisé autour de la personnalité volontariste de Chuan Leekpai du Parti Démocrate qui a promulgué une nouvelle constitution, tenant compte des demandes exprimées au sein de la société civile depuis plusieurs années. Il a engagé des réformes de fond dans le domaine financier et mis en discussion ouverte le comportement de la classe politique thaïe et les pratiques du système politique national. Il reste toutefois freiné par un gouvernement de coalition fragile composé de six partis, et bloqué par une opposition

peu constructive et minée par la corruption et le clientélisme. La nouvelle génération arrive au pouvoir mais elle n'a pas réussi à déloger la vieille garde. La réforme des mentalités ne se fera pas du jour au lendemain.

Aux Philippines la démocratisation était engagée avant la crise. Les élections de 1998 ne l'ont pas remise en cause. La présidence de Joseph Estrada acteur de séries « B » n'a pas convaincu de ses capacités à réaliser les réformes qu'impose le ralentissement de croissance. Populiste, et démagogue, il n'a pas tenu les promesses qu'il a faites et s'est engagé sur la voie de la corruption qui a provoqué un soulèvement populaire et a fini par lui arracher sa démission. Le pays semble depuis revenir au calme mais il reste beaucoup à faire. C'est Gloria Macapagal Arroyo ex vice-présidente qui lui a succédé et beaucoup d'espairs sont fondés sur sa compétence et son honnêteté. À Singapour on assiste à un statu quo, les singapouriens redoutent les changements brutaux. Le gouvernement au pouvoir l'est depuis l'indépendance en 1965, celui du Parti de l'Action du Peuple ou PAP*. Il utilise la crise comme une opportunité pour resserrer les « rangs de la Nation » et éprouver les compétences de la seconde génération des dirigeants.

La Malaisie quant à elle devient un pays à risque politique élevé. Elle cumule le désordre économique et l'instabilité due à la transition politique. Mahatir, l'actuel Premier ministre de 72 ans, joue les dictateurs et refuse d'admettre l'émergence d'une nouvelle forme de conscience politique au sein de la population.

Le Cambodge s'enfonce dans le désordre et l'anarchie après les élections de juillet 1998 qui n'ont pas permis de débloquer la situation. La coalition entre le prince Ranariddh et Hun Sen (Parti du peuple cambodgien) n'a déjà pas fonctionné entre 1993 et 1997 et a fait l'œuvre de conflits personnels est encore en place à nouveau et ne peut que bloquer toute évolution notable. Hun Sen occupe actuellement la fonction de Premier ministre et le prince Ranariddh celle de président du parlement.

C'est le cas de l'Indonésie qui suscite le plus d'interrogations. La situation interne du pays continue de se dégrader sans qu'aucune mesure sérieuse ne soit mise en œuvre pour y remédier. Le gouvernement est à la fois dépassé par la rapidité des enchaînements des événements et est incapable de répondre à toutes les demandes contradictoires qui s'expriment d'un bout à l'autre de l'Archipel. Son instabilité est tellement importante que nul ne puisse prévoir ses conséquences.

Le Général Suharto était contraint d'abandonner le pouvoir : la double pression du FMI (avec lequel il a signé plusieurs plans de redressement entre octobre 1997 et janvier 1998) et de la population indonésienne qui attendait des solutions concrètes et immédiates, était contradictoire tout au moins à court terme. Le vice-président Habibie qui lui a succédé, ne dispose pas de la marge de manœuvre qu'il escomptait initialement par manque de légitimité populaire et le discrédit jeté sur l'Etat, faiblement connecté à une société civile dramatiquement touchée par la crise.

* PAP : People's Action Party.

Héritier de l'ère Suharto, personne n'attend de lui qu'il entreprenne des réformes de fond. Voulant donner des gages sur sa bonne volonté à la communauté internationale, il a effectué un volte-face complet fin janvier 1999 sur la question ultrasensible du Timor Oriental en exprimant sa volonté d'aboutir à un règlement rapide de cette crise. Il a concédé des gestes importants, comme l'allègement des effectifs militaires présents sur l'île de 10% et la reprise des négociations sous l'égide de l'ONU ont abouti à la tenue d'un référendum d'autodétermination fin Août 1999. L'annonce des résultats de ce référendum en faveur de l'indépendance de l'île, a déclenché des événements d'une rare violence de la part des milices pro-indonésiennes très probablement appuyées par l'Armée. Depuis, la situation politique n'a cessé de se dégrader dans le pays et la situation économique d'empirer. Les règlements de compte de l'ère Suharto commencent et Habibie obligé de partir pour céder sa place à Abdurrahman Wahid élu le 20 octobre 1999. Ce dernier dispose dans le pays d'une aura due à sa position de lettré coranique, mais au niveau de l'Assemblée Nationale il n'est pas en position de force. Il n'a été élu qu'à 373 voix contre 313 pour son adversaire politique Megawati Sukarnoputri. Cette dernière occupe sur le mode de réconciliation nationale, le poste largement honorifique de vice-présidente. Wahid a l'expérience et le recul nécessaires pour assurer convenablement la présidence mais il pourrait paraître trop raisonnable pour agir dans un environnement devenu de plus en plus irrationnel. Certains groupes islamiques profitent de cette situation quasi-chaotique pour appeler à des rivalités ethniques ou des contestations politiques.

Seule évolution politique positive dans ce pays depuis la crise, le retrait de l'armée du jeu politique. Elle n'y apparaît plus comme un acteur central. L'ABRI (Forces armées indonésiennes) a encore un rôle déterminant à jouer mais dorénavant elle doit s'y employer en dehors de la sphère politique et économique. Ceci pose les problèmes de sa « reconversion » et celui des importants intérêts qu'elle détient dans le secteur de l'économie. L'Armée apparaît en Indonésie comme la plus grande victime de la crise. Outre son retrait de la scène politique, elle a perdu la confiance du peuple suite aux exactions dont elle était l'auteur aussi bien lors des soulèvements étudiants, que ceux survenus lors de la crise du Timor. Actuellement elle donne des signes de division interne, ce qui n'augure pas d'un retour dans l'immédiat sur la scène politique.

Ainsi, l'Indonésie paraît être le pays qui a le plus souffert des retombées de la crise économique sur le plan politique. Pour les observateurs qui suivent de près ce pays, il y a une impression de grande invisibilité à travers l'ensemble de l'Archipel. La communauté politique paraît indécise, elle est coincée entre des structures héritées, l'Ordre nouveau et les tensions qui s'accumulent. Rien n'étant sérieusement entrepris pour régler les problèmes et répondre aux aspirations à la fois mieux articulées, et de plus en plus vitales pour l'ensemble de la population. Le plus à craindre, est que ce vide politique pourrait être exploité par quelques « sauveurs providentiels »

susceptibles de tirer parti des évènements pour contredire l'ouverture engagée et dont certains signes commencent déjà à apparaître.

Telles sont les conséquences politiques que la crise, sans en être la cause directe, a fait éclater. En fait la crise a mis en évidence le consensus implicite entre les peuples et leurs gouvernants. Tant que le développement économique tenait le cap, une paix sociale était assurée même au prix de certaines « pratiques démocratiques » fort douteuses. La crise est venue briser ce pacte et la remise en cause de ces pratiques ainsi que des revendications latentes sont venues à s'exprimer, produisant les bouleversements politiques vécues par cette région.

2.23 Fragilité des alliances et les conséquences sécuritaires

Depuis 1967 et l'instauration d'une politique régional « de réconciliation », l'ASEAN avait réussi son pari de mettre de côté les conflits potentiels entre ses membres pour les inciter à ne s'attacher qu'à une dynamique de développement. En effet, sur ce terrain il y avait fort à faire.

La plupart des conflits ne datent pas de la crise mais ont été exacerbés par celle-ci. Ainsi, on connaissait l'existence de multiples différends, de multiples non-dits mais on s'attachait par principe à ce qui fonctionnait et requérait une attention particulière : l'urgence intérieure. La consolidation des trajectoires politiques et économiques, constituait pour l'ensemble des membres une priorité d'autant plus opérationnelle qu'elle autorisait le décollage économique et l'accès au jeu international. Cette priorité imposait une vraie retenue et a définitivement contribué à sécuriser l'Asie du Sud-Est, et à pacifier les relations entre pays de l'ASEAN. Tacitement « interdits de guerre » par ce pacte implicite informel, les pays membres avaient réussi à étendre cette logique à l'ensemble de la région.

La « fin » de la prospérité et le retour à l'instabilité politique ont-ils mis un terme à cette logique sécuritaire ? La recrudescence des réseaux illégaux (piraterie, trafic de drogues, contrebande...) fragilise les fondements de la sécurité nationale et profite du relâchement de la coopération régionale dans ce domaine pour étendre leur champ d'action. Sans aucun doute, la situation se détériore mais un risque de conflit régional reste une hypothèse improbable.

En apparence, il ne semble pas difficile d'accumuler les indices potentiellement belliqueux, en particulier parmi les trois membres du « noyau » de l'ASEAN : Singapour, l'Indonésie et la Malaisie.

La détérioration des relations entre Singapour et la Malaisie fournit la meilleure illustration de ce climat de tensions latentes, préjudiciable à la sortie de la crise. Le slogan « Prosper by neighbour » ou « prospérer par le voisin » indiquait bien l'étroitesse des liens entre ces voisins : investissements, échanges commerciaux, contacts humains...etc. Ce slogan en temps de crise est non seulement abandonné,

mais pourrait être reformulé : « Couler, mais avec le voisin ». Ainsi, les difficultés économiques, provoquées par la crise, ont réveillé des antagonismes et généré une succession de « mauvais coups » qui portent directement atteinte aux relations entre ces voisins. Dans cas actuel, ces coups proviennent majoritairement de Kuala Lumpur, qui victime de sa faiblesse à faire face à la crise, semble mal supporter la meilleure résistance de l'île-Etat aux turbulences financières. En août 1998, les Malaisiens ont fermé la bourse parallèle qu'ils avaient établie à Singapour. Pour y répondre, ce dernier obligea les travailleurs malaisiens à Singapour à verser les montants « d'épargne forcée » au Central Provident Fund immédiatement*. Disposition qui n'a jamais été appliquée auparavant. D'autres cas de rapports conflictuels similaires ont été nourris entre ces deux pays uniquement depuis que la crise économique a éclaté. Epreuves difficiles, où la rivalité économique et politique prend le dessus sur les synergies développées en période de prospérité.

Plus significatif encore, le désengagement des forces armées malaisiennes des exercices du FPDA (Five Power Defence Agreement)* et l'interdiction aux SAF (Singapore Army Forces) d'utiliser l'espace aérien malaisien. La détérioration du climat économique et de l'entente diplomatique, a considérablement empiété sur le domaine sécuritaire. L'option de l'usage de la force a été sérieusement envisagée par les deux voisins. Les populations quant à elles, expriment leurs inquiétudes. Des deux côtés de la frontière, elles ne partageaient pas spontanément les attitudes des politiques et évoquaient la force de leurs liens et leur « destinée commune ».

Un autre exemple, celui des relations entre la Malaisie et l'Indonésie, où les tensions dues au renvoi de milliers de travailleurs illégaux (40 000 à l'été 1998) d'Indonésie, ont pris des tournures de règlement de comptes personnels entre les autorités politiques des deux pays qui ont frisé l'ingérence dans les affaires internes. Entre ces deux protagonistes, soutenant Mahathir bien malgré elles, les autorités de Singapour ont beaucoup de mal à assumer leur choix de neutralité. Comme des différends antérieurs les opposaient à la politique de Habibie autrefois ministre de la recherche, son accession à la présidence du pays les a sérieusement inquiétés. Ce dernier n'a pas hésité à traiter l'île-Etat de « petit point rouge » sur une carte et à critiquer la politique discriminatoire des forces armées singapouriennes envers les Malais*. Au delà d'une inquiétude diffuse mais palpable sur l'évolution des événements en Indonésie, Singapour craint la menace d'une « balkanisation » de l'Archipel qui aurait des répercussions immédiates et certaines sur sa propre sécurité.

Des problèmes ont également surgi entre la Thaïlande et la Birmanie à cause du renvoi des travailleurs illégaux (ils sont près d'un million en Thaïlande) et la

* Tout employé, local ou étranger, à Singapour est obligé d'épargner une part de son salaire auprès du Central Provident Fund.

* le FPDA se compose, comme son nom l'

* les Malais ne peuvent pas accéder aux plus hautes fonctions de commandement à Singapour.

constitution à Bangkok de groupes de soutien à la Ligue Nationale pour la Démocratie(opposants au régime de Myanmar).

L'étendue des mouvements sécessionnistes en Indonésie et l'effritement de l'autorité centrale sur les commandements militaires locaux, sont un exemple des dissensions internes surgies par suite de la crise économique.

Dans un autre registre, la rapidité avec laquelle la crise des otages de Jolo a pris son essor, trouve l'une de ses origines dans la division des pays de l'ASEAN face à ce problème. La Malaisie, tout comme de nombreux Indonésiens, fut partisane de la négociation à tout prix. Elle ne voulait sans doute pas aider sur ce terrain les Philippines, qui n'ont jamais abandonné leurs revendications territoriales sur le Sabah, voisin de Jolo. Manille (avec l'allié américain) et Singapour, se déclarèrent de leur côté, favorables à une intervention rapide et musclée.

Paradoxalement, la crise financière asiatique a d'un côté réveillé ici et là les démons de l'affrontement interne et de la guerre avec ses voisins, et de l'autre elle a poussé à une meilleure coopération régionale. Les difficultés économiques et leurs retombées ont aussi incité à promouvoir plus franchement une « communauté de sécurité ». Après avoir été victime d'une douzaine d'actes terroristes dans ses provinces du Sud, la Thaïlande a pu compter sur le soutien de Kuala Lumpur qui a extradé des représentants de ces mouvements vers Bangkok au termes d'un accord passé entre les ministres de l'intérieur des pays de l'ASEAN autorisant la poursuite des « criminels et trafiquants » au-delà des frontières nationales depuis décembre 1997. Singapour a confirmé sa volonté de coopération avec l'Indonésie en lui accordant un prêt de 5 milliards de dollars et en y envoyant des « aides humanitaires ». En fait, Singapour craint l'arrivée massive de réfugiés indonésiens et avait tout intérêt à stabiliser la situation sur place. Il en est de même pour l'accord de coopération militaire entre Singapour et les Philippines sur la formation et l'entraînement des troupes. L'analyse de ce qui a précédé, incite à penser que si la crise a provoqué des tensions caractérisées par l'usage répété des capacités de nuisance mutuelle entre ses membres ne dépassant pas généralement le stade gesticulatoire, elle a surtout alimenté un climat de méfiance qui a eu pour effet de retarder la convalescence régionale. En revanche, elle a aussi contribué à dessiner une esquisse à une coopération sécuritaire régionale, inexistante jusqu'alors.

D'autre part, même si on reste sceptique sur l'efficacité de l'ASEAN, il faut reconnaître qu'elle a contribué pendant trente ans à disqualifier le recours à la force en privilégiant systématiquement le dialogue sur la confrontation. Elle a toujours soutenu que le conflit armé, ne réglerait ni la question des réformes internes, ni celle du positionnement de ces pays vis-à-vis des enjeux internationaux : L'intérêt de l'Association semble être acquis. Lorsque les mécontentements populaires se sont manifestés, c'est à chaque fois contre des pouvoirs conservateurs et corrompus et non entre communautés différentes ou les pays limitrophes. Les quelques exceptions relevées, sont souvent savamment orchestrées par ces mêmes pouvoirs contestés.

Les débats sur la restructuration- explicitée plus haut- des espaces politiques dans ces pays, indiquent la mesure du bras de fer qui les travaille, au plan national comme au plan régional. Ces débats étaient inconcevables quelques mois avant la crise.

Alors qu'elle a placé les pays de la région face à de nouveaux défis et échéances incontournables, la crise a donné aux partenaires dans l'ASEAN, la mesure des interdépendances en positif comme en négatif. Ce qui affecte l'un d'eux a nécessairement des répercussions sur chacun des autres. Les questions du fonctionnement et des finalités du groupe ASEAN comme alliance régionale, ne peuvent plus être éludées. L'enjeu de la présidence singapourienne était d'utiliser ces secousses pour amener des changements « qui sont inéluctables », même si leur mise en œuvre nécessite, dans le contexte actuel, beaucoup de temps.

Partie III : Equilibre des forces dans la région

La croissance économique aidant, la majorité des pays de l'Asie orientale ont depuis un certain nombre d'années commencé à renforcer et à améliorer la qualité de leurs forces armées. La plupart de ces améliorations ont porté essentiellement sur les forces navales et aériennes, qui permettent de projeter les forces militaires dans une région où les distances sont grandes. Des commandes navales ou d'avions de combat importantes, sont en cours de livraison ou prévues en Chine, au Japon, en Corée du Sud, à Taiwan et dans une moindre mesure, même dans certains pays frappés par la crise. Les informations sur la force nucléaire chinoise ont été réactualisées et révèlent que les chiffres anciens concernant le déploiement de ces armes sont en deçà de la réalité.

On assiste donc à une redistribution des équilibres des forces dans la région. Celle-ci est caractérisée par ; des semblants de replis stratégiques des la part des deux puissances anciennement dominantes, d'une modernisation et renforcement de l'arsenal et des structures militaires chinoises ainsi qu'une sorte de course à l'armement, discrète ou manifeste de la part d'autres pays dont la position stratégique est sensible.

3.1 Les replis stratégiques

Les deux des puissances anciennement prépotentes dans la région semblent avoir accusé un recule stratégique.

La Russie s'accorde un répit stratégique à la faveur d'autres priorités : sa restructuration politique, économique et sociale.

Quant aux Etats-Unis, la réduction de leurs effectifs et du nombre de leurs bases ne traduit aucunement un désengagement de cette région à laquelle ils accordent beaucoup d'importance. Cette réduction quantitative est en fait compensée par la sophistication des armements et les possibilités d'interventions rapides et hautement efficaces. Outre un dosage dans leurs relations diplomatiques avec les protagonistes

régionaux, à la fois subtil, pragmatique et à la limite ambigu, ils ont changé plusieurs points importants de leur stratégie militaire.

3.11 La Russie ou une neutralité temporaire

La Russie s'applique à surmonter les tensions au sein de la CEI (Communauté des États indépendants) et ses propres instabilités politiques, économique et sociale. Elle concentre tous ses efforts sur la stabilité et le rétablissement de sa force nationale avant de s'atteler à la réaffirmation de son rôle sur la scène internationale. Pour le moment c'est sa sécurité nationale qui prime.

En abandonnant la politique de l'extension de son influence grâce à une présence militaire massive poursuivie par l'ex-URSS, la Russie a opté pour une stratégie défensive centrée sur la sauvegarde de son propre territoire. Elle fait donc des efforts pour apaiser les tensions en Asie Pacifique et favoriser la stabilité dans cette région, en réduisant graduellement ses forces situées en Extrême-Orient. Elle s'abstient d'intervenir dans les conflits militaires régionaux, réduit ses bases militaires et ses activités opérationnelles. Elle favorise aussi les échanges militaires avec d'autres pays et incite à l'organisation d'une sécurité collective pan régionale. Néanmoins, la Russie n'a pas changé son objectif principal de maintenir sa position en tant que puissance en Asie Pacifique, comme à l'époque de l'ex-URSS. L'évaluation du niveau des forces russes déployées en Extrême-Orient reste le même, avec des capacités d'intervention rapides, car facilement disponibles et capables d'être renforcées fortement et rapidement en cas d'urgence. Si la Russie se déleste de son encombrant arsenal hérité de la période soviétique, elle continuera à se concentrer sur le renforcement de forces militaires plus modernes dotées d'armements plus récents, afin de maintenir sa capacité militaire et préparer sa stratégie future. Ainsi, malgré une réduction des fonds de recherche et développement, un certain nombre de nouveaux avions sont prévus. Trois nouveaux chasseurs sont en développement (Mig-33, Su-35 et Type 701).

Face à l'élargissement de l'OTAN à des pays autrefois sous sa tutelle, la politique américaine de mise en œuvre du système national de défense anti-missiles (NMD : (National Missile Defence) et la position occidentale face au problème tchétchène, la Russie semble inquiète pour sa sécurité. En même temps, elle tente de freiner le monopole des États-Unis sur le système international par une coopération stratégique qu'elle essaie d'établir avec la Chine. Par ailleurs, elle s'emploie à renforcer les mesures de confiance dans le domaine militaire avec le Japon par l'échange annuel de visites au sommet et à travers des exercices militaires. Quant à la péninsule coréenne, elle s'efforce d'entretenir des relations équilibrées avec les deux Corées en suivant avec beaucoup d'intérêt l'évolution de leurs négociations. Pour que la Russie puisse surmonter ses difficultés actuelles, la stabilité régionale n'est pas seulement nécessaire. Elle est indispensable. La modernisation de son économie,

salutaire pour son maintien sur la scène internationale, est impossible sans des investissements étrangers massifs qui ne peuvent s'opérer que dans une région stable. Le retrait stratégique russe s'opère dans ce contexte et peut être interprété comme gage à la volonté de la Russie à maintenir une stabilité régionale et des rapports non conflictuels avec les pays occidentaux.

Un bémol cependant à cet optimisme. Elle veut se montrer sans concession pour sa sécurité même au risque de compromettre la paix dans la région ou en dehors de celle-ci, en abaissant le seuil de l'utilisation de l'arme nucléaire. Alors que le concept de sécurité nationale entériné par Boris Eltsine en 1997 ne prévoit le recours par la Russie à l'arme nucléaire que « dans le cas où le déclenchement d'une agression armée risque(ra)it de mettre en jeu l'existence même de la Fédération de Russie en tant qu'Etat souverain et indépendant », celui adopté en janvier 2000, précise que la Russie emploiera l'ensemble de ses forces, y compris ses moyens nucléaires, « si toutes les autres mesures pour résoudre une situation de crise ont été épuisées ou se sont révélées inefficaces ».

3.12 Les Etats-Unis : une présence moins agressive

D'une manière générale, les Etats-Unis se sont attachés à réduire les dépenses militaires à l'extérieur de leur territoire national en mettant en œuvre des opérations militaires plus économiques. Ils adoptent donc une nouvelle stratégie de sécurité qui cherche l'efficacité maximale des forces déployées grâce à une dépense plus rationnelle des budgets alloués.

En tenant compte de la nécessité d'entretenir le calme dans cette région tout en réduisant les dépenses militaires, les États-Unis diminuent l'importance des forces déployées dans la région et fixent les interventions jugées indispensables au contrôle de la situation militaire.

Ainsi, les Etats-Unis s'appuient sur le renforcement des forces rapides, équipées d'armes ultramodernes et qui peuvent être engagées instantanément dans un combat régional. Enfin, les systèmes de défense collective en collaboration avec les alliés locaux ne sont pas limités à une zone géographique précise. Les Etats-Unis réorganiseront ces systèmes de sécurité en répartissant les responsabilités et les rôles dans la défense stratégique entre les pays alliés.

A noter aussi que dans la perspective d'impliquer certains pays alliés de la région dans le projet NMD, les Américains témoignent de leur volonté, au delà de la protection avancée de leur territoire, de conserver dans cette région du Monde, une présence réelle mais moins voyante.

3.2 Modernisation des équipements militaires par la Chine

« La puissance militaire de la Chine ne peut découler que de sa puissance économique », « Une économie nationale développée nous facilitera bien des choses, quand la situation générale du pays se sera améliorée et qu'il sera devenu fort, il nous sera plus facile de fabriquer des bombes et des missiles, de renouveler les équipements de nos forces aériennes, navales et terrestres »*.

Telle était la vision de Deng Xiaoping pour privilégier le développement économique sur les considérations idéologiques pour pouvoir par la suite les renforcer. En effet, la Chine est en train d'en récolter les fruits en profitant de sa forte croissance économique actuelle pour moderniser l'Armée de Libération Populaire (APL).

Cette modernisation constitue une priorité pour la Chine et est conduite selon des orientations stratégiques clairement établies. Une augmentation du budget militaire a été annoncée l'année dernière par un Général membre de la Commission Militaire Centrale. La puissance militaire constitue pour la Chine un élément important pour son prestige d'abord et pour la perception de grandeur, mais aussi celle de menace potentielle qu'elle veut refléter. Une double dissuasion : intérieure, pour préserver son régime et extérieure, au cas où elle serait amenée à tenter de récupérer Taiwan par la force. Elle s'établit ainsi comme puissance régionale de l'Asie Orientale. Ses programmes de modernisation militaires s'inscrivent dans cette perspective.

L'APL est forte de 2.700.000 hommes, ses priorités de développement s'annoncent dans cet ordre : d'abord les missiles et sa force nucléaire, ensuite ses forces de projection dont la Marine occupe une place de choix et finalement ses moyens aériens et terrestres.

L'ordre des priorités de Deng Xiaoping dans la citation évoquée plus haut, est à peu de chose près celui de la modernisation des forces chinoises aujourd'hui.

3.21 Priorité aux missiles et à la force nucléaire

En matière de missiles, la RPC a développé le DF-31 qu'elle a essayé avec succès l'été 1999. D'une portée de 8000 km, il peut être muni de têtes multiples. Le DF-41, missile plus performant encore (12000 km) est en cours de développement. Elle continue aussi à développer des missiles à courte portée M9 et M11 dans la province de Fujian juste en face de Taiwan. Autant de signes de dissuasion vis-à-vis de Taiwan et de ses « protecteurs ». Les missiles balistiques de moyenne et de longue portée DF-15 et DF-21 sont en train de subir des améliorations substantielles notamment au niveau de leur radar et leur système de guidage, s'inspirant largement de ceux des Pershing II américains.

La Chine se trouve ainsi dotée d'une importante force de missiles stratégiques organisée sur 6 bases avec une base d'essai : Plus d'une vingtaine de lanceur de

* Deng Xiaoping, « L'armée doit servir les intérêts généraux du pays » Traduction de Madame Niquet Valérie dans « les fondements de la stratégie chinoise depuis : les orientations stratégiques en Chine après 1949.

missiles intercontinentaux, dont des DF-5A(CSS-4), plus d'une centaine de lanceurs de missiles balistiques de moyenne portée dont 20 de DF-4(CSS-3), 30 de DF-3A(CSS2), 50 de DF-21(CSS-5), une soixantaine de lanceurs de missiles balistiques de courte portée dont 20 de DF-15(CSS-6/M-9), une quarantaine de DF-11(CSS-7/M-11) et un sous-marin nucléaire lanceur d'engins « XIA » équipé de 12missiles CSS-N-3(JL-1).

Cet arsenal de missiles, autre que celui en cours de développement, fait de la Chine dans cette région du Monde, une puissance avec laquelle il faudrait dorénavant composer. Il a un pouvoir de dissuasion tel que tout engagement régional doit faire l'objet d'une sérieuse réflexion sur ses conséquences.

3.22 Développement de la Marine de guerre : une autre priorité

Le développement des capacités chinoises de projection en mer, constitue une priorité stratégique. Son ambition est de s'affirmer sur les océans de la même manière que les autres grandes puissances mondiales. On assiste d'ailleurs à une évolution de sa stratégie maritime traditionnelle sur laquelle on reviendra dans la partie IV de ce mémoire. Pour cette raison, la Marine occupe une place de choix dans la modernisation de l'appareil militaire chinois et ne cesse de progresser depuis les années 80. Au début des années cinquante, même durant la guerre froide, la mission de la Marine chinoise se limitait à la défense du littoral contre toute agression possible. Ses responsabilités actuelles sont beaucoup plus élargies : la sauvegarde de la sécurité nationale et l'intégrité territoriale, résistance à une éventuelle invasion par la mer, la défense de la souveraineté des eaux territoriales et enfin la sauvegarde des intérêts maritimes et la conduite de la politique de l'Etat.

D'un tonnage de 413.000 tonnes, elle occupe le quatrième rang mondial derrière la Marine américaine, britannique et russe. Elle se place devant les Marines ; japonaise, française et indienne. Elle est composée de sous-marins, de bâtiments de combats, de bâtiments de soutien, d'une aéronautique navale et de forces de débarquement.

Sa force sous-marine est composée d'un sous-marin lanceur d'engin(SNLE), de cinq sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et d'une centaine de sous-marins classiques. Le SNLE est armé de 12 missiles CSS-N-3 (Julang-1-) de 4.500km de portée. Les SNA sont du type Han déplaçant 5.000 tonnes et armés de missiles C801 de 45km de portée. Quatre sortes de sous marins classiques : 1 type Wuhan ou ancien Roméo, 4 type " Kilo" achetés à la Russie en1995 et 1998, 2 type "Song" construits en Chine et 64 type "Roméo" achetés en Russie.

La force de surface est constituée de 21 destroyers, de 41 frégates et de quelque 350 patrouilleurs. Les destroyers sont relativement récents comme les deux Sovremenny achetés en Russie, les deux Luhu et le Luhal. D'autres le sont moins

comme les Lüda. Parmi les frégates, une dizaine sont porte-hélicoptères. Sur les 350 patrouilleurs, 93 sont lance-missiles et 16 lance-torpilles. Elle dispose également de 150 dragueurs de mines.

Sa force de projection est importante et ne cesse de s'améliorer. Elle comprend une vingtaine de LST type Yuting (récent), une quarantaine de LSM, de 275 LCU(dont 230 en Réserve), 10 LCAC et plusieurs autres engins de débarquement. Les bâtiments auxiliaires sont au nombre de trois pétroliers ravitailleurs d'escadre, une soixantaine de ravitailleurs côtiers et un grand nombre de navires à usages divers.

L'aéronautique navale comprend 600 appareils, dont 380 intercepteurs, 70 avions d'assaut, 80 bombardiers légers, 20 bombardiers moyens, 13 avions de patrouille maritime et 36 hélicoptères.

Le personnel de la Marine est de 260.000 hommes dont 25.000 pour l'aéronautique navale, 25.000 pour la défense côtière et 7.000 fusiliers marins, tous formés dans de nombreuses écoles relevant de la Marine. Il y a lieu de relever aussi que la formation actuelle accorde beaucoup plus d'importance à l'aspect professionnel qu'à l'aspect politique, comme par le passé.

Les perspectives d'avenir sont déjà définies, mais dépendent de la capacité de la Chine à soutenir sa croissance actuelle. Elle se lance comme défi de poursuivre sa modernisation pour ne pas se laisser distancer dans le développement militaire mondial en gagnant la guerre « high tech » par l'entrée en service de nouvelles unités : un nouveau type de SNLE (qui sera doté du nouveau missile Julang 2 mirvable de 7.500km de portée aux alentours de 2005), un nouveau type de SNA, d'autres ; sous-marins classiques(type Kilo, Song ou Ming), destroyers Sovremenny ou Luhai modifié, des frégates Jinagwei, LST Yuting de 3.800 tonnes et des Su-30 pour l'aéronautique navale. L'intérêt de la Marine chinoise est avéré pour deux porte-avions, mais officiellement elle ne l'annonce pas.

3.23 Forces aériennes et terrestres

Les forces aériennes chinoises ne constituent une réelle menace, ni pour les Etats-Unis, ni pour la fédération de Russie ni même pour les voisins asiatiques de la Chine. Cette situation n'est pas prête à changer dans un futur proche. Elle fait l'objet d'une réflexion stratégique intense quant à son utilisation, compte tenu ; du manque de fonds nécessaires pour entreprendre des programmes de modernisation à l'instar de la Marine, de problèmes de logistique et de maintenance ainsi que des problèmes d'entraînement de ses pilotes. Technologiquement parlant, il n'y a pas de structures valables pour développer ou réaliser des systèmes d'armes aériens modernes. Toutefois, quelques acquisitions d'avions « nouvelle génération », seront réalisées durant les dix prochaines années. Ni leur nombre, ni leur qualité ne seront en mesure de redéfinir l'équilibre régional en matière d'armement aérien en faveur de la Chine. L'armée de l'air chinoise, est quantitativement la troisième du monde. Elle a

commencé à renforcer sa flotte d'avions de combat et de bombardiers au début des années 80 par un transfert sélectif de haute technologie d'Israël, de la France, d'Italie et de la Grande-Bretagne. De même, qu'elle a commencé à se procurer des avions de combat modernes et leur technologie de construction au début des années 90 auprès de la Russie et devrait devenir la plus puissante aviation de la région aux alentours de 2010. Seulement, l'Armée de l'air chinoise, chargée d'assurer ; la défense aérienne, les attaques à longue distance et la suprématie aérienne en cas de conflit, a toujours éprouvé des difficultés à s'en affranchir. Le retard technologique, accusé dans la modernisation de ses appareils est dû aux restrictions de transfert technologique imposées par les industriels d'armements occidentaux et russes. Cette situation n'a commencé à changer qu'à partir des années 80, lorsque certaines firmes occidentales(surtout israéliennes) et russes, ont accepté de lui transférer clandestinement et contre paiement cash en devises fortes, des industries sensibles d'armement. C'est alors qu'elle a commencé à identifier ses vrais besoins pour constituer une force plus efficace. Des bribes de réflexion interne sur une stratégie moderne (indépendante de celle de l'APL) de son emploi, ont commencé à se développer. Cette réflexion s'attache beaucoup au développement d'une force de réaction rapide, laquelle peut appuyer les objectifs politiques de la Chine dans une guerre limitée et à proximité de ses frontières. Les obstacles qui entravent le développement efficace de l'armée de l'air chinoise et pour lesquels de nombreux analystes qui suivent son développement, se sont convenus, pourraient se présenter comme suit :

- Manque de saut technologique en matière de construction aéronautique,
- L'industrie aéronautique est incapable pour le moment de concevoir et construire des avions modernes et en nombre important,
- Un système de maintenance et de logistique défaillant : les avions de combats chinois ne peuvent effectuer qu'un vol tous les quatre ou cinq jours,
- Un système de contrôle et de commandement rudimentaire,
- Une reconnaissance aérienne non performante doublée d'une faible capacité de détection et de destruction d'une défense anti-aérienne ennemie,
- Un entraînement du personnel inadapté,
- Un système mal structuré qui étouffe toute initiative personnelle et n'arrive pas à faire bon usage des possibilités déjà disponibles ;

Il n'y a nul doute que l'armée de l'air chinoise mène une dure bataille dans ses efforts à se perfectionner. Aussi, continuera-t-elle à remplacer ses vieux Jianjiji-6s avec les Jianjiji-7s, Jianjiji-8s et avec quelques modèles étrangers. A vrai dire et malgré ces efforts, l'armée de l'air chinoise ne sera probablement pas, en termes de capacités relatives, à l'horizon des dix prochaines années, très différente de ce qu'elle est actuellement. Quelques améliorations commencent à voir le jour ou seront bientôt apportées, en l'occurrence, les capacités de ravitaillement au vol, l'acquisition d'avions de détection avancée (AWACS), et une légère augmentation du nombre d'avions multi-rôles.

L'armée de l'air chinoise semble identifier tous ses problèmes et tend d'améliorer progressivement ses performances. En outre, s'il a été constaté une montée en puissance de la réflexion sur le rôle que pourrait jouer la force aérienne pour appuyer la politique nationale en matière de sécurité, mais il y a peu de chance que celle-ci devienne une entité autonome par rapport à l'APL.

A travers un mélange de stratégie improvisée et délibérée, la Chine est en mesure de se doter aux premières décades de ce siècle, d'une force aérienne qui pourrait assumer les ambitions du Parti Communiste.

Sont déjà entrés en service, les nouveaux « Chengdu », avions de combat multi-rôles (J-10), les FC-1 de défense anti-aérienne multi-rôles et de frappes tactiques, quelques 130 SU27MK et 30SU-30M (avions de combat éloigné), les HONG-7 (B-7) chasseurs bombardiers avec possibilités de transport et de largage d'armes nucléaires et finalement trois types d'avion de transport.

Son effectif est de 420.000 hommes dont 220.000 pour les forces stratégiques comprenant 160.000 appelés. L'Armée de l'air chinoise est répartie en sept régions militaires, quatre quartiers généraux de l'état major, 33 divisions et plusieurs régiments.

Quant à l'armée de terre, elle a un effectif approximatif de 2.300.000 hommes, la plus importante armée du monde du point de vue numérique mais reste faible côté puissance de feu et mobilité d'une manière générale. Depuis 1985, pour la modernisation de ses forces armées la Chine a opté pour la réduction de son volume, son organisation et sa réorientation. Il est pratiquement établi que le format final de l'armée de terre, ainsi que sa nouvelle organisation en « groupes d'armées » comprenant infanterie, artillerie, blindé, génie...etc, est déjà atteint. Sur les 24 « groupes d'armées », la plupart ont des unités d'élites dites « Unité d'Action Rapide ». Il y a également une force de 7.000 fusillés marins projetables. Ces formations sont équipées d'armes très sophistiquées (relativement aux autres) et sont réputées avoir un haut niveau d'entraînement. Leur efficacité souffre d'une faiblesse de taille : l'insuffisance et l'inefficacité des moyens de regroupement d'urgence. Si ces unités de choc sont en opération à la mer de Chine de sud par exemple, leur petit volume, leur éloignement les unes des autres, poseront beaucoup de difficultés à les regrouper s'elles doivent participer d'urgence à une opération d'envergure comme l'invasion de Taiwan. Ce qui limite beaucoup leur potentiel.

La méthode adoptée actuellement par l'armée de terre chinoise dans le cadre de ses restructurations est celle dite de « toy brike style » ou spécialisation sectorielle des groupes d'armées. Les groupes d'armée numéro 38 et 39 par exemple, sont en train de développer et performer leur rapidité d'intervention alors que le groupe armé N° 13 concentre ses efforts sur l'entraînement de combat en montagne. Il est à préciser aussi, que l'armée de terre chinoise possède actuellement sa propre aviation et ses milices. En même temps quelques nouvelles formations sont entrain d'être mises sur

piéd à partir de celles qui ont été dissoutes. On assiste également à une augmentation en nombre des divisions(mécanisées, anti-aériennes, anti-chars et autres).

En définitive, quelque huit groupes d'armées seront réduits en volume avec élimination de leurs composantes motorisées et les dividendes de ces réductions financeront l'achat de matériels plus modernes. Les effectifs sont passés de 2.300.000 à 1.800.000 hommes en l'espace de quatre ans. D'autres réductions sont programmées pour la prochaine décennie.

Pour terminer, notons que les relations entre le Parti Communiste et l'Armée Populaire de Libération ont évolué. Le renouvellement des générations au sein du Parti et de l'APL a réduit les interventions de l'armée dans la politique intérieure. De plus en plus, l'APL se présente comme une entité distincte du parti. Le professionnalisme, qu'incarne le slogan «remporter la prochaine grande guerre hautement technique », est l'objectif de la modernisation que cette armée s'est fixée et s'attache à suivre. Ce qui permettra de devenir la gardienne de la sécurité nationale, après avoir été l'instrument de la révolution. Par ailleurs, elle ne dispute pas au Parti son autorité en matière militaire et voit plutôt un avantage à le protéger. L'interaction entre les militaires et la troisième génération de dirigeants du Parti est particulièrement révélatrice. Au cours de la dernière décennie, l'armée s'est débarrassée du joug des hommes forts du régime, ce qui lui a permis de jouir d'une autonomie accrue dans la gestion de ses affaires. C'est pour cette raison surtout que l'APL accepte les actuels dirigeants civils du Parti. Cette évolution n'exclut pas que l'armée adopte une attitude ferme en ce qui concerne la sécurité nationale. Les efforts de professionnalisation pourraient la détourner des préoccupations intérieures. La mission prioritaire — préserver les intérêts nationaux — pourrait donner aux missions extérieures de l'APL une apparence d'agressivité, notamment pour reconquérir les territoires perdus. Tel est le cas pour la question de Taiwan où l'APL n'engagera pas une action à travers le détroit sans l'approbation du Parti, car celle-ci ne servirait ni ses intérêts ni ceux de la Chine. Pourtant, son évaluation de la situation géostratégique diffère de celle des dirigeants civils. Les deux parties reconnaissent la nécessité d'accroître les efforts pour donner aux militaires les moyens d'agir. Toutefois, alors que le pouvoir politique envisage la possibilité d'une paix prolongée, l'armée évalue le pire des scénarios pour exiger de nouveaux moyens. Pour l'heure, il n'y a pas eu de désaccord majeur, mais ceux-ci pourraient surgir en période de crise. Le Parti devra alors se rallier aux côtés des militaires, s'il ne veut pas être accusé de trahir les intérêts nationaux. L'armée chinoise pourrait ainsi, à l'avenir s'affirmer davantage dans ses missions extérieures.

3.3 Course aux armements dans d'autres pays

D'autres pays de cette région se livrent à ce qui a été convenu d'appeler une course à l'armement. Fort inquiétante dans certains de par son agressivité et le contexte général dans lequel elle se déroule comme c'est le cas en Corée du Nord. Plus discrète dans d'autres et pourrait cacher un repositionnement stratégique à moyen terme, le cas du Japon. Dictée par des impératifs purement défensifs mais reste inadaptée aux données réelles de la menace en l'occurrence à Taiwan et dans les pays de l'ASEAN. Cette course compréhensible pour sauvegarder la sécurité nationale, lorsqu'elle est considérée sous un angle national, ne contribue pas nécessairement à la stabilité régionale, lorsqu'on la considère dans son ensemble.

3.31 Développement des missiles "Taep'o-dong" par la Corée du Nord

Le développement par la Corée du Nord de la génération de missiles « Taep'o-Dong » a une double utilité pour ce pays. La première, exercer un chantage militaire sur la Corée du Sud, le Japon et les Etats-Unis. La seconde, détourner l'attention de son opinion publique sur la faillite de son régime communiste et totalitaire qui a conduit la population à un stade de misère dramatique.

En effet, jusque dans les années 80, la Corée du Nord pouvait effectivement être considérée comme un Etat terroriste ou « rogue state », sans constituer une véritable menace militaire ou nucléaire. En mai 1993, elle a procédé à titre d'essai, au tir de trois missiles balistiques (d'une portée de 650km) en mer du Japon. Mais ce sont les évolutions récentes qui sont porteuses d'inquiétudes. Les essais du missile balistique « Taep'o-dong 1 », d'une portée de 1000 km qui a survolé la région d'Osaka au Japon le 31 août 1998 avant de s'abîmer dans le Pacifique, ont été pris très au sérieux. En effet par ces essais, la Corée du Nord a prouvé sa capacité de menacer le Japon. Même s'elle n'est pas encore capable de produire l'arme nucléaire sur laquelle il continue à mener des recherches, elle peut dès à présent prétendre mener une guerre biologique ou chimique. C'est de plus un pays dont les forces armées, fortes de 1.130.000 hommes (la deuxième après la Chine représentant près de 10% de la population), comptent près de cent mille hommes appartenant à des troupes spéciales, dont les missions et les équipements restent largement méconnus, en dehors de l'appartenance d'une partie, aux services de renseignement et à la force sous-marine. En outre ; elle possède 1000 missiles SCUD moyenne portée et 4200 chars. Enfin, ce pays refuse de signer de nombreux traités en matière de contrôle nucléaire et n'en applique pas les restrictions. Le Conseil de Sécurité a demandé dans ce cadre des sanctions économiques qui n'ont pas été infligées.

Le 28 juillet 2000, les Etats-Unis ont eu vent des préparatifs de la Corée du Nord pour expérimenter la dernière génération de ses missiles, « Taep'o-dong 2 », apparemment d'une portée supérieure à 7000 km, donc pouvant atteindre le territoire américain. Ils ont alors repositionné deux Porte-avions nucléaires et divers bâtiments

d'observation pour suivre cet essai. Parallèlement, et en accord avec la Corée du Sud, ils ont octroyé un prêt de 5,6 milliards de \$ à la Corée du Nord pour l'inciter à renoncer à cet essai, ce qu'elle a accepté de faire.

Toujours est-il que ces essais augmentent la tension dans cette région et en menacent la sécurité.

Les États-Unis ont une attitude plutôt conciliante sur les questions des missiles et du nucléaire en Corée du Nord. À l'arrière-plan de cette politique d'indulgence, il semble qu'il y ait non seulement l'intention de vouloir transformer la Corée du Nord en pays stable, mais aussi la volonté politique de contrôler à longue échéance la Chine et le Japon. Orienter la Corée du Nord vers un système qu'ils maîtrisent permettrait aux États-Unis de brider d'éventuelles velléités hégémoniques chinoises et japonaises.

3.32 Le Japon : un armement discret

Une ascension militaire silencieuse. L'analyse de l'armée japonaise et la doctrine officielle, permet de mettre en avant une situation paradoxale :

Depuis 1954, année où les forces armées japonaises ont été recrées jusqu'à la fin de la guerre froide, la défense du Japon s'est structurée autour de trois axes : L'existence d'un ennemi identifié : l'URSS, d'un allié exclusif : les États-Unis et de ressources budgétaires abondantes grâce au développement économique. Si l'ennemi s'est effondré, le Japon bénéficie encore du soutien militaire américain sur lequel il repose depuis la fin de la guerre et est tenu par conséquent d'aligner sa doctrine militaire sur celle des États-Unis.

Tout en continuant à prêcher une politique militaire d'autodéfense, le Japon maintient sa politique de sécurité orientée vers l'augmentation de son rôle actif dans les domaines politique, économique et militaire. Cherchant à occuper une position internationale en tant que puissance, il cherche à devenir un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans ce cadre, il offre son aide financière et militaire pour favoriser le renforcement de la sécurité internationale. Il multiplie la participation de ses forces d'autodéfense aux opérations de maintien de la paix et déploie beaucoup d'efforts pour l'établissement d'un système de sécurité et de coopération multilatérale visant à prévenir les conflits régionaux. D'un autre côté, il cherche à renforcer ses capacités militaires afin de rendre sa défense indépendante le cas échéant et avoir la possibilité de contrôler des crises.

Il suit alors une politique d'armement soutenue mais discrète pour ne pas susciter la méfiance des pays voisins. Il élargit peu à peu son rôle militaire par un renforcement qualitatif mais aussi quantitatif de ses forces en mettant à l'avant, comme pour rassurer, les trois principes constitutionnels de non-nucléarisation (pas de production, pas de possession et pas d'introduction). Mais les chiffres sont éloquentes. Avec un budget de défense de 47 milliards de dollars, le premier de la région et le

second dans le Monde, représentant 1% du PNB et en hausse de 15% sur la décennie, (dépassant ceux de la France et de la Grande Bretagne réunis) et une armée de 236 000 hommes, le Japon se démarque de ses voisins par son avance technologique importante. La menace brandie de la Corée du Nord (attisée par les tirs d'essai de missiles) a poussé le pays à se doter d'un dispositif anti-missiles basé sur ; Des batteries de missiles Patriot, d'avions radars AWACS et d'un projet de Théâtre spatial de défense (actuellement en phase de réalisation). En outre, le Japon projette de se doter d'un porte-avions, de ravitailleurs en vol et compte moderniser sa flotte sous-marine. La flotte japonaise actuelle est la deuxième de la région (après celle des Etats-Unis) et la 4^{ème} du monde. Elle ne cesse de se renforcer par l'acquisition de croiseurs lance-missiles de 7200 tonnes, d'engins de débarquement et autres équipements. Enfin, l'industrie de défense japonaise est techniquement la plus avancée de la région et fabrique en pleine autonomie ; 100% de ses blindés, de son artillerie et de ses armes légères, 90% de ses navires, 75% de ses avions et 55% de ses missiles.

Sa politique militaire repose sur deux grands piliers : la capacité des forces d'autodéfense et le système d'opérations combinées nippo-américains. En maintenant les relations de l'alliance avec les Etats-Unis au travers de la «nouvelle déclaration américano-japonaise» et du «principe de la coopération de la nouvelle défense américano-japonaise », le Japon veut élargir, à long terme, son rôle politico-militaire dans la région par le renforcement de sa technique de pointe.

3.33 Taiwan : une armée surdimensionnée

Le conflit entre la Chine et Taiwan s'alimente de la croissance économique des deux « Chines »qui leur permet d'augmenter le potentiel de leurs forces armées.

Taiwan, compte tenu de sa superficie, sa population et son contexte géo-startégique, possède aujourd'hui une armée de 376 000 hommes(17% de la population), d'un budget de 11 milliards de dollars, soit plus de 4 % de son PIB (273 milliards de dollars)* paraît surdimensionnée.

Les programmes militaires taiwanais majeurs traduisent sa volonté à dissuader et si c'est nécessaire, s'opposer à une agression chinoise. Ainsi, les forces terrestres qui sont disposées à 80% sur l'île même s'entraînent en permanence à faire face en priorité à une éventuelle invasion.

Depuis 1997, elles mènent une restructuration ambitieuse visant à améliorer leurs capacités opérationnelles et celles de réaction rapide.

L'acquisition des équipements cible des matériels très performants : 450 chars M-60 A3 (en cours d'acquisition), 68 hélicoptères (42 AH-1W et de 26 OH-58D Kiowa de reconnaissance)ou encore des missiles de défense sol-air.

* Chiffres présentés après comparaison entre « l'état du Monde 2001 » et « l'Année stratégique 2001 ».

En matière de missiles, les forces armées taiwanaises ont mis en œuvre le MADS (Modified Air Defence System), la version améliorée du système d'armes Patriot américain (le Tien Kung) et possèdent des missiles Chieng Feng, pouvant véhiculer des têtes chimiques.

L'aviation taiwanaise possède 300 avions de quatrième génération (c'est à dire principalement armés de systèmes de tir au-delà du champ visuel et de missiles actifs) et ses munitions sont de grande qualité (les AA-11 ARCHER et AA-10 ALAMO).

Ses 150 F-16 d'origine américaine armés d'AIM-7M SPARROW SAR, de AIM-9P4 et de AIM-9S, ses 130 avions de chasse de conception nationale de quatrième génération et ses 60 Mirage 2000-5 équipés de missiles MICA, à radar actif, et de missiles air-air MAGIC à autodirecteur infrarouge en sont le témoignage.

En outre, son système d'Air Defence Early Warning est déjà opérationnel et forme un ensemble homogène avec ses appareils de combat et son réseau de missiles sol-air.

La marine taiwanaise est elle aussi en pleine évolution. L'acquisition de sous-marins est une des ses plus hautes priorités pour renforcer ses deux sous-marins de conception récente (ZVAARDVIS, de fabrication hollandaise). Sa flotte de surface a récemment été renforcée de frégates très modernes : les « Lafayette », des frégates dérivées des Perry américaines et les Knox, alors que celle-ci compte déjà de nombreux bâtiments.

Enfin, les experts considèrent qu'elle possède potentiellement la capacité de développer l'arme nucléaire à partir de son savoir-faire civil.

Ses accords de défense avec les Etats-Unis (Taiwan Relations Act) et son intégration dans le programme « TMD » au même titre que le Japon et la Corée du Sud assurent la protection de Taiwan sans laquelle l'île serait depuis longtemps récupérée par la Chine malgré son armement.

Sa situation politique et stratégique semble encourager son armement de façon aussi massive. Mais la protection américaine, motivée par la nécessité géopolitique de ne pas voir l'île se rallier au continent, avec tous les bienfaits économiques, technologiques, financiers et autres qu'elle pourrait lui apporter, relativise la pertinence d'un tel arsenal qui semble disproportionné par rapport aux données réelles de sa situation.

3.34 Les pays de l'ASEAN : armements et coopération militaire

Alors que les schémas occidentaux étaient encore brouillés par les développements radicaux survenus dans le bloc de l'Est et le manque de visibilité qui a précédé la fin de la guerre froide, les membres de l'Asean multipliaient déjà leurs initiatives diplomatiques (discours sur les « valeurs asiatiques », proposition d'un

Comité économique de l'Asie de l'Est (EAEC), ...[[[]]. En essayant de modeler une géopolitique novatrice, ils cherchaient d'abord à se positionner dans le nouveau contexte mondial et à réduire leur dépendance à l'égard de circuits traditionnels. A la même période, ils ont commencé à améliorer leurs capacités militaires. A partir des années 1987-1988, on note, en effet, une augmentation régulière des budgets de défense dont les objectifs annoncés sont de moderniser les appareils militaires, d'améliorer le niveau opérationnel des troupes et de compenser le retrait des forces américaines des bases philippines par la suite(1992-1993). Pour la seule période 1994-1996, les dépenses de défense pour les pays de l'Asean, à l'exception du Vietnam, ont crû en termes réels de 7 % pour atteindre 22 milliards de dollars en 1996. L'Indonésie et la Thaïlande (pour 700 millions de dollars chacun), Singapour (400 millions) et la Malaisie (350 millions) étaient parmi les onze premiers importateurs d'armes au monde. Sauf pour Singapour, ce développement, souvent désorganisé, mal planifié et peu coordonné, s'est opéré dans une certaine incohérence, entretenue par une corruption endémique et la priorité accordée au prestige(par rapport aux voisins) au détriment de l'efficacité.

L'impression qui prévaut au milieu des années quatre-vingt-dix est celle du désordre, de course en avant sans véritable réflexion stratégique. Ainsi, après avoir vertement critiqué l'accord signé en 1990 entre les Etats-Unis et Singapour (accord qui devrait trouver une plus grande efficacité avec la mise en œuvre en 2001, de la base navale de Changi), la Malaisie et l'Indonésie s'engageaient à leur tour dans des accords avec Washington (1994). En outre, même si la coopération bi ou trilatérale se confirmait entre les membres de l'Association, ceux-ci refusaient toujours une structure de sécurité. Sur le fond donc, même si l'ASEAN renforçait son assise diplomatique et sécuritaire, aucun progrès véritable n'était enregistré dans la coopération militaire. l'Asean restait un cadre polyvalent capable de satisfaire les intérêts modulables de chacun des partenaires, sans orientation précise vers une dynamique stratégique véritablement régionale.

Au lendemain de la crise de 1997, cette situation a empiré et des tensions réelles à la limite de la confrontation ont commencé à apparaître entre ses membres comme cela a été décrit plus haut. La conjoncture générale n'y étant pas « favorable », aucun conflit franc n'a éclaté.

Dans la plupart de ces pays, la gestion quotidienne des affaires publiques accorde la priorité à l'effort économique. L'arrivée au pouvoir de civils moins enclins aux dépenses militaires (notamment en Thaïlande et aux Philippines) confirme la baisse d'intérêt pour les questions purement militaires et une réorientation plus globale de la sécurité.

La réduction des capacités financières a entraîné une baisse des budgets militaires ce qui a eu pour conséquence la réduction des entraînements, la réduction de l'usage des matériels et l'annulation pure et simple de certains exercices importants. L'Indonésie par exemple a annulé toute une série de manœuvres conjointes avec ses

partenaires extérieurs. La Malaisie a annoncé au dernier moment qu'elle ne participerait pas aux exercices Stardex menés au sein du FPDA (Five Power Defence Agreement) sous prétexte que ses bases (notamment la base aérienne de Butterworth) ne seraient pas exploitables pendant cette période (1998). Les exercices conjoints Thamal entre la Malaisie et la Thaïlande ont été annulés en juin 1998. Sur le coup, certaines des réunions au niveau des états-majors ont été ajournées *sin die*. Enfin, les exercices Cobra Gold, qui se sont tenus en mai 1998 entre les forces thaïes et américaines, ont été financés occasionnellement aux quatre cinquièmes par les Etats-Unis. En Malaisie, non seulement les exercices deviennent rares mais les autorités ont demandé aux militaires de rester chez eux (ou à la mosquée) quand cela est possible. En Thaïlande, le commandant en chef des forces armées, le général Mongkol Ampompisit, a évoqué «la banqueroute de l'armée de l'air», car depuis près d'un an, les heures de vol sont limitées à deux par pilote et par mois. Le premier porte-hélicoptères acheté en Espagne, le « Chakri Naruebet » reste à quai quand il ne fait pas sa sortie mensuelle de 48 heures. Il n'a participé à aucun exercice annuel. Partout ailleurs, l'entraînement se limite aux seuls exercices de routine.

Par ailleurs, les commandes d'armement sont soit ; annulées - le cas le plus fréquent -, réduites ou reportées. Certaines commandes précises sont cependant maintenues. Ainsi, la Thaïlande a annulé la commande de huit F/A18 qu'elle avait passée à MacDonal Douglas en 1996. Djakarta suspend son projet d'acheter des sous-marins allemands et annule en janvier 1998 sa commande d'avions de combat SU-30 et d'hélicoptères Mi-17 russes, en dépit des propositions de troc soumise par les autorités russes. De même, les projets malaisiens de s'équiper d'hélicoptères d'attaque et de véhicules blindés sud-africains ont été gelés. Les commandes thaïlandaises de satellites de communications et de sous-marins, celles de corvettes et d'hélicoptères malaisiens, ainsi que l'achat de missiles et d'hélicoptères anti sous-marins indonésiens, ont été reportés. En revanche, Singapour a maintenu ses achats pour un peu plus de 6 milliards de dollars en 1997, les a même élargis aux hélicoptères d'attaque et s'intéresse à ce titre aux « Tigre » franco-allemands. Brunei non plus n'a pas remis en cause les commandes passées avant la crise. L'armée de l'air a reçu en 2000 des avions de combat légers Hawk 2000 de British Aerospace et la Marine quelques bâtiments de guerre. La Malaisie, l'Indonésie et les Philippines ont quant à elles, maintenu leurs commandes à l'usage de la sécurité intérieure. Pour lutter contre la piraterie et la contrebande qui se sont développées dans la région. La Marine philippine n'a pas annulé sa commande de patrouilleurs, des corvettes lance-missiles et des hélicoptères. L'armée philippine a initié en 1996 un programme de modernisation pour lequel elle a lancé en avril 1998 un certain nombre d'appels d'offres. La Malaisie continue à investir sur l'amélioration de son réseau radar de contrôle. Elle a toutefois réduit de 27 à 6 le nombre de patrouilleurs (classe Mexo) qu'elle avait commandés auparavant. Enfin, pour assurer des missions dans les provinces éloignées, l'armée de l'air a acheté des hélicoptères d'occasion. Elle a aussi

décidé de maintenir l'achat de seize avions de combat Hawk 2000 (pour un montant de 265 millions de dollars).

Dans certains pays les effectifs des armées sont également réduits : les forces armées philippines ont engagé sur 15 ans une baisse de 15 000 hommes (sur 65 000). L'armée thaïlandaise a annoncé une réduction de 75 % du nombre de ses généraux sur dix ans alors qu'ils étaient au nombre de 1400.

Avant la crise déjà, la coopération militaire entre les pays de l'ASEAN n'était pas des plus exemplaire. Les tensions qui sont survenues au lendemain de celle-ci et les méfiances mutuelles qui en ont résulté l'ont sérieusement éprouvée. D'un autre côté, cette même crise a mis en évidence, la nécessité d'une coopération en matière de sécurité, indispensable pour la stabilité régionale mais aussi pour assurer les sûretés nationales.

Partie IV : L'attitude américaine face au développement sécuritaire régional.

Face aux développements sécuritaires de cette région du monde, les Etats-Unis adoptent des attitudes diverses. Celles-ci sont marquées par une grande prudence vis à vis de la Russie, la Chine et la Corée du Nord, dont les politiques étrangères manquent de transparence. Une constante cependant : une politique d'engagement économique franche pour marquer leur volonté de faire de l'espace asiatique oriental, une région de stabilité et de prospérité qui leur sont favorables et qui profitent en même temps, à l'ensemble des pays de cette région. Cette architecture américaine élaborée selon les préceptes de « la nation indispensable »^{*}, n'est pas toujours du goût de ces pays. Ils tentent donc par des jeux ; d'alliances stratégiques, de démonstration de puissance, de chantages ou de reconsidération de leurs statuts, de montrer leur désapprobation quant à l'orchestration du système régional par une puissance venue d'ailleurs. Tout en restant attachés à la présence américaine dans cette région, les pays traditionnellement alliés aux Etats-Unis, craignent de par cette politique américaine d'engagement, des retournements d'alliances dont ils pourraient être les boucs émissaires. Ce qui explique probablement leur course à l'armement.

Les Etats-Unis semblent avoir fixé des priorités régionales selon le principe de « l'engagement sélectif » pour empêcher l'établissement d'un système « Uni-Multipolaire »[^] qui pourrait surgir d'alliances sino-russo-nippones. Les pays qui se sentent exclus de ces priorités ne cachent pas leur frustration. En fait, aucune ligne directrice claire ne semble actuellement pas présider à la mise en place d'un système

* Formule chère à Madeleine All Bright pour parler de la Nation Américaine.

^ D'après Samuel Huntington, « le choc des civilisations » où il soutient que l'Amérique ne sera pas longtemps, « une puissance solitaire ».

régional dans sa globalité. On a assisté à des comportements ponctuels répondant à des conjonctures précises mais ceux-ci ne peuvent constituer une attitude constante. Le changement de la politique américaine due à l'arrivée aux affaires des républicains ajoute considérablement à cette confusion.

4.1 Chine: menaces ou gesticulations

La réactualisation de la stratégie chinoise d'une manière générale et sa stratégie navale en particulier, le développement de ses forces armées, les incidents militaires notamment au détroit de Formose et en mer de Chine et l'irritation que montre la Chine quant à la présence américaine en Asie Orientale, inquiètent autant ses voisins qu'ils laissent vigilants les Etats-Unis. La politique déclaratoire qui accompagne ces développements, ponctuée de menaces à la limite de la provocation sème la perplexité dans les esprits. Jusqu'où peuvent aller ces menaces et quel crédit peut-on accorder à ces gesticulations ? La Chine est-elle actuellement en mesure d'aller jusqu'au bout de ces démonstrations ? Autant de questions à analyser pour essayer de décoder ces signaux et comprendre à travers eux, la portée des messages que la Chine veut transmettre.

4.11 La réactualisation de la stratégie navale chinoise

Avant d'aborder cette question, il est nécessaire de relater brièvement l'évolution de la stratégie chinoise dans sa globalité, ce qui l'a amené récemment à réactualiser sa stratégie maritime et à la privilégier*.

Juste après la révolution de 1949, la stratégie chinoise obéissait à une logique de sous développement économique. Celle de la guerre populaire, où le peuple chinois en armes, de par son nombre, sa détermination et la profondeur stratégique de son pays, résisterait pour la défense de son territoire, quel que soit le niveau technique des équipements de ses adversaires.

Durant les années 50 et suite aux désaccords sino-soviétiques, la Chine se retrouve dans un isolement profond et doit se défendre toute seule contre toutes « les forces impérialistes et hégémoniques qui la menacent ». Sa stratégie devient celle de la défense des frontières et l'idée de la guerre populaire, a glissé vers une guerre populaire dans des conditions modernes, comme complément du dispositif défensif militaire. Ses interventions en Corée et en Indochine s'inscrivent dans cette logique défensive et tentent de dissuader les Etats-Unis d'intervenir sur son territoire.

* Voir Niquet Valérie, « Les orientations stratégiques en Chine après 1949 », « Les fondements de la stratégie chinoise », Hautes études stratégiques, Institut de stratégie comparée, Ecole des hautes études politiques, Ed Economia ,1996.

Après les essais nucléaires réussis en 1964, la Chine reste dans sa logique de stratégie défensive mais avec un atout de taille, celui de « la dissuasion minimum », contre toute agression nucléaire de la part des Américains ou des Soviétiques.

A l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir, il procède à une politique d'ouverture à finalité économique. Après réévaluation de la position stratégique de la République Populaire de Chine, il a perçu à raison, l'absence de menace immédiate et l'a mise à profit pour restructurer l'armée populaire de libération (APL). Il a alors entrepris la rationalisation de ses forces en réduisant ses effectifs tout en les professionnalisant et commencé sa modernisation.

A la suite des événements de la place Tiananmen, où l'armée a joué un rôle répressif déterminant* en juin 1989 et la démonstration qualitative des forces par les occidentaux lors de la guerre du Golfe, il a accéléré cette modernisation des forces et des équipements de l'APL.

Avec l'implosion de l'Union Soviétique, se traduisant par la disparition de sa menace au nord de la Chine, le recul américain dans la région de l'Asie orientale et plus tard l'empêchement de l'Asie du Sud-Est dans sa crise financière et sociale, les ambitions chinoises sont devenues plus manifestes. Sa stratégie est passée de la logique d'intégration à celle de l'opposition. Elle s'est donc traduite par l'expression du passage d'une défense des frontières, à celle de la défense périphérique. En l'occurrence sa façade maritime englobant, Taiwan, les Archipels de la mer de Chine Orientale et Méridionale qu'il faut reconquérir et protéger. En conséquence, on assiste à une montée en puissance de ses capacités de projection et de la Force d'Action Rapide (FAR) pour se donner dans un premier temps les moyens de sa nouvelle politique et de s'imposer comme super puissance sur la scène internationale dans un second temps. Ce qu'elle ne peut réussir qu'en terme de puissance continentale. D'où la priorité toute particulière mais récente accordée à sa stratégie maritime qui devrait lui permettre de s'affirmer sur les océans comme les grandes puissances américaine et européennes en y affirmant sa présence et donc sa puissance. Il en découle le développement des moyens navals et ses forces de projection dont on a fait état au chapitre Pour Madame Niquet Valéry, spécialiste de la région, en particulier de la Chine, l'évolution de la stratégie navale chinoise constitue une étape vers la défense avancée des intérêts vitaux du pays dans une zone qui « s'étend en réalité à une première chaîne d'îles, (Di yi dao ian) qui, de l'archipel japonais à Bornéo en passant par Taiwan et les Philippines, inclut les mers de Chine Orientale et Méridionale. A plus long terme, la marine chinoise souhaite acquérir la capacité de se projeter dans le Pacifique jusqu'à une deuxième chaîne d'îles qui, des Mariannes à Guam, marque symboliquement la ligne de front ou de partage avec la superpuissance américaine »*.

* « L'armée a réussi son examen politique » avait déclaré Deng Xiaoping à l'issue de ces événements.

* « Fondement de la stratégie chinoise, les nouvelles missions de l'APL à la fin du XXème siècle », Hautes études stratégiques, Institut de stratégie comparée, Ecole des hautes études politiques, Ed Economica, 1996.

Il en découle donc un nouveau besoin stratégique maritime visant à développer des capacités de « défense de l'avant » pour protéger les voies de communication maritimes.

Jusqu'au milieu des années 70, la marine chinoise était encore très peu développée. Ce n'est qu'au début des années 90 que son développement et sa modernisation ont commencé à s'opérer et continuent à aller bon train comme on l'a détaillé plus haut.

La réactualisation de la stratégie maritime chinoise et sa traduction en terme de moyens navals ont donné lieu à un certain nombre d'incidents militaires dans la périphérie des frontières chinoises internationalement reconnues. Ces incidents sous forme de déploiement de forces ou interventions souvent fermes et parfois brutales, sont suivis de périodes d'accalmie et d'engagement de dialogues qu'on examinera dans le prochain chapitre.

4.12 Incidents militaires : Détermination ou sondage de réactions

Comme on l'a cité plus haut, l'intervention de la Chine lors du conflit de Corée en 1950 et de celui du Vietnam en 1960, avaient pour but de montrer aux Etats-Unis, sa détermination à ne pas admettre une quelconque intervention américaine sur le sol chinois.

La guerre sino-indienne de 1962, qui a débouché non seulement sur le retrait des forces indiennes du territoire chinois, mais leur poursuite par l'armée populaire de libération sur le territoire indien sur une distance de plus de 200 kilomètre, avant de regagner ses bases en Chine, signifiait fermement que la Chine ne tolérerait aucune incursion sur son territoire établi.

Les incidents sino-soviétiques de 1969, en pleine révolution culturelle quant à eux, marquent l'attachement de la Chine à ses principes idéologiques qui ne doivent souffrir d'aucune pression.

En 1974, la Chine a procédé à l'invasion des Paracels sur lesquelles elle avait proclamé sa souveraineté depuis 1958. Le Vietnam qui soutenait cette souveraineté commence à la contester depuis 1975, suite à la victoire du communisme au Sud. L'expédition ordonnée par Deng-Xiaoping dans ce pays en 1979, est une sorte de punition à cette « trahison ». L'offensive dans les Spartleys en 1988 qui s'est soldée par la perte de trois frégates vietnamiennes est un second épisode de cette punition.

Les évènements de la place Tienanmen de 1989 et la répression par l'armée de cette « insurrection », démontrait que le pouvoir de Pékin, légitimé par l'APL est intransigeant avec « les semeurs de trouble » et par conséquent, impose ses propres lois et n'admet pas celles des occidentaux, pas plus que leurs valeurs : droits de l'homme, abolition de certaines pratiques de justice expéditive...etc.

Longtemps après l'occupation par la Malaisie de trois récifs dans la partie méridionale des Spartleys au large de Sabah, et lorsque la nouvelle s'est répandue en 1983, une déclaration officielle chinoise publiée au mois de septembre, réitère la souveraineté de la Chine sur l'archipel, laquelle " ne saurait être violée sous aucun prétexte, par aucun pays " sans citer expressément la Malaisie ni donner une quelconque suite à cet événement comme on l'a indiqué plus haut.

En 1995, la Chine a procédé à l'occupation de l'île Mischief Reef dans les Spartleys. Les Américains y avaient leurs bases « Clark » et « Subic Bay » qu'ils ont abandonnées en 1992 et qui étaient jusque là considérée comme territoire philippin à part entière.

Le summum de la réaction était observé à la suite de la visite du Président taiwanais Lee Teng-hui aux Etats-Unis. Celle-ci était interprétée par Pékin comme un pas vers la proclamation de l'indépendance de l'île. Pour réagir, la Chine a déployé une impressionnante force navale de plus de quarante navires bloquant en partie la navigation dans le détroit de Formose et une vingtaine d'escadrilles aériennes. Quatre missiles surface-surface ont été tirés au large des deux principaux ports de l'île, Keelung(Nord) et Kaohsiung(Sud). En réaction, les Etats-Unis ont dépêché sur zone les deux porte-avions « USS Independence » et « USS Nimitz » accompagné de leurs flottilles, en déclarant qu'ils « respecteront leurs obligations » à l'égard de Taiwan. Ce qui a dissuadé Pékin à battre en retraite. Ce scénario s'est répété en 1999, lorsque le même Président taiwanais a répondu à la proposition chinoise « une Chine, deux systèmes » en évoquant la nécessité de « relations d'Etat à Etat ».

Il apparaît, à la lumière de tous ces incidents et de la façon dont ils ont été gérés par les autorités chinoises, que la stratégie chinoise est belle et bien construite autour du noyau du pouvoir politique avec comme priorité de défendre le territoire chinois actuel sans aucune concession, avec la ferme intention de récupérer les territoires périphériques que la Chine revendique dans un second temps. Cependant, sa réaction n'est pas la même qu'il s'agisse d'un événement ou d'un autre. Elle réagit différemment selon ses priorités et l'importance qu'elle accorde à l'événement, compte tenu de l'environnement général dans lequel l'incident s'est produit.

Ainsi, la Chine s'est montrée à la fois ferme et brutale à la suite de l'incursion indienne pour signifier qu'elle ne peut en aucun cas tolérer qu'on agisse sur son territoire de quelque façon que ce soit. Lors des incidents sino-soviétique et des événements de la place Tienanmen, elle a montré son grand attachement à ses positions idéologiques. Chaque fois qu'une remise en question de la souveraineté de la Chine sur Taiwan est ressentie, la réaction se fait immédiate et souvent d'envergure, pour montrer sa désapprobation et fixer les limites de telles actions. Toutefois, elle reste consciente de la limite de ses possibilités et des conséquences qui pourraient découler d'une escalade dans le détroit de Formose dans les conditions actuelles. Dans le cas où l'enjeu ne bénéficie pas d'une priorité particulière, la Chine marque le coup et incite au dialogue sans plus. On remarque aussi qu'à partir des années 1990, le

comportement chinois devient plus imposant qu'il ne l'a été auparavant, face à un même évènement donné.

En fait, on peut déduire de ce qui précède que la Chine a des priorités clairement hiérarchisées. Selon l'intérêt en jeu et sa position hiérarchique dans cet ordre, sa réaction peut passer de la simple allusion ou protestation verbale, à la gesticulation, la détermination, la pression ou l'action. En aucun moment, la Chine ne se départit de son sens de la mesure et de son souci à sonder, à chaque fois qu'elle avance d'un pas, les réactions des puissances concernées, surtout les Etats-Unis. En outre, la Chine insiste beaucoup sur sa volonté de dialogue pour la résolution des contentieux. Cette volonté se manifeste en fait, surtout face à ses revendications les plus contestées, comme celles de la mer du Sud. L'acceptation de la part de ses contestataires, légitime dans une grande mesure, ses revendications mal fondées. Ce climat d'incertitude ainsi entretenu, offre à Pékin une grande marge dans les négociations, face aux pays concernés. La protection américaine accordée à certains d'entre eux ne la laisse pas indifférente. La présence américaine dans cette région l'irrite à plus d'un titre mais elle doit s'en accommoder. Tout au moins pour le mo-

4.1.3 Comportement chinois vis à vis de la présence américaine dans la région

Depuis qu'elle a réintégré les grands circuits d'échanges internationaux et qu'elle s'est ouverte à l'économie de marché, la Chine s'est engagée dans un processus de développement qui jusqu'à présent, se poursuit avec succès. Forte de cette réussite économique qui a induit un développement militaire, l'ex-empire du Milieu a dorénavant soif d'une nouvelle respectabilité. La Chine, qui peut s'enorgueillir d'être l'une des plus anciennes civilisations du globe, veut désormais devenir la première puissance asiatique, voire mondiale. Ces ambitions hégémoniques, vont cependant à l'encontre des intérêts des États-Unis qui entendent bien maintenir leur prééminence dans la zone Asie-Pacifique. La suprématie américaine dans ce vaste espace régional s'appuie en particulier sur une présence militaire importante dans le Pacifique (flotte) et dans certains États protégés (Corée du Sud, Japon, Taiwan...). Pour que la pax americana ne soit pas remplacée par une pax sinica dans la zone, Washington a adapté ses relations avec l'allié japonais. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'aménagement de l'alliance nippo-américaine autorise Tokyo à apporter une assistance logistique aux forces américaines qui seraient engagées dans la région. Ce compromis a été établi en riposte au partenariat stratégique conclu entre la Chine et la Russie.

D'un autre côté, les États-Unis sont attirés par l'immense marché chinois, dont ils ont toujours rêvé et la Chine a besoin de la technologie américaine et du soutien de Washington pour intégrer les circuits de l'OMC. Toutefois, elle doit entreprendre des négociations discrètes avec le Japon pour contrer la prédominance économique régionale des Américains. Les États-Unis et le Japon restent des alliés

politiques et militaires, mais ils demeurent des adversaires économiques. Économiquement, la Chine s'appuie aussi sur le Japon et la Russie qui sont devenus des alliés objectifs, pour faire contrepoids à l'hégémonie américaine. Plus tard, elle compte sur l'appui des pays de l'ASEAN qui sont appelés à jouer un rôle économique non négligeable, après leur redressement de l'effet de la crise. Ce qui semble commencer à s'opérer. La plupart d'entre eux se sont en effet lancés dans un processus de réformes hardies pour gommer ces effets. Comme 70% du commerce extérieur de la Chine et plus de 80% des capitaux étrangers proviennent de l'Asie notamment sa partie orientale, il va de soi que les Chinois veillent à sa stabilité. Celle-ci leur assurera le développement économique et par voie de conséquence, le renforcement militaire et le rayonnement dont ils aspirent. La présence américaine dans la région, pourrait compromettre ces projets. La Chine n'admet pas que ceux-ci soient les « architectes » d'un système asiatique qui doit être le sien et dont elle conteste bien entendu, la pertinence. Pour parer à cette présence, elle met en place diverses stratégies : Participation active sur la scène asiatique, développement de ses rapports avec la Russie, rétablissement des relations diplomatiques avec l'Inde et le Viêt-nam, établissement de relations diplomatiques même avec la Corée du Sud au grand damne de la Corée du Nord.

Sans beaucoup forcer, la Chine veille à maintenir un équilibre prudent, oscillant entre amitié, partenariat et coopération sans se défaire totalement d'une méfiance peut-être, culturelle. Ses relations avec le Japon sont devenues encore plus étroites avec la fin de la guerre froide. C'est le fruit d'accords intervenus entre une politique japonaise visant à conduire la Chine vers l'ouverture et l'innovation et une politique chinoise qui appelle l'innovation par l'introduction des techniques et des capitaux du Japon. Cependant, la politique chinoise de Tokyo est placée dans le cadre de la politique américaine, pour renforcer les capacités de contrôle sur la Chine. Une forme de partage de responsabilité avec le Japon pour contenir l'influence et l'expansion militaire chinoise. D'où la méfiance chinoise à l'égard de ce pays.

La Chine donc insiste sur le maintien de la paix dans cette région, tandis qu'elle s'efforce de contrôler autant que faire se peut, une politique étrangère agressive susceptible de provoquer instabilité et conflits avec d'autres pays de la région. D'une façon générale, elle désapprouve globalement les initiatives américaines et la façon dont les États-Unis animent les rapports internationaux.

La Chine a une attitude négative quant à l'alliance entre les États-Unis et le Japon. Elle s'inquiète de l'accélération du réarmement au Japon, l'alliance américano-japonaise pouvant être fondamentalement modifiée.

C'est dans ce contexte qu'intervient la déclaration commune du chef d'État chinois et du président de la Russie, le 23 avril 1997 à Moscou. Ils annoncent : « Nous sommes d'accord pour faire des efforts afin de développer et d'assurer l'existence d'un nouvel ordre international et sa "multipolarisation" ». Et ils redoublent de vigilance en précisant qu' « aucun pays ne doit avoir le monopole des problèmes

internationaux, ni exercer la politique de la suprématie, suivant les nouvelles conceptions de la sécurité mondiale ». Les Russes et les Chinois décident donc, qu'il n'y a pas d'autre solution que cette «multipolarisation» de l'ordre international afin de contrecarrer un système américain. La collaboration politique avec la Russie est devenue nécessaire et incontournable pour la Chine, car elle considère que le renforcement de la coopération sur la sécurité entre les Etats-Unis et le Japon, est une menace pour le pays. De son côté, la Russie ressent aussi vivement la nécessité de collaborer avec la Chine puisque l'OTAN étend ses pouvoirs en intégrant des États de l'ancienne zone d'influence russe tels que la Hongrie, la Pologne, et la République Tchèque sans parler de l'examen de l'admission des pays Baltes.

Le Japon constitue pour les Etats-Unis une indispensable base de soutien dans la région. Pour la renforcer, les Américains qui avaient diminué leur présence dans la zone(fermeture des bases aux Philippines, diminution des effectifs...), revoient leur politique régionale. En 1998, ils ont signé un accord avec les Philippines- à leur demande- pour une reprise de manœuvres en commun et d'un soutien à la marine philippine. Il en est de même avec d'autres pays déjà évoqués. En somme, les États-Unis, compte tenu de l'importance qu'ils accordent à cette partie du monde, maintiennent la politique de l'engagement actif avec une centaine de milliers d'hommes. Ce qui n'est pas pour plaire à la Chine.

Celle-ci ne veut pas d'un face à face brutal avec une puissance américaine qu'elle n'est évidemment pas en mesure de vaincre. Elle a multiplié en mer de Chine méridionale des coups de force, qui constituent autant de « tests de puissance » et n'interdisent pas les reculs tactiques destinés à apaiser l'adversaire en cas de réaction trop vive.

D'autre part, la Chine constitue pour les Etats-Unis un vaste et providentiel marché commercial qu'ils comptent bien conquérir. C'est pour cela qu'ils doivent la ménager même s'ils la considèrent à court ou à long terme, comme un élément dangereux de l'après guerre froide. A leurs yeux, elle est le seul pays qui ait la volonté de résister à leur politique mondiale et qui ait la capacité (toutes proportions respectées)de le faire.

Dès 1990, la Chine a renforcé son arsenal militaire sur terre comme sur mer. Bien entendu, l'énorme différence entre les armements chinois et américains ne fait aucun doute. Elle n'est pas actuellement une menace réelle pour les Etats-Unis. D'ailleurs, le fait qu'ils guident la Chine dans sa transformation en économie de marché par des moyens pacifiques et progressifs est une bonne stratégie qui vise à éviter l'affrontement. Cependant, les États-Unis réalisent une politique de contrôle préventif sur la Chine en renforçant et en améliorant le système de défense du Japon pour accroître son rôle dans les opérations militaires américano-japonaises. L'annonce, en avril 1996, du renforcement de l'alliance entre les États-Unis et le Japon pour construire le système de défense antimissiles s'inscrit dans cet objectif. Elle témoigne en fait clairement de la méfiance américaine à l'égard de la Chine.

L'attitude chinoise quant à elle, est taillée selon des préceptes stratégiques ancestraux : il faut impressionner l'ennemi par un jeu de gesticulation et de manœuvres qui lui font percevoir une puissance qu'on n'a pas, afin de le vaincre sans le combattre en empruntant des chemins indirects et en évitant toute confrontation pouvant nous être fatale. Cette attitude dissuade tout en faisant gagner du temps. La Chine continue son chemin vers le développement et le renforcement de son armement, profitant des avantages qu'offrent les uns ou les faiblesses qui handicapent les autres. Elle connaît ses propres limites et tente d'en imposer aux autres par un jeu subtil et finement dosé de diplomatie, de déclarations, de gesticulations, d'intimidations ou de coups de force ponctuels.

4.2 Repositionnement américain dans la région

Les Etats-Unis étaient présents dans cette partie du Monde durant la période de la guerre froide pour contenir l'Union soviétique et suivre de près les évolutions de la Chine. Avec l'implosion de l'URSS et la disparition de la menace principale, les Etats-Unis devaient se repositionner pour maintenir leur présence avantageuse dans la région dans un contexte géostratégique tout à fait nouveau. Ils s'érigent alors en puissance stabilisatrice pour apaiser les tensions régionales tout en essayant de renforcer leurs relations avec les puissances locales : la Chine, le Japon, la Russie et les pays dont la position stratégique peut leur faire jouer un rôle important dans la zone, en particulier la Corée du Nord. Mais ces relations ne peuvent continuer à s'appuyer sur les mêmes bases qu'auparavant. Ils ont engendré et engendreront des réaménagements aussi bien sur la forme que sur le fond, pour s'adapter au contexte actuel. Ainsi, la reconduction de l'accord nippo-américain était-elle une évidence ? Les termes de cette reconduction ne pouvaient se reproduire comme lors des précédents accords. Sur le fond, qu'est-ce qui pourrait être remis en question ? Le statut d'autodéfense du Japon pourrait-il connaître des évolutions ? Il en est de même pour la nature des liens avec les deux Corées et entre ces deux pays ? Est-ce que cette logique d'affrontement va se perpétuer ou, c'est celle d'une détente qui va prendre le dessus ? La crise financière est venue frapper fort les pays de l'Asie du Sud-Est. Ceux-ci se sont sentis frustrés par « l'indifférence » Américaine. A tort ou à raison, tout indique que cette région de l'Asie Orientale ne constitue pas leur première priorité. Le problème initialement économique a vite pris une tournure sécuritaire. L'ASEAN de part son statut et les relations conflictuelles entre ses membres, n'a pas réussi à y apporter des solutions. Dans la tourmente, le sentiment d'abandon par les Américains autrefois très proches de ces pays, n'était pas pour faciliter leur sortie de crise et a

rendu difficile même les consultations régionales. Pour réagir les Etats-Unis ont proposé la mise en place d'une communauté néo-Pacifique centrée sur la Coopération Economique en Asie Pacifique (APEC), comme organisation de consultation multilatérale sur la sécurité régionale. Quelles nouvelles motivations nourriront-elles dorénavant les relations entre les Etats-Unis et les pays de l'ASEAN ? Ou celles-ci vont-elles se refroidir ?

Des interrogations fondamentales, pour lesquelles on tentera de déceler des réponses à travers les repositionnements américains constatés dans cette région.

4.21 Le statut d'autodéfense et la sécurité du Japon

« Aspirant à une paix internationale fondée sur l'ordre et la justice, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation. Il ne fera pas usage de la force armée ou ne menacera pas d'y avoir recours en tant que moyen de règlement des conflits internationaux. Afin d'atteindre le but indiqué ci-dessus, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes ou tout autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu. »^{*}

C'est dans ces termes que le Général américain Douglas Mac Arthur a décidé de faire renoncer le Japon, constitutionnellement, à son droit à la guerre (Jus ad Bellum) et à celui de maintien d'une force armée.

Avec la guerre de Corée, la montée du communisme dans le Monde, les Etats-Unis avaient besoin d'un allié local pour mener cette guerre à partir de ses bases et de confiner le communisme. Un Traité de paix suivi d'un accord de défense entre les Etats-Unis et le Japon ont alors été signés en 1951 à San Francisco. Ce dernier se définit comme objectif dans ses articles V et VI , « la coopération militaire entre le Japon et les Etats-Unis, pour la sécurité du Japon, la paix et la stabilité de l'Extrême-Orient».

Le Traité de paix signifie officiellement la fin de l'occupation militaire du Japon par les alliés et déclare que les Etats-Unis lui accordent leur protection en échange de possibilités de stationnement pour leurs troupes sur son sol. Il est entré en vigueur en avril 1952.

* Article 9 de la constitution japonaise élaborée par le Général Mac Arthur en 1946.

En 1954, il est signé un Traité d'assistance mutuelle en matière de défense, qui va permettre à l'industrie de défense japonaise de continuer à se renforcer, et plus tard à avoir accès à la technologie américaine de défense.

Au printemps de la même année, la droite japonaise envisage de réformer la constitution pour reconstituer des forces armées, indépendantes de la tutelle américaine. Mais la majorité des deux tiers n'est pas atteinte et ils sont obligés de faire marche arrière. Ceci a eu pour conséquence, l'appui par les Américains à la création le 1^{er} juillet 1954, des « forces d'autodéfense » conduites par une agence dite de défense tenant lieu de ministère. C'est la première remise en cause de l'Article 9 de la constitution japonaise par ceux là même qui l'ont élaboré.

En juillet 1956, il est créé le Conseil de Défense autour du Premier ministre. Il est constitué du ministre des affaires étrangères, du directeur de l'agence de défense et du directeur de la planification économique. A la fin de la même année, le Japon reprend sa place dans le concert des nations en intégrant l'ONU. Or l'article 51 de la charte des Nations Unies, reconnaît à ses membres et donc au Japon, le droit légitime à la défense. Il le conforte ainsi jusqu'à une certaine limite, dans son action de rétablissement de ses forces armées, et affaiblit de facto sur une échelle internationale, l'Article 9 de la constitution, cité plus haut.

A partir de 1957, le Japon commence à mettre en place une véritable défense nationale appuyée sur deux principes : le caractère de sa mission exclusivement défensive et le devoir de ne faire face à une agression extérieure que dans le cadre du traité nippon-américain. Le renoncement irréversible aux armes nucléaires en est la garantie. Sur ces nouvelles bases, le Japon ne peut plus se satisfaire du traité de 1951 et à partir de 1958, japonais et américains annoncent leurs intentions de renégocier ce Traité. Ils aboutissent après deux années de discussions au Traité de Washington le 20 janvier 1960 et qui reste encore d'actualité. Il va au delà de l'alliance militaire, et couvre bon nombre de domaines économiques, industriels et financiers. Militairement, il érige les États-Unis comme responsables de la défense du Japon en cas d'attaque et le Japon comme responsable de la défense des forces américaines qui y sont stationnées. D'une validité de dix ans il est reconductible tacitement et peut être renégocié. Il paraissait satisfaire les deux parties et requiert l'approbation de l'opinion publique japonaise.

Les évolutions des relations américano-japonaises et sino-américaines à partir des années 70 ont commencé à changer les donnees. La visite de Henri Kissinger en 1970 en Chine, sanctionnée par le communiqué de Shanghai et les frictions d'ordre financier et économique entre le Japon et les Etats-Unis ont modéré l'adhésion de cette même opinion publique aux Traités nippo-américains. Comme réaction à ces évolutions, le Japon commence à adopter des positions diplomatiques indépendantes de celles des Etats-Unis et à se rapprocher de la Chine. La guerre sino-vietnamienne de 1979, a modéré ce rapprochement. Et lorsque l'Afghanistan est envahi par l'Union Soviétique, le Japon s'aligne ouvertement au monde occidental tout en adoptant une

politique étrangère d'action multilatérale. Les pressions économiques américaines sur le Japon des années 80, et la récession qui a suivi, n'ont pas amélioré la perception de l'opinion publique japonaise face aux Américains. Pour redresser l'économie nationale, un certain nombre de réformes ont été entreprises par le gouvernement conservateur et qu'on a détaillées au chapitre 2.11. Il en a résulté l'apparition d'un néo-nationalisme qui s'est traduite par le dépassement officiel -pour la première fois depuis le retour du Japon au sein de la communauté internationale- du seuil de 1% du PNB pour le budget de la défense nationale. Le Japon commence alors à élargir sa sphère d'influence régionale basée sur une politique économique et appuyée sur des relations avec les pays de l'Asie de Sud-Est où il a joué un rôle moteur dans le décollage de leurs économies.

Pour des raisons de politique intérieure et de politique financière américaine, ses difficultés économiques reprennent au début des années 90, ce qui n'a pas affecté outre mesure ces relations.

C'est à partir de l'éclatement de la crise de 1997 que les choses ont commencé à évoluer. La perception japonaise de l'Asie du Sud-Est, se détériore au fur et à mesure des événements. Les pays touchés sont restés sceptiques, malgré ses plans d'aide à répétition, d'un Japon lui-même empêtré dans ses propres difficultés : tergiversations politiques, réformes à entreprendre et surtout une relation ambiguë avec les Etats-Unis. Au fond, le Japon se sent impuissant et éprouve des craintes quant à la sécurité de son économie. En outre, les turbulences internes à l'Asean l'inquiètent de ne plus pouvoir compter sur la carte de l'Asie du Sud-Est qu'il a favorisée dans son jeu de rééquilibrage de la puissance en Asie Orientale. Une sorte d'effondrement brutal d'un édifice, dont la construction a duré plus d'une dizaine d'années. La question de sa dépendance des Etats-Unis quant à la sécurité de ses voies de ravitaillement, et sa sécurité d'une manière générale, se repose de nouveau. Celle-ci est renforcée par les revendications hégémoniques chinoises sur la région, les rapprochements sino-américains et la menace que font peser sur le Japon, les essais des missiles balistiques nord-coréens. Le statut des forces d'autodéfense japonaises devient étriqué et sa remise en question réoccupe l'avant de la scène nationale. Selon un sondage effectué en janvier 1999, plus des deux tiers des Japonais sont favorables à l'ouverture d'un débat sur la Constitution et la politique de défense nippone. La question de fond est la suivante : le Japon va-t-il profiter de cette crise et des repositionnements géopolitiques qu'elle engendre sur l'échiquier régional, pour exprimer plus ouvertement les tendances qui traversent sa diplomatie depuis quelques années ? La renégociation de l'accord de sécurité du Japon avec les États-Unis, adopté fin 1998 au cours d'une session extraordinaire du Parlement, aura montré la complexité d'une alliance qui n'a plus d'ennemi pour se justifier et qui repose sur un réseau d'interdépendances très fortes. Loin de se cantonner au seul aspect militaire, ces liens subissent à leur tour les retombées de la crise asiatique et les remises en cause de plus en plus fortes, au sein d'une opinion publique déboussolée qui rajoute à la

complexité du contexte. Vraisemblablement, Washington mélange à dessein des arguments plus ou moins plausibles pour maintenir sa capacité d'influence sur ce pays déstabilisé politiquement, économiquement et plus partagé sur son positionnement international. Ce qui sème le doute et attise les réactions nationalistes.

Dans ce climat confus où les autres puissances jouent des coudes pour occuper la scène en Asie Orientale, le Japon prudent, préfère jouer officiellement la carte du statu quo quant au maintien de ses accords de défense avec les Etats-Unis tout en évoquant la nécessité de réviser sa constitution. Monsieur ATSUYUKI Sassa*, au cours d'une conférence à l'Académie Diplomatique Internationale de Paris sur la politique japonaise de sécurité en Extrême-Orient le 29 novembre 2000, a évoqué « la montée progressive au pouvoir des nationalistes dont l'actuel maire de Tokyo. Ce dernier pourrait devenir Premier Ministre et il est suivi par beaucoup de jeunes qui n'ont pas connu la guerre dont le Japon continue à payer le tribut, notamment à la Chine qui les exploite pour renforcer son armement..., les menaces qui pèsent sur le Japon en cas de conflit sino-taiwanais...et celles qu'agite la Corée du Nord par ses missiles Taep'o-dong, prouvent la nécessité de reconsidérer le statut d'autodéfense des forces japonaises pour en faire des forces de défense à part entière. » Le Japon ne serait-il pas déjà en train d'exprimer ses nouvelles orientations de la politique étrangère. Monsieur ATSUYUKI a cependant souligné la nécessité de reconduire les accords de sécurité avec les Etats-Unis. En d'autres termes : par la force des choses, le Japon reste pour le moment, tributaire de la défense américaine pour assurer sa propre sécurité et se plie à cet impératif. Mais il est indispensable que les choses évoluent vers une indépendance en la matière.

4.22le ballet américain entre les deux Corées

La sécurité de la péninsule coréenne est l'un des facteurs majeurs de la sécurité régionale. La «politique de l'engagement» du gouvernement de la Corée du Sud de Kim Dae-jung envers la Corée du Nord, est approuvée sans réserve par les puissances voisines. Pour ces puissances, la paix et la sécurité de la péninsule coréenne conditionnent beaucoup la stabilité de la région. C'est pourquoi le développement des relations d'amitié et de coopération entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis donne une perspective favorable à la réunification pacifique des deux Corées, et par ricoché à la stabilité régionale.

Les essais par la Corée du Nord pour le développement des missiles de longue portée Rodong et Taep'o-dong ont augmenté les tensions militaires dans la péninsule et menacent cette sécurité.

*A rempli plusieurs fonctions importantes dans le domaine de la sécurité au Japon. Sa dernière fonction était celle de Directeur Général du Bureau de Sécurité, attaché au Premier Ministre Japonais.

Les Etats-Unis considèrent la péninsule comme le point d'appui principal de leur stratégie en Asie Pacifique. Ils considèrent aussi que la politique de provocation de la Corée du Sud par la Corée du Nord et son développement discret des armes nucléaires, font peser une réelle menace non seulement sur la sécurité de cette péninsule mais sur l'ensemble de la région. Pour y parer, ils entretiennent en la renforçant, la coopération militaire avec le gouvernement sud-coréen.

Depuis la fin de la guerre froide, malgré le changement de l'atmosphère de sécurité en Asie Orientale, les États-Unis veulent continuer à maintenir leur position de puissance militaire dans la région. Le Japon, par la croissance de sa capacité d'opérations militaires à grande distance, veut aussi y jouer un rôle militaire. La Russie, n'a pas abandonné le développement de sa force nucléaire et essaie de mettre un frein au monopole militaire des Etats-Unis. La Chine construit une force militaire moderne et tente de se positionner comme la grande puissance régionale. Dans la mesure où elle a besoin de la Corée du Nord pour contrôler l'expansion de l'influence américaine dans la péninsule, la Corée du Nord devient un enjeu de taille pour les États-Unis.

L'importance de la péninsule coréenne s'accroît dans la mesure où les puissances en présence cherchent — à court et à long terme — à définir leur politique nationale en fonction de cette région géostratégiquement importante. Ce qui justifie leur rapprochement des deux Corées.

Ainsi, pour les Etats-Unis, étant donné que leurs politiques, régionale et coréenne sont étroitement liées, un rapprochement avec la Corée du Nord est inévitable. Aussi les États-Unis ont-ils eu une attitude plutôt conciliante sur la question nucléaire. A l'arrière-plan de cette politique d'indulgence, il semble qu'il y ait non seulement l'intention de vouloir transformer la Corée du Nord en pays stable, mais aussi la volonté politique de contrôler à longue échéance la Chine et le Japon. Orienter la Corée du Nord vers un système qu'ils maîtrisent permettrait aux Etats-Unis de brider d'éventuelles velléités hégémoniques chinoises et japonaises.

Par ailleurs, la Corée du Nord tente de surmonter ses crises extérieures et intérieures en exploitant la situation actuelle du mieux qu'elle peut, sachant très bien que les quatre grandes puissances souhaitent un rapprochement avec elle. Mais la clef de sa politique extérieure sont les Etats-Unis. C'est la stratégie dite «de l'anneau du centre» qui est adoptée par elle dans sa situation de crise. L'anneau du centre «est l'anneau le plus important, véritable point de départ de résolution des problèmes posés à chaque étape de la révolution. Si le premier problème est résolu, les autres se résoudreont successivement à partir de cet anneau ». Pour la Corée du Nord, l'anneau du centre consiste en sa relation avec les Etats-Unis. Il apparaît donc qu'« après avoir trouvé l'anneau du centre, s'y attaquer intensivement » serait la stratégie prévalant actuellement à Pyongyang.

En revanche, étant donné que les États-Unis sont au centre des préoccupations diplomatiques de la Corée du Nord et que la politique américaine sur

l'Asie du Nord-Est ne contredit pas nécessairement les dispositions nord-coréennes, les Sud-Coréens pensent qu'il serait souhaitable d'insérer la question du dialogue entre le Sud et le Nord dans les rapports Corée du Nord — États-Unis. En effet, le problème actuel de la Corée du Sud est de parvenir à faire accéder dignement la Corée du Nord à la table des négociations, mais sa marge de manœuvre pour y parvenir reste étroite. Vu l'incertitude du climat géopolitique, il est permis d'affirmer que la clef de la politique étrangère de Séoul se trouve dans la solution apportée aux problèmes de la Corée du Nord. La difficulté consiste à utiliser judicieusement les variables des pays asiatiques environnants tout en évitant de détériorer les relations avec les États-Unis. Les efforts pour le développement des relations entre la Corée du Nord et les États-Unis influent beaucoup sur les rapports entre Corée du Sud et États-Unis, mais aussi sur les rapports entre les deux Corées. Ainsi, la question nucléaire en Corée du Nord freine la progression de leurs relations et donne aux Américains un prétexte leur permettant d'intervenir dans leurs affaires. Lorsque les discussions entre les deux Corées sont suspendues, le règlement de la question nucléaire favorise les échanges entre États-Unis et Corée du Nord à l'opposé des relations entre Séoul et Washington qui se rafraîchissent. Une sorte de ménage à trois impliquant des interactions triangulaires. Dans ce schéma, la Corée du Nord veut résoudre ses problèmes actuels en utilisant les États-Unis tout en protégeant son régime. Séoul essaye de garantir sa sécurité par les liens étroits qu'elle entretient avec les États-Unis et espère arriver finalement à la réunification par le ralliement du Nord. Pour ce qui est des Américains, ils veulent développer leurs relations avec la Corée du Nord en s'appuyant sur leurs positions en Corée du Sud et étendre leur emprise sur la totalité de la péninsule. Cette stratégie est très épiée par Séoul dans la mesure où la Corée du Sud insiste sur l'équilibre de ses rapports avec la Corée du Nord, et sur l'équilibre des rapports que cette dernière entretient avec les États-Unis.

En mars 1993, la Corée du Nord quitte le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Elle essaie de négocier avec les États-Unis la survie de son gouvernement et sa sécurité dans un contexte de crise des pays d'économie socialiste. Après de longues discussions, la Corée du Nord, les États-Unis et l'AIEA* sont parvenus aux accords d'avril 1994 à Genève, dont il faut retenir que la Corée du Nord, soupçonnée de développer et peut-être de produire des armes nucléaires, s'engage à stopper ce développement. De leur côté, les États-Unis décident de fournir l'énergie remplaçante et des centrales à eau légère. Ils s'engagent à ne pas utiliser l'arme nucléaire contre la Corée du Nord à moins qu'elle n'en use elle-même. Grâce à ces avancées, les États-Unis peuvent, d'une part, contrôler la Corée du Nord, qui pourrait poser de problèmes pour le renouvellement du TNP (arrivant à terme en mars 1995) et, d'autre part, diminuer les risques de prolifération nucléaire. Quant à cette dernière, elle peut ainsi éviter les menaces d'attaque atomique et considérablement améliorer ses

* Agence Internationale de l'Énergie Atomique.

relations politiques et économiques avec les Etats-Unis (Anneau central). En janvier 1995, pour la première fois depuis quarante-cinq ans, les Etats-Unis lèvent partiellement les sanctions économiques et à partir de décembre, le pétrole américain commence à être fourni selon les accords passés entre les Etats-Unis et la Corée du Nord.

Depuis la fin de la guerre froide, il semblerait que la politique des États-Unis à l'égard de la Corée du Nord s'inscrit dans une stratégie globale d'«élargissement» et d'«engagement». Elle a pour conséquence directe, l'acceptation des demandes nord-coréennes. Au cours de ce processus, la coopération entre la Corée du Sud et les Etats-Unis n'est pas exempte de difficultés. Le gouvernement de Séoul avance que son pays et la Corée du Nord doivent résoudre leurs problèmes eux-mêmes en se fondant sur l'esprit du traité conclu entre les deux Etats en 1992. Il souligne qu'il faut changer le traité d'armistice en traité de paix et que la réunification est un problème interne à la nation coréenne.

La Corée du Nord ne voit pas les choses sous le même angle et a réussi à exclure la Corée du Sud en 1996, lors de la conférence des quatre (Etats-Unis, Chine et les deux Corées tenue sur l'initiative de la Corée du Sud et des Etats-Unis), de la discussion au sujet de la résolution de son problème nucléaire, en insistant à plusieurs reprises sur le fait que seuls la Corée du Nord et les États-Unis étaient concernés par ces questions. D'un autre côté, en maintenant une relation hostile entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, les États-Unis conservent une politique d'apaisement à l'égard du Nord qui leur est favorable. Ils ont ainsi obtenu des résultats satisfaisants en établissant des passerelles de communication telles que, la conférence sur les missiles, les négociations sur le rapatriement des corps des soldats américains morts pendant la guerre... etc. Ce qui n'est pas pour réduire la médiocrité des relations entre les deux Corées et plaide pour la thèse sud-coréenne, de la nécessité de relations directes et sans intermédiaire entre ces deux pays. En fait la conférence des quatre a débouché sur un compromis entre les points de vue coréens et américains en concédant un droit de regard à la Chine. Le principe de contact direct entre les deux Corées est retenu, à condition que la Chine et les Etats-Unis (signataire du Traité de l'armistice qui est remis en question) assistent aux discussions. Malgré ces dispositions, la Corée du Nord a l'air de traiter directement avec les Etats-Unis sur des problèmes majeurs. Cette attitude est inadaptée aux règles de négociations préconisées lors de la conférence des quatre. Après des premiers entretiens de ces derniers, qui ont eu lieu en décembre 1996, les principaux échanges se sont tenus le 19 janvier 1999 à Genève, pour décider de la formule et du processus des faits négociés. Suivant ce qui avait été décidé aux troisièmes entretiens (octobre 1998), les entretiens majeurs fonctionnent pour la première fois en deux comités. La participation des dirigeants militaires est nécessaire, mais la Corée du Nord n'en a pas envoyé et en a fait un autre point de discord.

Dans ce contexte, les relations entre la Corée du Sud et la Corée du Nord présagent un accroissement lent et progressif des échanges grâce à la politique

modérée menée par le gouvernement de Kim Dae-jung qui poursuit sa politique de conciliation avec la Corée du Nord dans le cadre d'une collaboration intime avec les quatre grandes puissances.

Tel est le résultat du ballet américain entre les deux Corées qui in fine, constitue un moindre mal. Il conserve une sorte de statu quo positif, qui sans apporter une solution définitive, réduit les tensions.

4.23 les Etats-Unis et l'Asie du Sud-Est

La négligence et les contradictions manifestes avec lesquelles Washington a géré la crise depuis l'été 1997 replacent d'emblée les enjeux dans une perspective réaliste : l'Asie du Sud-Est n'est pas un vrai sujet de préoccupation pour les États-Unis. L'a-t-elle jamais été ? se demande-t-on à travers la région, tant les solidarités ont tardé à se manifester et ne s'expriment qu'en échange de conditions requises et calculées. Les Etats-Unis ont lors de l'éclatement de la crise fait l'impasse sur l'Asie du Sud-Est, laissant la région se débattre dans ses difficultés en se recentrant sur l'Asie de Nord-Est(Chine, Japon Taiwan et Corées).

Au-delà d'un anti-américanisme populaire qui s'exprime à travers la critique adressée au, FMI (Thaïlande, Philippines et Indonésie) et à l'OMC, la déstabilisation des Etats a atteint un niveau alarmant qui affecte la sécurité de la région et auquel les Etats-Unis semblent rester indifférents. Cette situation pourrait déclencher des enchaînements difficilement maîtrisables. Le retour des allégeances religieuses (d'un islamisme militant à un bouddhisme détaché), entre autres, pourrait avoir des répercussions sensibles sur les équilibres globaux. On reproche au leadership américain « de ne pas intégrer la complexité des tissus nationaux » lors de ses interventions qui « provoquent des tensions incontrôlables ». Dans une perspective mondiale, la ligne de fracture Nord-Sud réapparaît : la région a bien reculé de dix ans. La perception dominante en Asie du Sud-Est est que les pays occidentaux en particulier les Etats-Unis, ont leur part de responsabilité dans la crise et ne veulent pas l'assumer après avoir profité et alimenté les systèmes en place.

Sur le théâtre diplomatico-stratégique, la situation est tout aussi déstabilisante pour l'Asie du Sud-Est. La crise a replacé ces pays dans le dilemme classique entre désir d'autonomie et besoin de garanties extérieures : Américaines.

Les pays de la région restent sceptiques quant à cette option, mais ont-ils vraiment le choix ? Ils ne comprennent pas cette diplomatie américaine qui force des portes en manifestant ponctuellement beaucoup d'intérêt, mais qui ne s'inquiète pas de remettre de l'ordre après son passage. D'un autre côté, on ne peut pas ne pas se poser la question de savoir si les États-Unis ont une idée précise de l'ordre post-crise qu'ils ambitionnent pour l'Asie du Sud-Est et du délai et des conditions nécessaires pour le mettre en place ?

4.3 Les nouveaux enjeux américains dans la région

Les nouveaux enjeux américains dans cette région sensible du monde, ont peut être changé dans leur forme mais demeurent inchangés sur le fond. On assiste plutôt à un changement de rôle des acteurs locaux et de l'importance qu'accordent les Etats-Unis à ces nouveaux rôles compte tenu de leurs intérêts en jeu. Ces intérêts classiques sont de trois ordres : Economique, stratégique et hégémonique.

4.31 Enjeux économiques

Que cette crise ait des conséquences bénéfiques pour les intérêts économiques américains est une idée bien ancrée en Asie du Sud-Est. Les États-Unis n'ont analysé les difficultés économiques de la région qu'à travers le prisme de leurs propres intérêts. Schématiquement, la régionalisation qui émergeait au début des années quatre-vingt-dix, basée sur un accroissement significatif des investissements ultra régionaux et des échanges, réduisait de fait la dépendance à l'égard des Etats-Unis. La même dépendance qui avait rendu possible dans un premier temps (entre 1960 et 1980 environ) le développement des économies de ces pays. Cette régionalisation semblait échapper aux Américains parce qu'elle s'effectuait dans des termes qui n'étaient pas les leurs et sur lesquels ils n'avaient qu'une influence limitée. La crise de l'été 1997, en provoquant un ralentissement de ces échanges, permet aux États-Unis de se retrouver en position privilégiée de pourvoyeur de fonds ou au moins d'arbitre, d'utiliser la crise comme levier pour imposer des réformes qui jusque là avaient été refusées et d'étendre des normes globales qui correspondent à leurs intérêts.

Les pays d'Asie du Sud-Est, comme leur voisin coréen, se retrouvent donc dans une position très inconfortable, voire frustrante et humiliante : S'ils veulent sortir du cercle vicieux de la crise, ils sont contraints de faire appel à des financements extérieurs, en bonne partie pilotés par les Etats-Unis. Mais ces financements sont chèrement payés puisqu'ils ne sont octroyés que sous conditions de réformes, d'adoption de normes sans grand soutien public. En outre, depuis l'automne 1997, les entreprises américaines sont très agressives sur les marchés locaux, et leur comportement est associé dans la région à celui de prédateurs arrogants aux aguets. Ce bras de fer inégal constitue clairement un bouleversement dans les relations Etats-Unis-Asie du Sud-Est : Un passage d'une relation de coopération à celle de la contrainte. Or, ces pays acculés sur le plan financier peuvent aisément être des sources d'instabilité qui pourrait avoir des conséquences sur l'ensemble du système international. L'application des réformes entraîne des restructurations internes, elles-mêmes génératrices de tensions et d'instabilité. On aboutit au résultat suivant : quelle que soit la solution choisie (financement extérieur ou pas), la crise politique est au bout du

tunnel.. Des voix s'élèvent aujourd'hui en Asie du Sud-Est pour reprocher à la Maison-Blanche d'avoir empêché la recherche d'autres solutions, plus nuancées à l'égard des équilibres nationaux, que la libéralisation à tout crin.

Le rapprochement économique avec la Chine, répond à une préoccupation centrale : modérer et canaliser l'entrée chinoise sur le marché mondial dans le but de bloquer l'émergence d'un « nouveau Japon ». Mais la Chine ne fait pas partie du système américain de sécurité d'après guerre, et les Etats-Unis n'y exercent pas l'influence diffuse traditionnelle qu'ils ont au Japon et en Corée. C'est pourquoi Washington tente également d'enserrer la Chine dans un tissu de contraintes et un cadre institutionnel multilatéral créé de toutes pièces et dominé par l'Occident.

Les nouveaux enjeux économiques peuvent donc être résumés ainsi :

- ✓ Une remise au pas d'un système économique asiatique qui commence à bénéficier d'une certaine autonomie par rapport aux Etats-Unis,
- ✓ L'exercice d'un contrôle plus serré par l'augmentation de l'investissement américain afin de préserver les intérêts économiques américains dans la région,
- ✓ Isoler un Japon devenu encombrant dans une région sur laquelle il veut appuyer son ouverture,
- ✓ Accompagner pour mieux la contrôler, une entrée de la Chine dans l'OMC.

4.32 Enjeux stratégiques

Sur le fond en effet, la présence militaire américaine n'a pas beaucoup évolué dans la zone depuis la crise. Aucun élément saillant ne permet de dire que les États-Unis profitent de la situation ; les accords de défense conclus entre la Thaïlande, les Philippines, Singapour (qui est devenu le partenaire privilégié) ne sont pas remis en cause ; les exercices Cobra Gold menés initialement avec la Thaïlande devraient même être étendus à d'autres pays de l'Asean. Singapour, en initiant des exercices aériens avec les forces australiennes et américaines (mai 1998, exercices Ex Commando Sling) ou avec la visite de son ministre de la Défense Tony Tan à Washington en novembre 1998, ne fait que confirmer le rapprochement amorcé depuis l'accord de 1990. Washington maintient des liens étroits avec Brunei, la Malaisie et l'Indonésie. Notons toutefois que les exercices entre les forces armées indonésiennes et les forces américaines ont été annulés depuis les événements de mai 1998, afin que les Américains ne se voient pas reprocher une ingérence dans les affaires intérieures. De même qu'elles ne participent pas à la force multilatérale au Timor. Les exactions des soldats des forces d'élite (KOPASSUS) pourraient leur être indirectement imputées.

Cet engagement permet aux Etats-Unis de maintenir une flexibilité opérationnelle (navale et aéronavale à partir de Singapour) tout en étant peu contraignante. Les visites successives de l'ex secrétaire d'Etat américain à la Défense William Cohen ou celles de l'amiral Prueher (alors commandant de la VIIème flotte

américaine dans le Pacifique) pour «rassurer les alliés des Etats-Unis dans la région » se sont précisément effectuées dans une relative discrétion. Manille a demandé une réactivation de l'engagement américain en raison de la stratégie de grignotage adoptée par Pékin en mer de Chine du Sud.

Plus qu'une présence sur le terrain, Washington voudrait mieux contrôler les jeux au sein de l'ARF et reprendre l'initiative dans ce forum. Entre un Japon paralysé par ses propres crises, une Chine qui a d'autres préoccupations internes et une ASEAN affaiblie, Washington pousse activement ses partenaires inconditionnels, pour se présenter comme le seul partenaire fiable capable de sortir la région du marasme. Au sein du Forum, les représentants américains multiplient les initiatives pour le rendre selon leurs termes- « plus efficace, plus performant et plus concret ».

Depuis la visite du président Jiang Zemin aux Etats-Unis (octobre 1997) et celle du président Clinton en Chine (juin 1998) suivie de celle du Premier ministre Zhu Rongji à Washington en 1999, les spéculations vont bon train sur les nouveaux équilibres en Asie Orientale. On serait passé d'une relation structurante (alliance de sécurité bilatérale Japon-Etats-Unis) à un triangle incertain (Chine-Etats-Unis-Japon) qui ajoute au désordre ambiant (la question de Taiwan reste en suspens). Or, il est important de rappeler, qu'aucune décision susceptible de bouleverser les équilibres dans les prochaines années n'a été prise : l'accord de « décilage » des missiles nucléaires obtenu par Clinton lors de sa visite est purement symbolique. Sur le fond, l'Asie du Sud-Est comme les États-Unis craignent une aggravation de la situation économique en Chine et des troubles politiques de grande ampleur. Qui pourrait alors maîtriser la situation ? Enfin, l'augmentation du déficit commercial américain à l'égard de la Chine, le raidissement diplomatique concernant les droits de l'homme et les accusations d'espionnage technologique (dans le domaine nucléaire) portées par Washington à l'encontre de chercheurs chinois travaillant dans des laboratoires américains (mars 1999) et le dernier incident de l'avion américain d'observation, ont de fortes chances de tempérer l'enthousiasme américain.

4.33 Enjeux hégémoniques

Ce qu'on pourrait en fait qualifier d'enjeux hégémoniques, c'est cette course à vouloir jouer le premier rôle dans cette région en contrôlant ou en modérant les ambitions des autres puissances à le faire. La rivalité entre celles-ci s'accroît pour l'hégémonie régionale. Chacune d'elles prône la nécessité de préserver sa tutelle la stabilité régionale. Mais cette rivalité est tellement forte qu'elle pourrait entraîner une crise régionale.

Depuis 1993, la doctrine Clinton s'articule autour d'une politique économique internationale de promotion des exportations américaines et d'ouverture de certaines économies, ciblées, aux produits et investissements américains, parmi elles figure la Chine.

Dans le même temps, les intérêts américains dans la région restent importants tant sur le plan économique que stratégique comme on vient de le voir. Pour les préserver, l'architecture de sécurité de la guerre froide, légèrement modifiée est maintenue. Ce qui donne à Washington les moyens d'influencer ses alliés tout en maintenant une menace subtile mais claire sur ses adversaires potentiels, dont la Chine. C'est ainsi que les « tigres asiatiques », apparemment autonomes et qui ont longtemps prospéré au sein du réseau américain d'après-guerre, se retrouvent dépendants et abasourdis devant ce mécanisme qu'ils comprennent mal et qui cherche à soumettre leurs économies à la règle américaine. Cette règle semble éroder, sinon supprimer les rares modèles différents du modèle américain à leur tête celui du Japon.

La volonté américaine d' « hégémonie », se distingue également dans les nombreuses et parfois paradoxales alliances régionales que les Etats-Unis établissent tantôt avec les uns tantôt avec les autres. Ils tentent d'équilibrer par ce moyen leur jeu d'influence, tout en maintenant des liens de coopération avec chacun des acteurs dans le domaine qui semble l'intéresser et qui reste dans la ligne directrice de la politique américaine. Ceci n'exclut pas l'entretien de quelques climats conflictuels.

Cette forme de présence forte, à la fois ; imposante et amicale, coopérative et méfiante, rassurante et menaçante traduit le caractère hégémonique des enjeux américains dans cette région. S'il est admis qu'un autre acteur puisse supporter une part du fardeau sécuritaire dans la région sous une forte conduite américaine, il n'est en aucun cas acceptable que quiconque autre que les Etats-Unis l'assume totalement et selon ses propres visions des choses. Le parallélisme avec la situation en Europe paraît stupéfiant.

CONCLUSION

Compte tenu de l'importance des enjeux en Asie Orientale, aussi bien économiques, stratégiques que politiques et du nombre, de la nature et de la complexité des conflits qui y règnent, cette région du monde est instable et reste potentiellement belliqueuse.

Tous les repositionnements géopolitiques qui s'y sont opérés ne sont pas dus essentiellement à la crise économique asiatique, mais celle-ci a mis en évidence certains d'entre eux et a précisé des attitudes jusque là ambiguës. Elle a réveillé des crises et des conflits aussi bien internes que bilatéraux ou multilatéraux qui étaient éludés à la faveur du développement économique et social. Elle a en outre donné aux pays touchés, la mesure réelle des interdépendances régionales dans leur expression aussi bien bénéfique que contraignante. Elle a aussi montré les carences de la seule instance de concertation de la région du Sud-Est asiatique (ASEAN) et la nécessité de lui faire jouer le réel rôle sécuritaire qui a toujours été occulté surtout entre Etats membres. Les autres organisations telles que l'APEC, l'ARF, le CSCEA ou l'ASEM, palliatifs à une ASEAN impuissante, ne doivent constituer que des instances complémentaires à son action régionale.

Le repli de la Russie traduit la volonté de ses dirigeants de mettre de l'ordre dans ce pays : la reconsolidation de l'Etat, le redémarrage économique ainsi que l'amélioration du climat social. Sur le plan stratégique, ce repli est compensé par l'abaissement officiel du seuil de l'usage de l'arme nucléaire et par le partenariat avec la Chine.

La Corée du Nord qui connaît une situation interne très dégradée, use du chantage balistique ou « nucléaire » sur son voisin du Sud et sur le Japon, pour les contraindre par Etats-Unis interposés à résoudre ses problèmes.

Le Japon qui n'arrive pas à s'imposer comme une puissance régionale, renforce considérablement mais discrètement son potentiel militaire avec une finalité qui reste ambiguë. Il fait également allusion à la remise en question de son statut d'autodéfense et les Etats-Unis ne semblent pas en être surpris. Ce qui inquiète la Chine. Est-ce dans une perspective de contenir la Chine de connivence avec la politique régionale américaine ? Ceci n'est pas pour diminuer les tensions locales. Ou encore pour jouer un rôle régional plus actif ? Ce qui n'enthousiasme pas particulièrement les autres puissances en présence.

La Chine a des ambitions de puissance et d'hégémonie certaines sur la région. Elle essaie de combler les vides régionaux occasionnés par le retrait des autres puissances. Elle développe son économie mais aussi ses forces armées. Leurs niveaux restent en deçà de ses ambitions mais elle tente de présenter une image de puissance virtuelle, pour garder ses acquis actuels. Sa prudence quant aux actions qu'elle entreprend dans cette région reste de mise. Elles sont ciblées et mesurées. Son plus important enjeu reste Taiwan. Si les modalités de son ralliement à la Chine sont négociables, elle n'admettra aucune concession sur son principe. La présence américaine dans cette région va à l'encontre des aspirations chinoises. Le projet « Balistique Missile Défense » est très contesté et la Chine y voit la continuité de la guerre froide. Elle établit alors des alliances stratégiques avec la Russie, la Corée du Nord et démontre davantage d'ouverture envers les pays de l'ASEAN. En présentant une façade de puissance virtuelle, la Chine tente de gagner du temps pour se donner davantage de moyens de s'imposer.

Les Etats-Unis ne sont pas prêts d'abandonner cette région pour l'intérêt économique, stratégique et d'exercice de puissance qu'elle représente pour eux. Ils restent cependant sa seule puissance stabilisatrice et ses actions conditionnent l'avenir de la zone. L'équilibre des forces reste largement en leur faveur de par leur puissance totale économique, militaire, technologique et humaine. N'empêche qu'un conflit régional dans lequel ils seraient impliqués ne les laissera pas indemnes. Le statu quo

qu'ils arrivent à maintenir est un moindre mal, sans lequel cet espace plongera dans un climat d'hostilité dont les nombreux pays émergents seront les premières victimes et les grandes puissances se livreront à une guerre sans merci. Ses répercussions peuvent être très graves sur l'ensemble du système international.

Si les autres puissances en place contestent la position qu'occupent les Etats-Unis actuellement, en cas de vacance -ce qui semble improbable-, aucune n'y admettra la prédominance de l'autre.

Finalement, l'Asie Orientale peut constituer un vaste et riche espace de progrès et d'aisance, à condition d'y sauvegarder la paix et la sérénité. Il faut continuer à y accroître les échanges et la coopération économiques et y instaurer une sorte de pan régionalisme de sécurité et de coopération multilatérale maintenues grâce à un dialogue franc et continu. Ceci dépend de la volonté des quatre puissances influentes (les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon) à établir un équilibre régional qui pourra servir de modèle d'un nouveau système international. Une manière de rendre hommage au stratégame américain, Alfred Thayer MAHAN, qui préconisait au début du siècle dernier, de privilégier la coopération économique profitable à tout le monde, aux rivalités militaires.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

-BOISSEAU du ROCHER, Sophie, -« L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est »-, l'Harmattan, Paris 1998.

-BONIFACE, Pascal (dir), -« l'Année stratégique 2001 »-, Michalon, Iris, Paris 2001.

-BOUISSOU, Jean-Marie, -« Le Japon depuis 1945 »-, Collection Cursus, Armand Colin, Paris 1992.

-CABESTAN, Jean-Pierre, -« Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification »-, IFRI, Paris, 1995.

-CALDER, Kent, -« Asia's deadly triangle »-, Bradeley, London 1996.

-CORDELLIER, Serge, DIDOT, Béatrice (dir), -« l'Etat du monde 2001 »-, La Découverte, Paris 2001.

-COUTAU-BEGARIE, Hervé, -« Géostratégie du Pacifique »-, Economica, IFRI, Paris 1987.

-DOMENACH, Jean-Luc, Richer, Philippe, T I-« La Chine : 1949-1971 », T II « la Chine : de 1971 à nos jours »-, Point Seuil, Paris 1995.

-DUFOR, Jean-François, -« Géopolitique de la Chine »-, Complexe, Bruxelles 1999.

-GOLDFIEM, Jacques de, -« Sous l'œil du dragon »-, Les 7 épées, Paris 1988.

-JAN, Michel (dir), -« Atlas de l'Asie Orientale -Histoire et stratégies »-, Seuil, Paris 1997.

-JOYAUX, François, -« La tentation impériale, Politique extérieure de la Chine depuis 1949. »-, Notre Siècle, Paris 1994.

-JOYAUX, François, -« Géopolitique de l'Extrême-Orient »-, T.I, -« Espaces et Politiques »- T.II, -« Frontières et Stratégies »-, Complexe, Bruxelles 1993

-LEFEBVRE, Maxime, -« Le jeu du droit et de la puissance. Précis de relations internationales »-, Presses universitaires de France, Paris 2000.

-MONBRIAL, Thierry de (dir), -« Ramses 2001 »-, Ifri, Paris 2001.

-ZAKI, Laidi (dir), -« Géopolitique du sens : l'émergence d'un espace de sens en Asie du Sud-Est », Desclée de Brouwer, Paris, 1998.

-«La coopération en Asie Pacifique »-, La Documentation française, Les notices, Paris, 1995.

Périodiques :

-ANDURAIN, Arnaud d', (dir), -« La Sécurité en Asie : qui est responsable ? », Bulletin centre d'analyse et de prévisions, N°73, 2000.

-BERG, Eugène, -« L'Asie Pacifique, Nouveau Centre du Monde ? »-, Défense Nationale, N°3, mars 1997.

-CARO, Jean-Yves, -« Répartition des revenus et croissance dans les pays de l'ASEAN »-, Revue Française de Géographie, N°5, 1998.

-CHALK, Peter, -«Low intensity Conflict in Southeast Asia : Piracy, Drug Trafficking and Political Terrorism »-, Conflict Studies, janvier-février 1998.

-CHEN Stephen F., -« The Republic of China on Taiwan : Recent developments and future challenges, Nixon Center Perspectives, avril 1998.

-COHEN W. S., -« Annual Report to the President and the Congress »-, US Government Printing Office, Washington DC. 1998.

-CRONIN, Patrick(dir), -«ASEAN and Regional Security »-, Strategic Forum, N°85, United-States, octobre 1996.

- CUMINGS, Bruce, -« Un débat semé d'embûches entre Tokyo et Washington : Le couple nippo-américain à l'heure du soupçon »-, Le Monde Diplomatique, avril 1999.
- DANJOU François, -« Relations Chine-Taiwan », Revue Défense Nationale, août-septembre 1998.
- DELPECH, Thérèse, -« La Chine, ses voisins et la démocratie »-, Politique Internationale, N°87, 2000.
- DOMENACH, Jean-Luc (dir), -« La Chine face à l'Occident »-, Géopolitique, 1999.
- ESTANISLAO, Jesus P., -« Nature, causes et conséquences de la crise asiatique »-, Politique Etrangère, N°2 1998.
- FORTUNA, Anwar, Dewi, -« L'accroissement des achats d'armes : signification et conséquences pour la stabilité politique de l'Asie du Sud-Est. »-, Alternatives Sud, V. N°2, septembre 1998.
- GILBERT, François (dir), -« Crises et Conflits en Asie »-, Relations Internationales, N°27, 1997.
- GO PHILIP, S., -« Les cinquante ans de la république populaire : Washington et Pékin, une mutuelle méfiance »-, Le Monde diplomatique, octobre 1999.
- GODEMENT François, -« Taiwan : le réalisme démocratique »-, Libération, 22 mars 2000.
- GODEMENT, François (dir), -« Chine, Japon, ASEAN, compétition stratégique ou coopération ? »-, La Documentation Française, Notes et Etudes Documentaires, sep1999.
- GODEMENT, François, -« Défi taiwanais pour les dirigeants de Pékin »-, Le Monde Diplomatique, avril 2000.
- GODEMENT, François, -« Intégration ou Indépendance : La Chine devant la crise Asiatique »-, Géopolitique, N°67, octobre1999.
- GOH Sunny, -« Reunification : China reveals concessions, The Straits »-, Times, 22 septembre 1999.
- GOLDFIEM, Jacques de, -« Espoir de détente en Asie ? »-, Défense Nationale N°8 septembre 2000.
- GOLDFIEM, Jacques de, -« La Nouvelle Politique Asiatique de Washington »-, Défense Nationale, N°3, mars 1997.
- HEISHOURO, F., -«Etats-Unis 1979-1999 : portée et limites de la puissance», Politique étrangère, N°3, mars 1999.
- JOYAUX, François, -« Chine-Etats-Unis, un Partenariat Stratégique Impossible »-, Géopolitique, N°72, décembre 2000.

-KHAI LEONG, Ho, -« Citizen Participation and Policy Making in Singapour : Conditions and Predicaments »-, Asian Survey, V11 N°3, U.S., mai 2000.

-KHANNA, R.P., -« Impact of China's ambitions to be a Regional Naval Superpower. »-, Asian Defence, N°8, Malaisie, 1999.

-KIM, Kyu-ryoon, -«Political and Security Environment in Asia : Uncertainties from Economic Crisis, Comprehensive Security and Multilateralism in Post-Cold War East Asia »-, The KMS International Conference Series, N° 9, 1998.

-KLARE, Michael, -« The next great arms race »-, Foreign affairs, summer 1993.

-KLEN, Michel, -« Les mouvements insurrectionnels en Asie du Sud-Est »-, Défense Nationale N°11, 2000.

-KRUGMAN, Paul, -« The myth of Asia's Miracle »-, Foreign-Affairs, N° 6, novembre-décembre 1994.

-LAURENCE, Henry, -« Financial System Reform and Currency Crisis in East Asia »-, Asian Survey, United States, N°2, mars 1999.

-LEA, Soe-Hang, -«La situation actuelle en Asie du Nord-Est et la politique concernant la péninsule de Corée, La Péninsule de Corée et les rapports entre les quatre grandes puissances en Asie du Nord-Est »-, Institut de Sécurité Diplomatique, juin 1996.

-LEBLANC, Claude, -« La marine chinoise, nouvel outil diplomatique du gouvernement chinois »-, Relations internationales et stratégiques, hiver 1993.

-LEE, Seung-keun, -« La stratégie militaire des quatre puissances de l'Asie du Nord-Est et le choix coréen »-, Hérodote, N°97, 2^{ème} Trimestre 2000.

-LEE, Seung-Keun, -« La stratégie militaire des quatre puissances de l'Asie du Nord-Est et le choix coréen »-, Hérodote, 2^{ème} trimestre 2000.

-MANNING, Robert A., -« Washington-Pekin-Taipei : le Triangle de Verre »-, Politique Internationale, N°88, 2000.

-MARINE, Shaun, -« L'ASEAN et L'ARF : les limites de la voie ASEAN »-, Asian Survey, N°10, U.S., octobre 1997.

-MAYAUDON, Pierre, -« L'avenir des forces armées Japonaises »-, Futuribles 1997.

-MONIER, Claude, -« Vers une modification des relations stratégiques de l'Asie du Sud-Est ? »-, Défense Nationale, N°2, février 2000.

-NICHOLAS, D. Kristof, -« Japanese is Sorry, He Called US Bully »-, The New York Times, 6 janvier 1999.

-NIQUET, Valérie, -« Chine-Japon : la montée des rivalités en Asie »-, Défense Nationale, N°7, juillet 1995.

-NIQUET, Valérie, -« Chine-Russie : quel partenariat stratégique ? »-, Revue Internationale et Stratégique, N°38, 2000.

-NIQUET, Valérie, -« Les fondements de la stratégie Chinoise »-, Hautes Etudes Stratégiques, N°8, Economica et Institut de Stratégie Comparée, 1997.

-NIQUET, Valérie, -« Les relations sino-japonaises, facteurs de crise et volonté d'apaisement »-, Relations Internationales et Stratégiques, N° 27, automne 1997.

-PONS, Philippe, -« Le PLD japonais retrouve sa position historique dominante », Le Monde, 22 octobre 1996.

-RAILLON, François, -« La Crise Asiatique, une victoire pour l'Amérique »-, Futuribles, N°231, mai 1998.

-ROY, Denny (dir), -« China threats ? -Tensions in the Taiwan Strait »-, ibid., SHAMBAUGH, David, -« Sino-American Strategic Relations : from Partners to Competitors »-, Survival, V 42 N°1, U-K 2000.

-SCHMIDT, Christian, -« Réduction des budgets militaires et nouvelles courses aux armements »-, Défense Nationale, août-sept 1995.

-SHAMBAUGH, David, -« The people's liberation army towards the 21st century », Pacific Review, U-K, juin 1996.

-TRAINAR, Philippe, -« Les leçons de la Crise Asiatique »-, Commentaires, N°88, octobre 1999.

-YOUNG, Peter, Lewis, -« The unstable balance of power in the Asia-Pacific region : India, China, Japan and the United States. »-, Asian Defence, Malaisia, 1999

-YOUNG, Peter, Lewis, -« North East Asian Security : De Probleme of Choosing your Ally »- Asian Defence, Malaisia, 2000.

-YOUNG, Peter, Lewis, -« United States- China Relations – is a New Cold War in the making ? »-, Asian Defence, Malaisia, 1999.

-« ARF, Pékin maintient la pression face à Taiwan », Le Monde, 29 juillet 1999.

-« Asian Navies »-, Jane's Defence Weekly, V 35 , N°4, United Kingdom, 2001.

-« The Military Balance 2000-2001 », IISS, Oxford University Press, Londres, 1998.

Repositionnement géopolitique des puissances influentes en Asie Orientale au lendemain de la crise financière asiatique

Table des matières

Introduction	04
Partie I : L'Asie "Pacifique" ou l'Asie belliqueuse ?	06
1.1 Les enjeux régionaux	06
1.11 Les enjeux économiques	06
1.12 Les enjeux stratégiques	09
1.2 Les conflits classiques	15
1.21 Causes	15
1.22 Historique	16
1.3 Les conflits récents	19
1.31 Conflit idéologique	19
1.32 Conflits hégémoniques	21
Partie II : La crise asiatique comme facteur aggravant l'instabilité	27
2.1 La dualité développement-sécurité des pactes Régionaux	27
2.11 Le développement économique du Japon	27
2.12 L'ASEAN outil économique et stratégique	33
2.2 La crise asiatique ou la désillusion	39
2.21 De la crise financière à la crise économique et sociale	39
2.22 Conséquences politiques de la crise sur certains pays de la région	44
2.23 Fragilité des alliances et les conséquences sécuritaires	47

Partie III : Equilibre des forces dans la région	51
3.1 Les replis stratégiques	51
3.11 La Russie ou une neutralité temporaire	51
3.12 Les Etats-Unis : une présence moins agressive	53
3.2 Modernisation des équipements militaires par la Chine	53
3.21 Priorité aux missiles et à la force nucléaire	54
3.22 Développement de la Marine de guerre : une autre priorité	55
3.23 Forces aériennes et terrestres	56
3.3 Course aux armements dans d'autres pays	59
3.31 Développement des missiles "Taep'o-dong" par la Corée du Nord	60
3.32 Le Japon : un armement discret	61
3.33 Taiwan : une armée surdimensionnée	62
3.34 Les pays de l'ASEAN : armements et coopération militaire	63
Partie IV : L'attitude américaine face au développement sécuritaire régional.	66
4.1 Chine : menaces ou gesticulations	66
4.11 La réactualisation de la stratégie navale chinoise	67
4.12 Incidents militaires : Détermination ou sondage de réaction	69
4.13 Comportement chinois vis à vis de la présence américaine dans la région	71
4.2 Repositionnement américain dans la région	74
4.21 Le statut d'autodéfense et la sécurité du Japon	75
4.22 Le ballet américain entre les deux Corées	78
4.23 Les Etats-Unis et l'Asie du Sud-Est	81
4.3 Les nouveaux enjeux américains dans la région	82
4.31 Enjeux économiques	82
4.32 Enjeux stratégiques	84
4.33 Enjeux hégémoniques	85
Conclusion	87
Bibliographie	89

